

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
SECRETARIAT EXECUTIF DU GOUVERNEMENT
COMMISSION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

RAPPORTS D'ACTIVITES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Volume 2

Juin 2005

MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR

LE MINISTRE

Commentaire

- La Politique Congolaise du Commerce Extérieur a pour objectif fondamental d'intégrer le Commerce Extérieur au processus du développement économique national et d'en faire un outil indispensable.
- Le Commerce Extérieur Congolais s'articule sur les secteurs d'activité ci - après : les exportations, les importations et le transit.
- Le développement et la rentabilité de ces secteurs sont tributaires de la production nationale des biens et services exportables, de la diversification tant de ces produits que des partenaires commerciaux de la RDC, du choix des importations dicté par les besoins du pays en matière de développement ainsi que du transit.
- Ainsi pour atteindre cet objectif, le législateur a-t-il par la loi n°73-009 du 05 janvier 1973, particulière sur le Commerce défini en ces termes les attributions du Ministère du Commerce Extérieur.
 1. La réglementation du Commerce d'exportation, d'importation et de transit ;
 2. la définition et l'exécution de la politique du Commerce ;
 3. l'organisation, le contrôle et la promotion du Commerce ;
 4. la participation aux négociations bilatérales en rapport avec le Commerce ;
 5. la Représentation commerciale à l'étranger et les relations avec les organisations professionnelles concernées par le Commerce.

A l'heure de la mondialisation, le Ministère du Commerce Extérieur est appelé à jouer un rôle prépondérant dans la phase de la reconstruction nationale.

En effet, à bien des égards, la législation commerciale en vigueur en République démocratique du Congo ne favorise pas l'activité économique et commerciale internationale par le fait qu'elle est devenue obsolète et mal appliquée, ne s'adaptant pas aux exigences de l'heure. Aussi reste-t-il beaucoup de matières non réglementées à ce jour.

L'inapplication et la non réglementation ci-dessus évoquées découlent essentiellement de la conjoncture politique de la 2^{ème} République qui a favorisé le clientélisme et tailler les textes sur base des individus tout en s'abstenant des matières touchant l'intérêt public.

S'agissant des matières nécessitant une collaboration avec les Ministères et autres institutions publiques, il plaira à Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République de favoriser la signature des arrêtés interministériels, d'initier des arrêtés interministériels entre Ministères concernés pour définir les domaines les modalités de collaboration (autorisation d'exportation, d'importation et de transit, visa redevance, taxes, armateurs, négociation et suivi des accords commerciaux etc.)

Quant à l'élaboration des statistiques sur les activités d'import, d'export et de transit, qui sont essentielles à l'élaboration de la balance commerciale de notre pays, contrairement aux dispositions du Décret n°036/2002 du 28 mars 2002 portant désignation des organismes et services publics habilités à exercer aux frontières de la République Démocratique du Congo, il importe de réhabiliter le Ministère du Commerce Extérieur en affectant ses agents aux postes frontaliers afin de contribuer à endiguer la fraude et à

prélever les statistiques fiables susceptibles de nous permettre de bénéficier des avantages relatifs au STABEX (Système de Stabilisation des recettes d'exportation des produits agricoles) et au SYSMIN (Système de Stabilisation des recettes d'exportation des produits miniers) dans le cadre de convention ACP - Union Européenne. Aussi, le protocole d'accord signé entre la DGRAD et l'OFIDA pour la perception des taxes du Commerce n'est pas de nature à nous aider dans notre effort de mobilisation et de maximisation des recettes du trésor.

Le Ministère du Commerce extérieur, voudrait renforcer et encourager son organe technique dans son ambition et sa détermination à moderniser ses équipements.

Ayant constaté, après l'évaluation technique entre l'OCC et son actuel mandataire la SGS, qu'une certaine léthargie s'est installée en matière de contrôle avant embarquement, nous avons décidé de lancer un appel d'offre international d'Assistance au Programme de Vérification des Importations (PVI), qui indurait d'autres Sociétés, l'appel a été lancé depuis le 18 février 2005 par le ministère du Budget qui a des attributions la préparation et la passation des marchés publics. En ce moment, une commission ad hoc d'analyse des offres est à pied d'oeuvre au Ministère du Budget.

Avec l'acquisition récente des équipements des laboratoires pour le contrôle des produits pétroliers et miniers, nous pensons ainsi contribuer au relèvement des recettes, surtout douanières et à la lutte contre la fraude et la contrebande.

A l'issue de la **session d'Evaluation de la Commission Economique et Financière** tenue du 23 au 26 Mai 2005, trois recommandations ont été retenues pour le Ministère du Commerce extérieur, à savoir :

1. La Présentation du Plan de déploiement des guichets uniques sur tout le territoire national ;
2. L'Application de l'Accord OCC et OFIDA sur la valorisation des importations et des exportations ;
3. L'Acquisition par l'OCC des laboratoires modernes, des appareils de mesure ainsi que tout équipement nécessaire à l'accomplissement optimal de son objet social.

Ainsi, pour répondre à cette préoccupation, un tableau complémentaire s'ajoute au rapport initial.

D'une manière résumée, il est important de souligner que d'une part, l'application parfaite de l'Accord OCC - OFIDA nécessitera encore la réalisation d'un Manuel des Procédures du Guichet unique pour lequel le COPIREP est a pied d'oeuvre pour son élaboration via un cabinet de consultant.

Et que d'autre part, le déploiement parfait des guichets uniques sur l'ensemble du territoire national nécessitera un appui par une étude approfondie des conditions réelles et de tous les contours des problèmes qui se posent aux postes frontaliers pour tous les intervenants.

Haute considération



Chantal NGALUBA MULUMBA

MINISTRE

**PROJETS PRIORITAIRES
DU MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR
ANNEE 2005**

1. A COURT TERME

N°	ACTIVITES	MOTIVATIONS	OBJECTIFS
1	Comité National de la mercuriale	Depuis 1997, cette commission technique qui regroupe les cadres experts de différents Ministères, organismes publics et privés est en totale léthargie par manque de moyens de fonctionnement	Aligner le « garde-fou » gouvernemental pour les recettes minimums du trésor en devises, par rapport aux fluctuations des cours des marchés internationaux
2	Protocole d'Accord DGRAD - OFIDA	Ce protocole a été signé en violation des textes légaux qui consacrent l'exclusivité au Ministère du Commerce Extérieur, générateur de recettes, de constater et de liquider.	Maximisation et gestion des banques de données relatives aux recettes réalisées.
3	Adaptation des textes légaux	Les textes légaux sur le commerce sont devenus obsolètes et inadaptée	Remise à niveau des textes régissant le Commerce de manière à rejoindre les critères des lois internationales en la matière.
4	Accréditation des Laboratoires OCC et Assistance Technique	Pour éviter la contestation des résultats d'analyse à l'Import et l'Export par les opérateurs économiques et bénéficier d'une expérience internationale	Rendre crédible le label de contrôle des produits tant à l'import qu'à l'export, tout en promouvant la formation et/ou le recyclage technique
5	Disponibilisation des normes	Les normes étant harmonisées sur le plan régional, la RDC doit mettre en application ses normes par la signature d'une réglementation technique	Rendre les produits congolais compétitifs sur le marché international.
6	Suppression monopole de vérification ASIC - CONGO	La loi créant l'OCC lui consacre le monopole de contrôle de qualité, quantité, conformité et de prix.	Restaurer l'autorité de l'OCC relative à son rôle d'analyste et vérificateur exclusif en RDC. Faciliter une collaboration Technique ASIC - OCC dans le cadre du contrat ASIC - Ministère des Mines.
7	Avis et considérations ponant sur le projet de création de la Direction Générale des Normes	Le Comité National de Normalisation est un organe attitré, créé dans le but d'élaborer des normes. Il regroupe en son sein plusieurs acteurs dont le Ministère du Commerce Extérieur, IPME, OCC, Secteur Privé etc. Il est inopportun de ce fait de créer une Direction Générale de Normalisation avec les charges que cela entraînerait, alors que le Comité National des Normalisation existe, son fonctionnement avait été gelé faute de moyen. Le mode de rémunération de ses membres était par jetons de présence à des réunions ad hoc. Tandis que la mise en place de la Direction Générale de Normalisation demande des moyens humains et financiers énormes que le Gouvernement ne dispose pas, sans oublier l'agonie de l'OCC.	Afin de mettre définitivement terme au conflit de compétence entre le Commerce Extérieur et l'IPME. Réhabiliter le Comité National de Normalisation, éviter le caractère budgétivore de la Direction Générale de Normalisation et sauvegarder les compétences attributives de l'OCC.

8	Bâtiment devant abriter l'Administration du Commerce Extérieur	Absence totale des infrastructures devant loger l'Administration Commerce Extérieur	Améliorer les conditions de travail de l'Administration
9	Equiper l'Administration du Commerce Extérieur en matériel informatique	Pour produire un travail de qualité et ainsi désenclaver le Commerce Extérieur.	Accéder à l'information relative aux courriers internationaux, se rendre accessible aux divers partenaires extérieurs
10	Contrôle	<p>1. Diversifier et élargir les matières de contrôle par l'OCC (Produits Pétroliers, miniers)</p> <p>2. En qualité d'entreprise de services, l'OCC vend ses services entre autres aux pétroliers par le contrôle de la qualité et de la quantité des produits. Pour ces services prestés, l'OCC ne perçoit jusque - là aucune rémunération</p>	Perception des rémunérations de l'OCC pour les services prestés.

**RAPPORT DEUXIEME SEMESTRE 2004 DES ACTIVITES DU MINISTERE DU COMMERCE EXTERIEUR
POUR LA PERIODE DU 30 JUIN AU 31 DECEMBRE 2004**

ACTIVITES	ACTIONS A REALISER	DELAIS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATION
1. Mise en place d'un cadre légal et réglementaire	1. <u>Actualisation de la loi cadre sur le commerce</u> Tenue à Kinshasa de l'atelier sur la réadaptation des textes légaux sur le commerce par la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) en collaboration avec le PNUD	2004	<ul style="list-style-type: none"> • Un deuxième atelier était prévu pour la finalisation du dossier • Texte en projet en attendant la finalisation de la réadaptation des textes légaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'organisation de cet atelier a été différée suite à l'insécurité qui a régné au pays. Toutefois, une requête a été envoyée à la CNUCED en vue d'organiser cet atelier dont nous attendons la confirmation
2. Disponibilisation des nonnes	2. <u>Proposition de la loi portant organisation et fonctionnement du Ministère du Commerce Extérieur</u> Cette loi est la résultante de la loi cadre sur le commerce	2004		
	1. Signature d'une réglementation technique sur les normes	2003-2004	Pas de réglementation technique	Les normes étant harmonisées sur le plan régional, la RDC doit mettre en Application ces normes par la signature d'une réglementation technique.
	2. Sur recommandation de l'ECOFIN, il y a concertation en cours avec le Ministère de l'IPME sur le projet Direction Générale de la Normalisation.	21-09-2004	Non exécuté	les travaux sont bloques par manque de Consensus entre les deux Ministères sur la contribution de L'OCC aux activités de la Direction Générale de Normalisation.
3. Achat et exportation des mitrailles	Révision des tarifs des entreprises intervenant dans le circuit du tarif du Commerce Extérieur. Ceci en collaboration avec le Ministère de l'IPME	2004	Exécuté	L'autorisation d'achat des mitrailles est délivrée par le Ministère de L'IPME, tandis que celle pour l'exportation est délivrée par le Ministère du Commerce Extérieur.

4. Projet de création du Fond de Promotion du Commerce (FPC)	Rétrocession d'une quotité de la Taxe sur la Promotion de l'Industrie (TPI) en faveur du Fond de Promotion de Commerce	2004	Non Exécuté	Le Fond de Promotion du Commerce n'est pas encore créé suite aux absences répétées du fond de promotion de l'industrie aux réunions de concertation instruite par l'ECOFIN
5. Annulation du Protocole	Réunion de concertation entre Ministère du Commerce Extérieur, l'OFIDA et la DGRAD.	2004	Non Exécuté	Quoique maintes fois invitées, les deux régions financières ont brillé par leurs absences. avec effet continue de préjudice sur les recettes du Ministère du Commerce Extérieur.
6. Harmonisation des vues avec le Ministère de la Coopération Régionale sur les Organismes sous Régionaux en matière de Commerce (COMESA, SADC, CEEAC...)	Concertation interministérielle entre le Commerce Extérieur et la Coopération Régionale.	2004	Exécuté	la Coordination revient à la coopération régionale, tandis que l'expertise technique est du ressort du Commerce Extérieur.
7. Exportation et du Quinquina	Signature d'un arrêté ministériel interdisant l'exportation et la transplantation illégale du quinquina	2004	Exécuté	Arrêté Ministériel N°005/CAB/MINCE/Mb/ 2004 portant Interdiction d'exportation des plantes et des Ecorces de Quinquina par les non planteurs.
8. Monopole du Laboratoire de vérification ASIC-CONGO	Sur recommandation de l'ECOFIN organisation de réunions interministérielles pour obtenir la suppression du monopole du laboratoire ASIC-CONGO	2004	Exécuté	Arrêté Interministériel portant suppression du monopole ASIC-CONGO n'est pas encore pris.
9. Affectation des agents du Ministère du Commerce Extérieur à toutes les Frontières	Le Ministère du Commerce Extérieur a saisi en son temps l'ECOFIN et son Président qui par sa lettre n°088/VPRES/ECOFIN/ du 04 mars 2004 a demandé au Ministère du Commerce Extérieur de Coopérer avec les services œuvrant aux frontières	2004	Non exécuté	Le Décret 036 Du 28 Mars 2002 portant désignation des services habilités à prêter aux frontières constitue un obstacle à la mise en application de cette mesure

10. Lutte contre la fraude	Un projet d'arrêter pour juguler la fraude est en gestation (OCC).	2004	Non Exécuté	En sus du projet d'an-été, le Conseil d'Adjudication sur l'appel d'offres lancé dans le cadre de l'inspection avant embarquement (PSI) est à pied d'œuvre
11. Mesure favorisant les échanges commerciaux	Proposition des mesures favorisant les échanges commerciaux sur recommandation de VUE, de COMESA, de la SADC, de la CEEAC, de l'OMC	2004	Non Exécuté	Fonds non encore décaissé par l'Union Européenne ainsi que la contre partie Gouvernementale qui n'est pas encore versée.
12. Participation	Participation effective aux conférences et réunions des organisations internationales.	2004	Exécuté	Suites aux contraintes budgétaires, le Ministère n'a pas pu participer à toutes les grandes rencontres internationales.
13. Redynamisation des rapports avec les Institutions d'appui du Commerce Extérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Erection du centre de référence de l'OMC à Kinshasa plus précisément au Secrétariat Général du Commerce Extérieur • Notification à l'OMC sur l'engagement de la mise en oeuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au Commerce « OTC » par la RDC • La signature par la délégation ministérielle de l'adhésion de notre pays à l'ACICI « Agence de Coopération et d'Information pour le Commerce Extérieur » 	2004	Exécuté	Le Centre de Référence de l'OMC installé au Secrétariat Général n'est toujours pas branché à l'Internet pour être mieux opérationnel.
14. La réunification de l'Administration du Commerce Extérieur ainsi que de l'OCC sur toute l'étendue du territoire national	1. Réunification de l'Administration du Commerce Extérieur	2004	Exécuté	La mission sur l'état des lieux des différentes Divisions Provinciales telle qu'approuvée par quelques missions déjà réalisées en province.
	2. Réunification des Directions Provinciales de l'OCC	2004	Non Exécuté	Jusqu'à ce jour l'OCC est buté à un problème de coordination des territoires jadis occupés. Conséquence : missions de travail non effectuée suite aux contraintes politiques

15. Colloque sur la relance des exportations des produits non miniers	Promotion à l'exportation des produits congolais	2004	Non Exécuté	Projet non exécuté suite aux contraintes budgétaires
16. Participation aux manifestations foraines	Redynamisation du Commerce Extérieur	2004	Exécuté Partiellement	Le Ministère du Commerce Extérieur n'a pu participer qu'à la Foire Internationale de Pointe Noire et à la Foire de l'Inde sur toute les foires prévues en 2004 suite aux contraintes budgétaires.
17. Présence effective de la RDC au sein des organismes internationaux	Proposition de règlement des arriérés de cotisations vis-à-vis des organismes de commerce.	2004	Non Exécuté	Suite au non paiement de nos arriérés, la RDC n'a plus droit à la parole et aux documents au niveau du COMESA. Le Gouvernement doit se prononcer sur le choix de l'organisation régionale à laquelle appartient la RDC, pour les négociations des Accords de Partenariat Economique (APE)
18. Renforcement des capacités des institutions politiques, de l'Administration, des entreprises sous tutelle et des Opérateurs économiques	Séminaires de sensibilisation à l'intention des Ministres impliqués dans les négociations commerciales de l'OMC ainsi que de la COMESA	Février et mars 2005	Exécuté	Les 2 séminaires se sont tenus à Kinshasa
19. Modernisation de l'équipement et outil de gestion de l'Administration et des Entreprises sous tutelles (3 actions)	1. Informatisation de l'Administration du Commerce Extérieur	2004	Non Exécuté	Manque d'équipements informatiques adaptés pour la gestion des documents administratifs. Nécessité de raccordement à l'Internet, de raccordement des lignes téléphoniques et Fax.
	2. Informatisation de l'Administration de l'OCC	2004	En cours d'exécuté	Un fichier Valeur a été mis en place dans certaines entités pour le contrôle de marchandises.

	3. Equipements des laboratoires de l'OCC	2004	Sous l'Impulsion du Ministère du Commerce Extérieur, le laboratoire de Mbuji-Mayi a été construit et équipé sur fonds propres de l'OCC. Il en est de même du labo microbiologique de Kinshasa qui a aussi été réhabilité, ainsi que l'équipement d'analyse et de vérification du nouvel apport d'analyse et des minerais hydrocarbures.	Plusieurs Opérateurs Econorniques contestent les résultats produits par ces Labo. D'où, il faut renforcer le partenariat avec les Laboratoires accrédités internationalement, tout en envisageant l'accréditation internationale des laboratoires OCC (Etablissement des nonnes)
	4. Manèges et réhabilitation de la FIKIN	2004	Non exécuté	<p>Une mission du Commerce Extérieur avec un représentant de la FIKIN a été effectuée auprès d'une firme italienne.</p> <p>Les contacts continuent avec ces partenaires pour finaliser ce projet</p>

**ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DU RAPPORT
APRES LA SESSION D'EVALUATION :
TACHES REALISEES ET A REALISER**

1. Ce rapport complémentaire concerne essentiellement les trois recommandations retenues pour le Ministère du Commerce Extérieur par : la Commission Economique et Financière, à savoir :
- La Présentation du Plan de déploiement des guichets uniques sur tout le territoire national ;
 - L'Application de l'Accord OCC - OFIDA sur la valorisation des importations et des exportations ;
 - L'Acquisition par l'OCC des laboratoires modernes, des appareils de mesure ainsi que tout équipement nécessaire à l'accomplissement optimal (le son objet social de l'OCC.

Pour toutes ces recommandations, au-delà des préoccupations pour lesquelles nous trouverons le niveau de réalisation ainsi que les projections, l'application parfaite de l'Accord OCC – OFIDA nécessitera la réalisation d'un Manuel des Procédures du guichet unique pour lequel COPIREP est à pied d'oeuvre pour son élaboration via un Cabinet de Consultant.

De même, qu'au-delà de ce qui est déjà fait en ce qui concerne les guichets uniques, le déploiement effectif des guichets uniques sur l'ensemble du Territoire National exigera, en préalables, une étude approfondie des conditions réelles et de tous les contours des problèmes qui se posent aux postes frontaliers pour tous les intervenants.

2. PLAN DE DEPLOIENEMENT DES GUICHETS UNIQUES

Déploiement des Guichets Uniques	Lieu	Observations
a) Réalisation	MATADI	<ul style="list-style-type: none">• La facilitation et la simplification des procédures avec comme effet réduction de délai de dédouanement à MATADI sont très perceptibles à MATADI.• L'optimisation de la Mobilisation des recettes à influencer sur l'accroissement des recettes de l'OFIDA, OGEFREM, ONATRA et DGRAD. Ceci constitue un indicateur positif du fonctionnement du système du guichet unique.
b) En cours de réalisation	N'DJILI KASUMBALESA	
c) A réaliser	MWENE-DITU BOMA LUBUMBASHI LIKASI MBUJI-MAYI KANANGA BUKAVU GOMA BENÎ KISANGANI ARU ARWARA NORD du (BAS - UELE) UVIRA ZONGO KINSHASA	

COMMENTAIRES

Au niveau de l'OCC, les études de faisabilité sont prêtes et les moyens disponibles pour le déploiement à Mwene-Ditu, Boma, Kananga et en cours pour Lubumbashi et Kasumbalesa.

S'agissant des localités des territoires réunifiés, plus particulièrement à l'Est du pays (Corridors Nord et Sud), l'absence d'un support d'informations à priori, le degré élevé de falsification des documents, l'évasion des cargaisons liée à des multiples transbordements aux points de rupture des charges et l'absence du suivi du fret peuvent être résorbés par la mise en oeuvre des Guichets Uniques à Bukavu, Coma, Beni, Bunia, Uvira.

En vue de réussir ce déploiement et à la lumière du fonctionnement des Guichets Uniques de Matadi et de N'Djili, le Ministère du Commerce Extérieur propose ce qui suit:

1. L'activation du Comité de Pilotage du Guichet Unique afin d'assurer la neutralité de la coordination technique des services. Ce Comité servira également de centre de ressources en vue d'établir des Guichets Uniques à même de répondre aux véritables défis à relever. Il devra comprendre outre les experts (en gestion et en informatique), les administrateurs directeurs techniques de toutes les entreprises publiques intervenantes, les représentants des ministères ayant un droit de regard sur l'implantation et la mise en oeuvre des Guichets Uniques en l'occurrence :

- Ministère du Commerce Extérieur (OCC) ;
- Ministère des Transports (ONATRA, OGEFREM, SNCC...) ;
- Ministère des Finances (OFIDA) ;
- Ministère de l'Industrie, PME (FPI) etc.

Ce Comité à mettre rapidement en place pour l'aboutissement heureux des perspectives envisagées devra fonctionner sous la direction du Ministère du Commerce extérieur conformément aux accords régionaux et internationaux signés dans le cadre du COMESA, SADC, CEEAC et OMC ainsi que de la législation en vigueur sur le commerce, en vue de la facilitation des échanges commerciaux.

2. la finalisation immédiate des travaux d'études en cours sous la coordination du Comité de Pilotage suivant le schéma concerté de circulation des informations ;

3. la redéfinition des missions des intervenants ;

4. la signature d'un accord de collaboration entre intervenants ;

5. le retour au schéma concerté de circulation des informations et la fin des entraves qui empêchent le fonctionnement cohérent des Guichets Uniques de Matadi et de N'Djili.

Par ailleurs, il sied de souligner que le Guichet Unique est un système dont le fonctionnement relève d'un agencement des processus à harmoniser en un seul devant servir et protéger les intérêts de plusieurs intervenants. Il conviendrait donc que le Guichet Unique soit doté du Système de Management Qualité selon la série des normes ISO 9000/2000 en vue d'assurer son efficacité.

Pour terminer, Le Ministère du Commerce Extérieur réitère sa disponibilité à contribuer au mieux de ses moyens à la réussite de ce projet car il reste convaincu que le Guichet Unique amène l'amélioration de la qualité des services à rendre à la marchandise, notamment par la réduction du délai de dédouanement qui passe par la création d'un schéma unique et transparent de circulation et de traitement de l'information aboutissant à une seule perception pour le compte de tous les intervenants dans les opérations du commerce extérieur. Ce qui supprime les retards indus considérés par l'OMC comme entraves à la circulation des marchandises.

3. L'APPLICATION DE L'ACCORD OCC-OFIDA

L'Accord OCC-OFIDA vise la mobilisation maximale des recettes au niveau du Guichet Unique à travers un dispositif d'échanges des données.

Cet Accord est déjà en application mais de manière particulière, car, les besoins techniques demeurent encore entre les deux offices et la nécessité d'élaborer un manuel des procédures pour une harmonieuse et intégrale application. COPIREP est à pied d'oeuvre: pour son élaboration avec le concours d'un Cabinet de consultant.

Le Ministère du Commerce Extérieur et celui des Finances conjuguent les efforts.

Il sied de relever qu'au terme du protocole signé entre les deux entreprises, l'Office Congolais de Contrôle doit mettre à la disposition de l'OFIDA les documents suivants :

- a) Pour les importations contrôlées avant embarquement (CAE) :
 - les attestations de vérification de la société d'inspection (AV CAE) avec les éléments du prix, de la qualité et de la quantité ;
 - les factures fournisseurs avec label de sécurité ;
 - le rapport de tally (quantité constatée au débarquement)
- b) Pour les importations contrôlées à l'arrivée :
 - les attestations de vérification de la société d'inspection avec les éléments du prix, de la qualité et de la quantité ;
- c) Pour les exportations :
 - le certificat de vérification à l'exportation « CVE » avec les éléments du prix, de la qualité et de la quantité.

Pour les importations, les modalités précises suivantes sont d'application :

1. La transmission journalière des AV CAE à la Délégation Générale de l'OFIDA, avec accusés de réception, par la Division Contrôle Avant Embarquement avec l'appui logistique de la Division Administrative et Financière de l'OCC.
2. Les retards éventuels dans la réception des AV par l'O.C.C. pour authentification et ouverture du processus de contrôle au débarquement). sont appréciés au cas par cas et dorment éventuellement lieu à l'établissement du Laissez-suivre.
3. Dorénavant, l'ordre de contrôle porte dans sa marge supérieure les valeurs FOB, Fret et CIF déclarées ainsi que les valeurs acceptées, en plus des données traditionnelles (n° facture, nature de la marchandise, nom de navire...)
4. L'OCC assure mois après mois, sinon journalièrement, la mise à jour de la banque de données sur les prix.

Cependant, si la collaboration à Kinshasa et dans le Ras-Congo se déroule sans accroc, tel n'est pas le cas dans le Katanga et plus particulièrement à Kasumbalesa où la collaboration de la Direction provinciale de l'OFIDA est toujours recherchée.

Par ailleurs, le 28 avril 2005, l'OCC et l'OGEFREM ont signé un accord aux termes duquel le second confie au premier le pouvoir d'agir en ses lieux et place pour :

- vérifier au port de déchargement ou au bureau frontière l'existence de la Fiche Electronique de Renseignement à l'Import, en sigle « FERI » pour chaque cargaison et en authentifier les renseignements ;
- établir la FERI de régularisation en cas d'absence de la FERI de départ ;
- mettre en oeuvre un mécanisme de suivi du fret sur le territoire national.

La « FERI », est un système d'informations par voie électronique fiable qui permet de fournir aux Etats, aux opérateurs maritimes et économiques intéressés dans le commerce extérieur de la République, toutes les informations relatives à la cargaison

transportée par voie de mer.

L'importance économique de la FERL est d'autant plus évidente qu'elle participe à :

- la maximisation des recettes de l'Etat par la lutte contre la fraude telle qu'elle se dégage du recoupement des données avec les déclarations des opérateurs économiques ou de leurs commissionnaires en douane ;
- l'amélioration des recettes de services de l'Etat grâce à une couverture plus complète des flux commerciaux (valeur FOB, taux de fret) ;
- la constitution progressive d'une banque de données pouvant servir de support aux activités de l'Observatoire National des Transports.

4. ACQUISITION DES LABORATOIRES MODERNES PAR L'OCC

Un effort d'investissement en acquisition des laboratoires modernes et leur déploiement à travers le pays est effectué par l'Office Congolais de Contrôle. Cet effort a porté d'abord sur la réalisation des analyses chimiques et microbiologiques, sur les produits premiers et les produits pétroliers. Ensuite, il sera étendu au contrôle aéronautique et à la construction. Les différentes acquisitions et les besoins en équipements de laboratoires sont repris dans les annexes qui suivent.



Chantal NGALUEA-MULUMBA

MINISTRE

LISTE DES EQUIPEMENTS DES LABORATOIRES O.C.C. POUR LA REALISATION DES ANALYSES CHIMIQUES ET MICROBIOLOGIQUES

APPAREILS	KINSHASA		LUBUMBASHI		MATADI		MBUJI MAYI		TOTAL
	E	B	E	B	A	B	E	B	BESOINS
EQUIPEMENTS DIVERS									
MOULIN DE LABORATOIRE CHOPIN	1			1	1			1	2
VISCOMETRE	1			1		1		1	3
ACCOOLMETRE- DENSITOMETRE		5		1		5		5	16
DILUTEUR-DISTRIBUTEUR		1		1		1		1	4
EVAPORATEUR ROTATIF	1	1		2		1		1	5
HOTTE DE VENTILATION		3		3		2		2	10
MACHINE A FUMER		1		1					2
NCINERATEUR		1		1		1		1	4
EQUIPEMENT POUR FARINE ET AMIDON				1					-
ZELENY	1			1					1
FALLING NUMBER	1			1					1
GLUTOMATIC	1			1					1
VOLUMETRE A PAIN	1			1					1
BROYEUR DE LABO LM 3100	1								1
				1					
EQUIPEMENT POUR GALLENIQUE				1					-
»OINT DE FUSION POUR SUPPOSITOIRES				1					2
DELITEMENT DES COMPRIMES	1								1
DURETE DES COMPRIMES	1								1

NB: E = EXISTANT B = BESOIN

LISTE DES EQUIPEMENTS DES LABORATOIRES O.C.C. POUR LA REALISATION DES ANALYSES CHIMIQUES ET MICROBIOLOGIQUES

APPAREILS	KINSHASA		LUBUMBASHI		MATADI		MBUJI MAYI		TOTAL
	E	B	E	B	E	B	E	B	BESOINS
EQUIPEMENT POUR ECHANTILLONNAGE									
DIVISEUR D'ECHANTILLONS LABORETTE 10				1					
DIVISEUR CONTINU D'ECHANTILLON				1					
DIVISEUR AVEC TAMIS TAILLE 1				1					
DIVISEUR AVEC TAMIS TAILLE 2				1					
TAMISEUSE ELECTROMAGNETIQUE				1					
TAMISEUSE A MOUVEMENTS GIRATOIRES				1					
BAIN NETTOYANT				1					
CONCASSEUR A MACHOIRES MODELE 0, I, II				1					
BROYEUR A DISQUES				1					
BROYEUR PLANETAIRE				1					
EQUIPEMENT POUR ELECTROCHIMIE ET TITRATION									
PH-METRE	3	2	2	2	1	2		1	
CONDUCTIMETRE	1			1		1			
POTENTIOGRAPHE		1	1						
TITRIMETRE AUTOMATIQUE		1		1		1			
EQUIPEMENT POUR INCUBATION									
INCUBATEUR		1		1					
SECHOIR	1	1		2	1				
SECHAGE AVEC VENTILLATION		1		2		1		1	
EQUIPEMENT POUR FOUR									
FOUR A MOUFFLE MODELE 9L	1	1	1	1		1		1	

NB: E = EXISTANT B = BESOIN

LISTE DES EQUIPEMENTS DES LABORATOIRES O.C.C. POUR LA REALISATION DES ANALYSES CHIMIQUES ET MICROBIOLOGIQUES

APPAREILS	KINSHASA		LUBUMBASHI		MATADI		MBUJI MAYI		TOTAL	COUT	
	E	B	E	B	E	B	E	B	BESOIN	P.U	P.T
EQUIPEMENT POUR ANALYSE DE L'EAU											
TURBIDIMÈTRE		1		1		1		1	4	1 500	6 000
EQUIPEMENT POUR ANALYSE DE L'EAU		4		4		2		2	12	5 500	66 000
LABORATOIRE PORTABLE HACH		4		4					8	3 500	28 000
SPECTROPHOTOMÈTRE DR 2000	1	1		1					2	2 000	4 000
EQUIPMENT POUR CHROMATOGRAPHIE											
CHROMATOGRAPHIE PHASE GAZEUSE		1		1		1		1	4	34 500	138 000
CHROMATOGRAPHIE EN PHASE LIQUIDE		1		1					2	83 909	167 817
ÉQUIPEMENT POUR COUCHE MINCE	1	1		2		1		1	5	2 000	10 000
EQUIPEMENT POUR SPECTROMETRIE											
SPECTROPHOTOMÈTRE UV/VIS	1	1	1	1		1		1	4	7 800	31 200
SPECTROPHOTOMÈTRE PROCHE INFRA ROUGE	1			1		1		1	3	52 000	156 000
I.C.P PLASMA		1	1						1	120900	120 900
SYSTEME D'ANALYSE DES MYCOTOXINES	1			1		1		1	3	7 560	22 679
SPECTRO ABSORPTION ATOMIQUE + GRAPHITE O		1	1						1	55900	55900
BAIN, AGITATION, CHAUFFAGE											
BAIN MARIE	2	1	1	2	1	1			4	1 500	6 000
IN THERMOSTATIQUE AVEC AGITATEUR		1	1			1		1	3	2 000	6 000
BAIN THERMOSTATIQUE AVEC CIRCULATION		1	1			1		1	3	1 500	4 500
BAIN CRYOSTATIQUE	1	1		2		2		2	7	4 550	31 850
AGITATEUR MAGNETIQUE CHAUFFANT	2	1			1	2	3		3	3000	9000
PLAQUE CHAUFFANTE AVEC AGITATEUR	2	2	1	2	1		2		4	1 000	4 000
EQUIPEMENT POUR CENTRIFUGATION											
CENTRIFUGEUSE UNIVERSELLE DE TABLE	1	1	1	1		1		1	4	1 800	7 200
CENTRIFUGEUSE DE TABLE MEGAFUGE		1		1		1		1	4	6 500	26 000
											901 046

NB: E = EXISTANT B = BESOIN

LISTE DES EQUIPEMENTS DES LABORATOIRES O.C.C. POUR LA REALISATION DES ANALYSES CHIMIQUES ET MICROBIOLOGIQUES

APPAREILS	KINSHASA		LUBUMBASHI		MATADI		MBUJI MAYI		TOTAL	COUT	
	E	B	E	B	E	B	E	B	BESOIN	P.U	P.T
EQUIPEMENT POUR FROID											
REFRIGERATEUR DE LABORATOIRE	2	4	1	2	1	2	1	2	10	600	6000
FREEZER 430 L -85°C	2	2	1	2	1	2	1	2	8	650	5 200
EQUIPEMENT POUR MICROBIOLOGIE											
HOTTE A FLUX LAMINAIRE	1		1		1		1		-	10 400	-
COMPTEUR DE COLONIES	1	2		1	1			1	2	5 000	10 000
INCUBATEUR	1	3	1	2	1	2	1	2	8	2200	17600
POMPE A VIDE		1		3		2		2	10	2 000	20 000
STOMACHER	1	1	1	1	1			1	3	2 860	8 580
FOUR PASTEUR	1	1	1	1	1			1	3	5 330	15 990
BAIN A ULTRA SONS				1				1	3	1 500	4 500
AUTOCLAVE DE TABLE	1	1	1	1	1			1	2	3 000	6 000
AUTOCLAVE HORIZONTAL A 2 PORTES				1		1		1	4	8 840	35 360
SPECTROFLUORIMETRE	1			1		1		1	3	7 800	23 400
EQUIPEMENT POUR POIDS ET VOLUME											
BALANCE ANALYTIQUE ELECTRONIQUE	2	4	2	4	1	2	1	2	12	5 460	65 520
BALANCE DE LABO (30 KG)		1		1		1		1	4	8 200	32 800
BALANCE DE LABO (6KG)		1		1		1		1	4	3 500	14 000
BALANCE DE LABO (120 KG)		1		1		1		1	4	12 000	48 000
DENSIMETRE	1			1		1		1	3	2 500	7 500
EQUIPEMENT POUR POINT DE FUSION											
POINT DE FUSION FB800+FP8		1		1				1	3	1 000	3 000
											323 450

NB: E = EXISTANT B = BESOIN

RELEVÉ EQUIPEMENTS EXPEDIES AU LABORATOIRE OCC/LUBUMBASHI

LE 06 MAI 2005

N° d'ordre	Nature équipement	Quantité	Coût acquisition Unitaire/Euro	Coût frais douane en Euro	Coût total en Euro	Coût total en US\$
1	Distillateur d'azote	1	5.992,00	689,68	6.681,68	8.686,20
2	Distillateur d'alcool	1	4.369,00	502,87	4.871,87	6.333,43
3	pH-mètre + électrodes	2	1.552,60	178,70	3.462,60	4.501,40
4	Humidimètre portatif	1	369,00	42,50	411,50	535,00
5	Four à mouffle	1	4.542,00	522,78	5.064,78	6.584,20
6	Creuset en platine	1	3.030,00		3.030,00	3.939,00
7	Spectro AA	1	30.768,23	A payer	30.768,23	39.998,70
8	Kit purification d'eau	2	3.350,00		6.700,00	8.710,00
9	Incubateur	1	3.500n00			3.500,00
10	Autoclave	1	2.750,00			2.750,00
11	Four Pasteur	1	5.300,00			5.300,00
12	Anses platine + porte-fil	2+2	95,00		190,00	247,00
TOTAL GENERAL						91.084,93

RELEVÉ EQUIPEMENTS EXPÉDIÉS AU LABORATOIRE DE MATADI

Le 08/04/2005

N° d'ordre	Nature équipement	Quantité	Coût acquisition Unitaire/Euro	Coût frais douane Et connexes/Euro	Coût total en Euro	Coût total en US\$
1	Extracteur DET - GRAS	1	9.894	1.138,8	11.032,8	14.342,64
2	Nettoyeur de laboratoire	1	5.018	577,6	5.595,6	7.274,28
3	Humidimètre portatif	1	369	42,5	411,5	535
4	pH-mètre avec électrodes	1	1.552,6	178,7	1.731,3	2.250,7
5	Kit de purification	1	3.350		3.350	4.355
TOTAL GENERAL					22.121,2	28.757,62

RELEVÉ DES EQUIPEMENTS EXPEDIES AUX LABORATOIRES DE BUKAVU ET GOMA EN NOVEMBRE 2004

N° d'ordre	Laboratoire	Nature Equipement	Quantité	Coût acquisition unitaire/Euro	Coût total en Euro	Coût total en US\$
1	BUKAVU	Kit de purification d'eau	1	3.350,00	3.350,00	4.355,00
2	GOMA	Kit de purification d'eau	1	3.350,00	3.350,00	4.355,00

MINISTERE DU PORTEFEUILLE

République Démocratique du Congo
« RDC »
Ministère du Portefeuille

**RAPPORT D'ACTIVITES DU MINISTERE
DU PORTEFEUILLE POUR LA PERIODE
DU 1^{er} JUILLET 2004 AU 30 AVRIL 2005**

I. INTRODUCTION

Les attributions du Ministère du Portefeuille ont été fixées par le Décret n° 03/027 du 16 septembre 2003.

Il s'agit, en substance, des attributions suivantes :

- Création des entreprises publiques ;
- Tutelle administrative et financière de toutes les entreprises publiques ;
- Administration, gestion et rentabilisation du Portefeuille de l'Etat
- Acquisition et gestion des participations de l'Etat dans les entreprises d'économie mixte ;
- Création ou participation à la création des entreprises à caractère industriel ou commercial ;
- Autorisation aux entreprises publiques d'emprunter à l'extérieur, lorsque la garantie de l'Etat n'est pas requise.

II. ACTIVITES DU MINISTERE POUR LA PERIODE DU 01 JUILLET 2004 AU 30 AVRIL 2005

Au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 avril 2005, le Ministère du Portefeuille a, suivant les prérogatives qui lui sont dévolues par les textes légaux et réglementaires, poursuivi l'exécution de son programme d'actions comportant les grands axes ci-après

- Réhabilitation du Ministère du Portefeuille et exercice du pouvoir de tutelle;
- Réforme du cadre institutionnel de gestion des entreprises du Portefeuille ;
- Mise en oeuvre de la restructuration des entreprises publiques ;
- Amélioration de la capacité contributive des entreprises du Portefeuille au budget de l'Etat.

1. Réhabilitation du Ministère du Portefeuille et exercice du pouvoir de tutelle

En ce qui concerne la réhabilitation du Ministère et l'exercice du pouvoir de tutelle, il y a lieu de mentionner les actions ci-après

- la clarification des rapports entre, le Secrétariat Général et les services spécialisés du Ministère que sont le Conseil Supérieur du Portefeuille (CSP) et le Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises Publiques (COPIREP) ;
- l'exercice du pouvoir de tutelle sur les entreprises publiques et la gestion des participations de l'Etat dans les sociétés d'économie mixte ;
- le renforcement de la capacité opérationnelle du Ministère.

1.1. Clarification des rapports entre le Secrétariat Général et les services spécialisés du Ministère

- La signature du Décret n° 04/047 du 20 mai 2004 modifiant et complétant le Décret n° 136/2002 du 30 octobre 2002 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises Publiques (COPIREP), a placé celui-ci sous l'autorité du Ministère du Portefeuille ;
- la Note Circulaire n°005/MINPF/RK/CVK/2005 du 17 mars 2005 a clarifié les attributions respectives du Secrétariat Général du Portefeuille et du Conseil Supérieur du Portefeuille ;
- Par cette circulaire, les attributions spécifiques de chaque service ont été définies de manière à éviter tout conflit pouvant empêcher le Ministère d'atteindre les objectifs assignés par le Gouvernement.

1.2. Exercice du pouvoir de tutelle sur les entreprises publiques et gestion des participations de l'Etat dans les sociétés d'économie mixte

1.2.1. Exercice du pouvoir de tutelle sur les entreprises publiques

Les pouvoirs de tutelle sur les entreprises publiques sont exercés soit par voie d'autorisation, soit par voie d'approbation, soit par voie d'opposition.

L'organisation des journées d'échanges avec les mandataires de l'Etat dans les entreprises publiques ainsi que la mise en oeuvre des résolutions et recommandations formulées par les participants à ce forum ont permis au Ministère de prendre un certain nombre de dispositions en ce qui concerne notamment la définition du rôle du Ministère du Portefeuille et des Ministères Techniques dans l'exercice du pouvoir de tutelle sur les entreprises publiques, la réunification des entreprises publiques ainsi que l'amélioration de la capacité contributive des entreprises publiques au budget de l'Etat.

1.2.1.1. Organisation des journées d'échanges avec les mandataires de l'Etat dans les entreprises publiques

Les journées d'échanges avec les mandataires de l'Etat dans les entreprises publiques ont été organisées du 06 au 07 octobre 2004 au Grand Hôtel de Kinshasa.

L'objectif de ces journées était de :

- s'assurer que les gestionnaires de ces unités de production et le Ministère du Portefeuille, représentant l'Etat - Propriétaire, avaient le même entendement des textes légaux et réglementaires constituant le cadre institutionnel de gestion des entreprises publiques ;
- examiner les voies et moyens pour améliorer la gestion et le fonctionnement des entreprises publiques au regard notamment du diagnostic qui devait être posé au cours de travaux en ateliers.

Durant les travaux en ateliers, les participants ont formulé des résolutions et recommandations touchant entre autres à l'exercice du pouvoir de tutelle, à la forme et au délai de transmission des procès-verbaux des organes de gestion des entreprises publiques, aux dossiers judiciaires, aux mouvements du personnel, à la situation de l'outil de production et du patrimoine immobilier, à la réunification des entreprises publiques, à la tenue de la comptabilité et au dépôt des états financiers, aux créances croisées entre entreprises publiques ainsi qu'aux contrats et conventions des entreprises.

A la suite des journées d'échanges, les actions ci- après ont été initiées pour mettre en exécution les résolutions et recommandations formulées par ce forum

a. Définition du rôle du Ministère du Portefeuille et des Ministères Techniques dans l'exercice du pouvoir de tutelle sur les entreprises publiques

Pour clarifier les attributions des Ministères techniques et du Ministère du Portefeuille dans leurs rapports avec les entreprises publiques, un projet de Note Circulaire sur l'exercice du pouvoir de tutelle a été présenté à la Commission Economique et Financière (ECOFIN).

Sur recommandation de l'ECOFIN une commission ad hoc comprenant les représentants des Ministères sectoriels et du Ministère du Portefeuille a été constituée.

Cependant, en raison du fait que les experts des Ministères n'ont pas réussi à dégager un consensus sur la question, le dossier sera présenté très prochainement à l'ECOFIN qu'elle se prononce avant la saisine du Conseil des Ministres.

b. Réunification des entreprises publiques

Eu égard à la nécessité de réunifier les Administrations des entreprises publiques et mettre fin à la diversité des centres de décisions, l'Arrêté Ministériel n° 010/MINPF/CVK/2004 portant création et désignation des membres de la Commission de

Réunification des Entreprises Publiques (COREP) a été signé en date du 03 décembre 2004.

A cette commission a été confiée la tâche de réfléchir sur un schéma pragmatique de réunification des entreprises publiques et de proposer les étapes ainsi que les actions à mener en attendant la mise en place, par le Gouvernement, des gestionnaires conformément à l'article 198 de la Constitution de la Transition.

Dès son installation, la COREP a proposé un schéma de réunification en trois étapes ci-après

- Etablissement des états des lieux ;
- Certification des états des lieux ;
- Rapprochement entre les administrations centrales et les coordinations ou directions générales situées dans les territoires réunifiés.

A ce jour, la COREP a reçu un certain nombre de rapports sur les états des lieux des entreprises publiques. Un dernier rappel pour le dépôt des rapports a été adressé à l'endroit des mandataires concernés.

Pour la certification des états des lieux, la COREP est confrontée au problème de financement lié au déplacement sur le terrain afin de vérifier la réalité des données contenues dans les différents rapports sur les états des lieux.

Enfin, en ce qui concerne la dernière étape, des avancées significatives ont été observées au niveau des administrations de certaines entreprises qui entretiennent de bons rapports de collaboration et d'échanges d'informations.

c. Règlement des créances et dettes croisées entre entreprises publiques

Suivant les recommandations formulées par les participants aux journées d'échanges, une Commission ad hoc a été mise en place pour approfondir la réflexion et proposer une méthodologie et les modalités de règlement des créances croisées entre entreprises publiques d'une part, et entre entreprises publiques et l'Etat-Propriétaire d'autre part.

Un atelier réunissant toutes les parties concernées est organisé à cet effet du 05 au 16 mai 2005. La clôture de cet atelier a eu lieu le samedi 28 mai 2005.

Les propositions formulées à l'issue de l'atelier seront soumises à l'examen du Gouvernement pour dispositions utiles.

d. Amélioration des mécanismes de traitement des contentieux et des dossiers judiciaires au sein des entreprises

En vue d'améliorer les mécanismes de traitement des cas de contentieux et autres dossiers judiciaires des entreprises publiques, nous avons diligenté une mission pour évaluer le fonctionnement de services juridiques des entreprises publiques. Les rapports sont, à ce jour attendus.

e. Tenue de la comptabilité et des états financiers

Des instructions ont été données quant aux délais limites de dépôt des états financiers certifiés des entreprises publiques. Un rappel à l'ordre a été fait pour les états financiers 2003 et antérieurs. D'ici le 15 juin 2005 des sanctions ont été prévues pour les défaillants. Quant au bilan 2004, la date limite est fixée au 30 juin 2005.

De même, nous avons rappelé à tous les gestionnaires des entreprises publiques l'obligation qui leur incombe d'améliorer la tenue de la comptabilité en tant qu'outil de gestion de leurs entreprises.

f. Protection juridique du patrimoine des Entreprises Publiques

Compte tenu de la menace qui pèse chaque jour sur chaque entreprise publique de voir spolié son patrimoine immobilier, nous avons, à l'issue des journées d'échanges avec les

mandataires de l'Etat, décidé de mettre sur pied une Commission mixte Portefeuille – Affaires Foncières - Entreprises Publiques en vue d'inventorier les éléments de leur patrimoine immobilier et d'engager la procédure d'obtention et/ou de validation des titres de propriété y afférents.

Des instructions ont été données au Secrétariat Général et au Conseil Supérieur du Portefeuille à cet effet.

g. Mise en place générale des Collèges des Commissaires aux comptes dans les entreprises publiques

Une commission ad hoc Conseil Supérieur du Portefeuille (CSP), Inspection Générale des Finances (IGF) et Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo (CPCC) est à pied d'oeuvre pour formuler des propositions.

1.2.1.2. Rétributions des Mandataires de l'Etat dans les Entreprises Publiques.

Le Ministère du Portefeuille a initié une proposition de rémunérations des mandataires de l'Etat au sein des organes de gestion des entreprises publiques ainsi qu'une réglementation supplémentaire sur les jetons de présence.

Le dossier a été approuvé par le Conseil des Ministres en date du 17 février 2005. Le Conseil Supérieur du Portefeuille a procédé à la notification de cette décision du Gouvernement aux organes de gestion des entreprises publiques.

1.2.1.3. Missions d'audit dans les entreprises publiques

Les conclusions des audits effectuées à l'initiative du Ministère du Portefeuille dans quelques entreprises publiques par les Organes gouvernementaux de Contrôle (Cour des Comptes-Inspection Générale des Finances, Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo et Conseil Supérieur du Portefeuille) ont donné lieu à une série de mesures :

- Suspension des membres des Conseils d'Administration et des Comités de Gestion de quelques entreprises publiques (Arrêté Ministériel n°011/CAB/MINPF/CVK/2004 du 25 novembre 2004).
- Mise en place des Comités de Gestion provisoires au sein de ces entreprises.
- Révocation de quelques mandataires publics.

Compte tenu des divergences entre le rapport de la Commission gouvernementale et celui de la Commission parlementaire, le Conseil des Ministres a décidé d'instituer une Commission d'audition des mandataires au sein des entreprises publiques ci-après

- Régie de Distribution d'eau (REGIDESO) ;
- Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT) ;
- Régie des Voies Fluviales (RVF) ;
- Office National du Tourisme (ONT) ;
- Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des matières précieuses (CEEC) ;
- Office Congolais de Contrôle (OCC) ;
- Société Nationale d'Assurances (SONAS).

Le Rapport d'audition élaboré à la suite de ces auditions est en cours d'examen au niveau du Conseil des Ministres.

Enfin, il faut noter que des missions d'audit ont été initiées pour d'autres entreprises publiques ainsi que pour les Coordinations des entreprises publiques dans les territoires réunifiés.

La réalisation de ces audits est malheureusement bloquée à cause de la carence en crédits budgétaires.

1.2.2. Gestion des participations de l'Etat dans les sociétés d'économie mixte

a) Représentation de l'Etat au sein des organes statutaires des sociétés d'économie mixte

La représentation de l'Etat au sein des organes statutaires des sociétés dans lesquelles l'Etat a des participations a été assurée durant cette période.

Le remplacement des mandats échus a été assuré. Quelques problèmes persistent cependant là où de nouveaux mandataires ont été désignés avant l'expiration des mandats de ceux en place.

Pour une participation efficace des représentants au sein des organes statutaires des sociétés d'économie mixte, il est prévu une rencontre avec tous les mandataires de l'Etat concernés au mois de mai 2005 aux fins de leur communiquer les instructions du Ministère du Portefeuille pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs au mieux des intérêts de l'Etat.

b) Action pour une gestion rationnelle des participations de l'Etat dans les sociétés d'économie mixte

A ce sujet, des actions ont été initiées en ce qui concerne les sociétés ci-après :

1 ° CIMENTERIE NATIONALE (CINAT)

Dans la perspective de la relance des activités de cette société, un nouvel actionnaire ayant acquis les participations de la firme Family Group a été admis. Il s'agit du Groupe BLATTNER.

Ce nouveau partenaire de l'Etat a proposé de mettre en place un plan devant aboutir à une recapitalisation de l'entreprise.

Un Consultant recruté par avis d'appel d'offres a été chargé d'évaluer le patrimoine de l'entreprise, les besoins financiers exigés pour la relance des activités et de déterminer les modalités de recapitalisation du capital social.

Le rapport du consultant sera prochainement soumis à l'ECOFIN aux fins d'arrêter la position de l'actionnaire Etat-congolais avant qu'il ne soit soumis à la sanction des organes statutaires de la société.

2°. GROUPE CHANIMETAL

A l'issue de l'exercice comptable 2004, cette société ayant enregistré une perte, les actionnaires dont l'Etat congolais, ont décidé l'augmentation du capital social.

A la dernière Assemblée Générale tenue en date du 28 avril 2005, les actionnaires privés ont accepté de procéder immédiatement à l'augmentation du capital social. La RDC qui est aussi favorable à la recapitalisation du Groupe CHANIMETAL, a estimé, en revanche, qu'une évaluation préalable du patrimoine de l'entreprise s'impose avant la détermination des modalités de cette recapitalisation. Cette évaluation devra déterminer la valeur réelle d'une action.

3 ° Société de Développement Forestier (SODEFOR)

Compte tenu de son programme d'investissement, la Société de Développement Forestier (SODEFOR) a exprimé un besoin de recapitalisation.

A défaut de participer à l'augmentation du capital, il a été envisagé le désengagement de l'Etat de cette entreprise du secteur forestier. Le dossier a été présenté à l'ECOFIN et le Conseil Supérieur du Portefeuille a été chargé d'évaluer la situation patrimoniale de

l'entreprise et de fixer la valeur des parts sociales de l'Etat.

Le processus est en cours.

4°. MINIERE DE BAKWANGA (MIBA)

Suite à la recommandation formulée par l'ECOFIN, une mission s'est rendue au siège social de la MIBA à MBUJI-MAYI dans le courant du mois d'avril 2005 pour examiner la teneur des trois contrats successifs de prêts et de vente conclus depuis 2002 d'une part et d'autre part, s'enquérir des raisons des difficultés chroniques de trésorerie de cette société.

Le rapport des experts dépêchés à la MIBA sera présenté incessamment à l'ECOFIN.

5°. UNION DE BANQUES CONGOLAISES (UBC)

Après le départ de l'actionnaire privé, la Banque Bruxelles Lambert, l'UBC qui s'est retrouvée en difficulté a été admise au régime de restructuration bancaire par la Banque Centrale du Congo (BCC).

Sous le régime de restructuration, il a été assigné au Management de l'entreprise l'objectif de réduire considérablement ses effectifs pour les ramener à un niveau compatible avec son activité.

Il est également apparu la nécessité de poursuivre ce processus de restructuration avec l'appui d'un actionnaire ayant une expérience avérée dans ce domaine et capable d'apporter les capitaux pour la relance des activités de la banque.

Plusieurs partenaires potentiels se sont manifestés. Il s'agit de :

- WPA, Funds for Africa International Financial Holdings (Société de droit américain) recommandé par la Banque Mondiale ;
- Interfinance Merchant Group, société de droit italien ;
- Comtec Sprl, société récemment installée en République Démocratique du Congo qui compte investir par le truchement de l'un des actionnaires de la firme LOITA, banque Sud-africaine ;
- SF Swis Financial Investment SA, société de droit Suisse.

Une Commission mixte comprenant le Portefeuille, la Banque Centrale du Congo et l'UBC a été constituée pour évaluer les différentes offres et les soumettre pour décision au Gouvernement.

5°. Société Aurifère du Kivu Maniema (SAKIMA)

Après la dissolution de la SOMICO par décret n° 04/065 du 5 juillet 2004, la SAKIMA a été remise en force et un Comité de Gestion Provisoire a été nommé par l'Arrêté Interministériel n° 012/MINPF/MINES/CVK/EDN/2004 du 20 octobre 2004.

Une Commission vient d'être instituée pour examiner les termes de l'accord de règlement amiable conclu entre la République Démocratique du Congo et le Groupe BANRO pour une meilleure exécution. Ceci aux fins de clarifier le problème de partage de patrimoine entre SAKIMA et BANRO, mais aussi régler la question de la liquidation de l'Ex. SOMINKI.

Par ailleurs, le Comité de Gestion Provisoire institué a été chargé de procéder à un état des lieux des concessions stannifères reconnues à l'Etat et de chercher des partenaires pour exploiter ces dernières.

7°. SOCIETE MINIERE DU KIVU (SOMIKIVU)

En sa session tenue du 4 au 6 septembre 2004, le Conseil des Ministres avait, suivant sa décision n° GVT/06/386, autorisé le Ministre des Mines et celui du Portefeuille à

prendre des mesures conservatoires et de désigner un Comité de crise en vue de permettre à la SOMIKIVU de fonctionner normalement.

Dans l'entre-temps, après une audience accordée à Madame l'Ambassadrice de la République Fédérale d'Allemagne, celle-ci a exprimé le souhait de l'actionnaire majoritaire de la SOMIKIVU, à savoir GFE mbH de se retirer et de céder ses parts à l'Etat Congolais ou à un autre acquéreur.

Les discussions se poursuivent à cet effet. En attendant, une équipe provisoire de gestion a été mise en place pour assurer la gestion des affaires courantes de la société.

8°. SUCRERIE DE KILIBA

La structure du capital social de cette société a été modifiée à la suite de l'arrangement conclu pour réparer le préjudice financier subi par la société KOTECHA pour non respect des clauses de l'accord d'assistance financière que celle-ci avait consenti pour le sauvetage de la Sucrierie de KILIBA.

Devenu majoritaire à la suite d'un second arrangement à savoir, le protocole d'accord signé le 1 juillet 1996 avec les autres actionnaires (SUCRAF et l'Etat congolais), la société KOTECHA n'a pas apporté le financement promis. Ce qui n'a pas permis à la Sucrierie de KILIBA de réaliser son programme de production.

A ce jour, l'Etat et la SUCRAF sont à la recherche des partenaires éventuels capables d'apporter les financements nécessaires.

En attendant et compte tenu du rôle que joue cette industrie dans la sécurisation et la paix au Sud-Kivu, une intervention économique a été inscrite au budget de l'Etat à la requête du Ministre du Portefeuille, pour la relance de la sucrierie.

A cela il faut ajouter, l'accompagnement sollicité du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) pour un montant de USD 900.000.

9° AGRIFOR

Un Comité de Gestion provisoire a été mis en place et une Assemblée Générale est prévue.

En attendant le Ministre du Portefeuille a initié une rencontre des actionnaires qui doivent harmoniser certains détails d'actionnariat avant la tenue de l'Assemblée Générale.

10°. Projets de création de nouvelles sociétés d'économie mixte en partenariat avec des opérateurs étrangers

Le Ministère du Portefeuille a été approché par des investisseurs étrangers qui ont exprimé leur volonté de s'associer avec l'Etat pour la constitution en partenariat des sociétés d'économie mixte opérant notamment dans les secteurs de transport public et de jeux de hasard (Loterie et concours de pronostics).

En ce qui concerne le transport public, il y a lieu de citer le projet STUC qui sera mis en oeuvre avec le concours de la firme indienne de M/S TATA MOTORS Ltd. A cet effet, un Mémoire d'Entente a été signé en date du 12 avril 2005 en attendant les conclusions de la Commission Mixte qui sera instituée pour préparer les modalités pratiques de mise en oeuvre du protocole d'accord qui sera conclu entre la RDC et cette firme indienne.

Dans le secteur de la loterie, le projet de mise en place d'un système complet de loterie informatisé « on fine » en partenariat avec la firme canadienne DEQ SYSTEMES CORP ainsi que le projet initié par le Groupe TOMI pour l'exploitation des machines à sous ont été, après leur adoption à l'ECOFIN, transmis au Secrétariat Général du Gouvernement pour leur inscription à l'ordre du jour du Conseil des Ministres.

1.3. Renforcement de la capacité opérationnelle du Ministère

En ce qui concerne le renforcement de la capacité opérationnelle du Ministère, les actions suivantes ont été initiées :

- Missions de prospection en vue de l'installation des Divisions provinciales du Ministère du Portefeuille ;
- Acquisition grâce aux crédits budgétaires 2004 du matériel bureautique, informatique, de communication et du matériel roulant;
- Réforme du Conseil Supérieur du Portefeuille.

1.3.1. Installation des Divisions provinciales du Ministère du Portefeuille

Dans la perspective du déploiement du Ministère du Portefeuille à travers les provinces, une mission d'experts du Secrétariat Général a été dépêchée dans quelques Provinces pour étudier l'opportunité d'installation des Divisions provinciales. Le rapport est en cours d'exploitation.

1.3.2. Acquisition du matériel bureautique, informatique, de communication et du matériel roulant

Durant la période sous revue, le Ministère a acquis, grâce aux ressources budgétaires lui allouées, une importante quantité de fournitures et matériel de bureau et un véhicule de fonction pour le secrétaire général.

Durant l'exercice budgétaire 2005 tout sera fait pour le décaissement des crédits alloués au Ministère pour un meilleur renforcement des capacités de ses services.

1.3.3. Réforme du Conseil Supérieur du Portefeuille (CSP)

En plus de la réflexion initiée sur la réforme de la structure interne, le COPIREP a recruté, au dernier trimestre 2004, un consultant chargé de procéder à l'audit institutionnel, organisationnel et fonctionnel du Conseil Supérieur du Portefeuille.

A ce jour, le Conseil Supérieur du Portefeuille a communiqué au COPIREP ses avis sur le rapport du Consultant pour la phase relative au diagnostic ainsi que sur les orientations stratégiques de la restructuration de ce service spécialisé du Ministère.

Par ailleurs, une nouvelle approche d'intervention du Conseil Supérieur du Portefeuille en termes d'assistance en gestion en faveur des entreprises publiques a été conçue : désormais, toutes les interventions du Conseil Supérieur du Portefeuille se font dans un cadre négocié avec les entreprises publiques, dont les actions sont inscrites aux budgets du Conseil Supérieur du Portefeuille et des entreprises concernées.

2. Réforme du cadre institutionnel de gestion des entreprises du Portefeuille.

La réforme du cadre institutionnel de gestion des entreprises du Portefeuille de l'Etat suppose des textes légaux y relatifs.

A cet effet, le Ministère du Portefeuille a présenté au Gouvernement quatre (4) projets de Lois portant respectivement :

- transformation des entreprises publiques ;
- désengagement de l'Etat ;
- dispositions générales applicables aux Etablissements publics ;

- organisation et gestion du Portefeuille de l'Etat.

Ces différents projets de lois ont été approuvés par le Conseil des Ministres et transmis, par la suite, au Parlement pour adoption.

Des projets des Décrets portant mesures d'exécution de ces Lois sont en préparation.

3. Mise en oeuvre de la restructuration des entreprises publiques

3.1. Groupes Sectoriels de Travail.

Les travaux préparatoires à la mise en oeuvre de la restructuration des entreprises publiques ont été confiés aux Groupes Sectoriels de Travail.

A ce jour, les Groupes Sectoriels de Travail ont été installés pour les secteurs suivants : Mines, Postes et Télécommunications, Finances, Energie et Transports.

Il faut cependant noter que le fonctionnement des GST rencontre de sérieuses difficultés faute de budget de fonctionnement conséquent.

3.2. Restructuration de certaines entreprises.

Le Ministère a, durant cette période, piloté des actions de restructuration de quelques entreprises publiques et autorisé à certaines d'entre elles de conclure des contrats de partenariat avec des investisseurs privés visant la réalisation des activités conformes à leur objet social.

Il s'agit notamment de :

1°. GENERALE DES CARRIERES ET DES MINES (GECAMINES)

Le programme de restructuration de la GECAMINES conçu avec l'assistance de la Banque Mondiale a été adopté par l'ECOFIN avant d'être inscrit à l'ordre du jour du Conseil des Ministres depuis novembre 2004.

Il convient de relever que les organes de gestion de la GECAMINES ont, eu égard aux difficultés réelles d'accès aux marchés financiers, poursuivi la politique de conclusion des partenariats avec des investisseurs privés pour l'exploitation des gisements.

Les plus importants de ces partenariats à savoir, KINROSS FORREST, TFM et DCP sont inscrits à l'ordre du jour du Conseil des Ministres depuis novembre 2004.

2°. OFFICE CONGOLAIS DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (OCPT)

Un programme de restructuration de cette entreprise publique a été initié avec l'assistance de la Banque Mondiale. Il comporte un volet social (indemnisation et insertion des agents partants volontaires) et le volet reconfiguration de l'entreprise.

En ce qui concerne l'opération départs volontaires, le processus est en voie de finalisation. En effet, le COPIREP est en train d'assurer le paiement des décomptes finals de partants volontaires.

Relativement à la reconfiguration de l'entreprise, le rapport du consultant sélectionné par le COPIREP a été, après discussions et enrichissement au niveau du Groupe Sectoriel de Travail des Postes et Télécommunications, présenté à l'ECOFIN.

3°. OFFICE DES MINES D'OR DE KILO-MOTO (OKIMO)

Faute de moyens financiers propres pour exploiter seul ses réserves qui ne sont pas du reste certaines, l'OKIMO a, comme la GECAMINES, négocié avec des investisseurs disposant des capitaux frais des contrats d'amodiation pour l'exploration et l'exploitation de ses concessions.

Depuis juillet 2004, trois (3) partenariats ont été signés. Il s'agit de :

- AMANI GOLD sprl (09 juillet 2004) ;
- KIBALI GOLD sprl (09 juillet 2004) ;
- RAMBI MINING sprl (09 juillet 2004) ;

Les négociations pour la conclusion du partenariat de création de GORUMBWA MINING sprl ont été finalisées depuis mars 2005. Il ne reste plus que la signature du contrat.

4°. LIGNES AERIENNES CONGOLAISES (LAC)

Dans la recherche des voies et moyens pour relancer ses activités, cette entreprise publique a engagé des pourparlers avec des investisseurs capables de lui apporter leur assistance technique et financière conséquente.

De tous ces investisseurs, seul le projet de partenariat avec la firme Canadienne INTEREX AFRICA AVIATION Ltd a été conclu.

Ainsi, à la demande des LACS (lettre n° DG/0100/IRN/YI/00.353/2004 du 03 novembre 2004) j'ai, par ma lettre n°1738/MM/YAS/CVK/2004 du 1er décembre 2004, autorisé la signature du contrat de partenariat avec INTEREX AFRICA.

5°. Autres entreprises à restructurer

Des études ont été initiées pour la restructuration d'autres entreprises publiques notamment la COHYDRO, la RVA, la SNCC, la SNEL, l'ONATRA et la REGIDESO. Pour certaines de ces entreprises, le COPIREP a déjà commis des consultants chargés de mener les études appropriées dont les rapports seront présentés à l'ECOFIN.

C'est dans ce même cadre que l'audit en vue de la restructuration du Conseil Supérieur du Portefeuille est quasiment achevé.

3.3. Recrutement du Président du Conseil Technique du COPIREP

Le processus de recrutement du Président du Conseil Technique du COPIREP a été bouclé. Monsieur Adrien OMOMBO OMANA a été retenu. Le projet de décret portant sa nomination sera prochainement présenté au Conseil des Ministres.

3.4. Situation des entreprises publiques en liquidation

A ce jour, sept (7) entreprises publiques sont en liquidation. Le Ministère du Portefeuille a initié un projet d'audit de ces différentes liquidations. Cependant, le défaut de moyens financiers n'a pas permis de réaliser ces missions d'audit.

Le présent rapport donne l'état des opérations de liquidation de certaines de ces entreprises compte tenu de la complexité des problèmes qu'elles posent.

3.4.1. Office National de Logement (ONL)

La clôture de la liquidation de cette entreprise publique est retardée par un certain nombre de litiges et par la question du règlement du passif résiduel estimé à ce jour à environ USD 3 millions.

En ce qui concerne les litiges, le cas du conflit avec le Département de Génie Civil de l'Etat Major Général des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) au sujet de la vente des maisons des Camps OSO (Lemba Salongo) et MOBIL (Kintambo) ainsi que celui opposant l'ONL à l'Etat belge à propos de l'immeuble sis 11 A et 11 B, Van Eyck, Ixelles, Bruxelles peuvent être cités.

Il convient de mentionner que les autorités de nos forces armées ont remis en question cette opération contrairement à leurs engagements antérieurs pris lors des négociations dans le cadre de la commission mixte ONL - Etat Major Général des FARDC et Police Nationale.

Le Comité de Liquidation de l'ONL a saisi le Parquet près la Haute Cour Militaire pour compétence.

Il y a lieu de faire observer qu'une Commission Gouvernementale convoquée, en son temps, à l'initiative du Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat (lettre n° CAB/PR/DC/EB/03334/dk/2004 du 23 avril 2004) et placée sous la supervision du Ministre de l'Intérieur avait reconnu le droit de propriété de l'ONL sur ces maisons querellées.

S'agissant de l'Immeuble Van EYECK, l'ECOFIN avait opté pour le règlement du litige par la voie politique et diplomatique.

Le Ministère du Portefeuille a saisi, a cet effet, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale par sa lettre n° 1887/MINPF/TSH.B/2004 du 13 décembre 2004.

3.4.2. Office de Transport en Commun du Congo (OTCC)

Les opérations de liquidation sont presque finalisées. Il reste en effet quelques litiges liés notamment au non paiement des décomptes finals de quelques agents et des émoluments du liquidateur.

Au sujet de cette liquidation, le conflit de l'ex-TRANSCOM et la société CONGO MON PLAISIR au sujet du dépôt sis Avenue Kabinda dans la Commune de Lingwala a été porté à la connaissance de l'ECOFIN.

Les recommandations formulées par l'ECOFIN sont en cours d'exécution. Il s'agit notamment d'envisager des solutions qui permettent de clôturer la liquidation de l'ex-OTCC y compris la vente de la seule concession revenant à cette entreprise.

3.4.3. Société Nationale des Chemins de fers du Zaïre/HOLDING (SNCZ/HOLDING)

Suivant le rapport du Comité de liquidation au 26 avril 2005, la spécificité du cas, en ce qu'il comporte en plus de la tâche du désintéressement des créanciers, d'autres dossiers techniques, nécessite l'appui du Gouvernement. Il s'agit notamment de dossiers Mitrailles, SOMIKAT, remise et reprise créances Europe, Chemin de fer de Mayumbe.

3.3.4. NOUVELLE BANQUE DE KINSHASA (NBK)

3.3.5. BANQUE CONGOLAISE DU COMMERCE EXTERIEUR (BCCE)

3.3.6. BANQUE DE CREDIT AGRICOLE (BCA)

Ces trois banques ont été dissoutes en 2003. La mission d'assurer leur liquidation a été confiée à la Banque Centrale du Congo conformément à la Loi.

Dans l'exercice de cette tâche et sur recommandation de la Banque Mondiale, la BCC a recruté sur appel d'offre un liquidateur indépendant chargé d'assurer les opérations de liquidation de la BCA et la NBK depuis le 13 octobre 2004. Le recrutement d'un liquidateur indépendant pour la BCCE est en cours.

A ce jour, le Ministère du Portefeuille a, sur instruction de Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République en charge de la Commission Economique et Financière, saisi cette dernière au sujet du règlement des décomptes finals des ex-agents de ces trois banques.

A ce sujet, l'ÉCOFIN, en sa réunion du mardi 03 mai 2005 a décidé d'opter pour l'enveloppe de 11.500.000 USD mise à sa disposition par la Banque Mondiale pour le paiement des décomptes finals des anciens agents des banques en liquidation.

4. Amélioration de la capacité contributive des Entreprises du Portefeuille au budget de l'Etat

En 2004, les recettes de participation attendues étaient de CDF 3.871.948.340 dont CDF 1.392.712.340 pour les entreprises publiques et CDF 2.479.236.000 pour les sociétés d'économie mixte.

De ce montant, la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de Participations (DGRAD) a recouvré un total de CDF 2.130.514.635 (55,02 %) ventilé comme suit : CDF 780.837.085 sur les entreprises publiques et CDF 1.349.677.550 sur les sociétés d'économie mixte.

Pour l'exercice 2005, lors des négociations sur la détermination des prévisions des avances sur dividendes, les recettes de participations ont été revues la hausse pour répondre aux besoins du Gouvernement.

Ainsi, le Ministère devra mobiliser un montant total de CDF 7.982.591.459 ventilé de la manière suivante : CDF 1.850.000.000 pour les entreprises publiques et CDF 6.132.591.459 pour les sociétés d'économie mixte.

L'état des réalisations des assignations budgétaires pour le premier trimestre ne pourra être dressé qu'a l'issue de la session d'évaluation prévue pour le mois de mai 2005.

III. CONCLUSION

L'exécution des axes du programme d'actions du Ministère du Portefeuille a nécessité la présentation d'un certain nombre de dossiers à l'approbation de l'ÉCOFIN et/ou du Conseil des Ministres.

Il s'agit des dossiers suivants :

Instances	Décisions prises	Décisions exécutées	Décisions en cours d'exécution
ECOFIN	36	28	8
CONSEIL DES MINISTRE	16	11	5
TOTAL	52	39	13

Fait à Kinshasa, le 07 mai 2005.

Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO.

ANNEXE I

**Liste des entreprises publiques et sociétés d'économie mixte ainsi que leur contribution
au budget de l'Etat pour 2005**

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Ministère du Portefeuille

I. LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET LEUR CONTRIBUTION AU BUDGET DE L'ETAT POUR 2005

SECTEURS	N°	ENTREPRISES	SIGLES	BUDGET VOTE 2005 (FC)
Transport	1	- Société Nationale des Chemins de Fer du Congo	SNCC	102.000.000
	2	- Office National des Transports	ONATRA	138.000.000
	3	- Régie des Voies Aériennes	RVA	99.655.600
	4	- Régie des Voies Maritimes	RVM	44.844.840
Energie	5	- Société Nationale d'Electricité	SNEL	125.000.000
	6	- Régie de Distribution d'Eau	REGIDESO	192.000 000
	7	- La Congolaise des Hydrocarbures	COHYDRO	158.000.000
Financier	8	- Office des Douanes et Accises	OFIDA	-
	9	- Fonds de Promotion de l'Industrie	FPI	48.000.000
	10	- Institut National de Sécurité Sociale	INSS	41.000.000
Services	11	- Office Congolais de Contrôle	OCC	192.000.000
	12	- Société Nationale d'Assurances	SONAS	15.000.000
Mines	13	- Centre d'Expertise, Evaluation et Certification des Matières précieuses et semi-précieuses	CEEC	149.482.800
Constructions	14	- Office des Routes	OR	-
	15	- Compagnie Maritime du Congo	CMDC	3.300.000
	16	- Régie des Voies Fluviales	RVF	900.000
	17	- Office de Gestion du Fret Maritime	OGEFREM	43.200.000
Service	18	- Office National du Tourisme	ONT	18.000.000
Financier	19	- Office de Gestion de la Dette Publique	OGEDEP	-
Communication	20	- Radio Télévision Nationale Congolaise	RTNC	1.500.000

SECTEURS	N°	ENTREPRISES	SIGLES	BUDGET VOTE 2005 (FC)
Conservation de la Nature	21	- Institut Congolais pour la Conservation de la Nature	ICCN	-
Industrie	22	- Société Sidérurgique de MALUKU	SOSIDER	-
Construction	23	- Office des Voiries et Drainage	OVE	-
Mines	24	- Office des Mines d'Or de Kilo Moto	OKIMO	1.200.000
	25	- Générale des Carrières et des Mines	GECAMINES	37.488.000
Communication	26	- Office Congolais des Postes et Télécommunications	OCPT	1.458.000
	27	- Agence Congolaise de Presse	ACP	-
	28	- Régie Nationale des Télécommunications par Satellite	RENATELSAT	-
Recherche	29	- Institut National des Statistiques	INS	-
Agriculture	30	- Office National du Café	ONC	400.000
Mines	31	- Société de Développement Industriel et Minière du Congo	SODIMICO	-
Industrie	32	- Société Africaine d'Explosifs	AFRIDEX	2.400.000
Financier	33	- Caisse Générale d'Epargne du Congo	CADECO	2.100.000
Transports	34	- City-Train	CITY-TRAIN	180.000
	35	- Lignes Aériennes Congolaises	LAC	2.491.380
	36	- Office des Chemins de Fer des Uélés	CFU	0
Commerce	37	- Foire Internationale de Kinshasa	FIKIN	900.000
Formation	38	- Institut National de Préparation Professionnelle	INPP	1.200.000

SECTEURS	N°	ENTREPRISES	SIGLES	BUDGET VOTE 2005 (FC)
Service	39	- Hôtel KARAVIA	KARAVIA	1.200.000
	40	- Office des Biens Mal Acquis	OBMA	2.491.380
	41	- Régie Nationale d'Appr. et d'Imprimerie	RENAPI	1.200.000
	42	- Office des Petites et Moyennes Entreprises	OPEC	-
Mines	43	- Entreprise Minière de Kisenge Manganèse	EMK–Mn	1.454.966
Conservations de la Nature	44	- Institut des Jardins Zoologiques et Botaniques du Congo	IJZBC	-
	45	- Institut des Musées Nationaux	IMNC	-
Recherche	46	- Institut National et de Recherche Agronomique	INERA	-
Communication	47	- Météorologie et Télédétection par Satellite	METELSAT	-
	48	- Régie Nationale des Télécommunications par Satellite	RENATELSAT	-
Agriculture	49	- Réserve Stratégique Générale	RGS	-
	50	- Office National d'Elevage	ONDE	-
	51	- Cacaoyer de BULU	CACAOCO	-
	52	- Cotonnière du Congo	COTONGO	-
	53	- Caisse de Stabilisation Cotonnière	CSCo	-
	54	- Palmeraie de Gosuma	PALMECO	-
	55	- Complexe Sucrier de LOTOKILA	CSL	-
			TOTAL	1.428.046.966
Boni de liquidation ONL				421.653.034
			TOTAL GENERAL	1.850.000.000

Fait à Kinshasa, le

Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO.-

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Ministère du Portefeuille

II. LISTE DES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE ET LEUR CONTRIBUTION AU BUDGET DE L'ETAT
POUR 2005 (PREVISIONS)

Secteurs	N°	ENTREPRISES	SIGLES	% PARTI	SIEGE SOCIAL	CONTRIBUTION
A. DE DROIT CONGOLAIS						
I. SECTEUR AGRICOLE	1	Compagnie Pastorale du haut Lomami	Cie PHt.LOMAMI	37	KAMINA	-
	2	Sté Cotonnière et Agricole du Kasai et du KATANGA	Cotonnière	36,9	LUBUMBASHI	-
	3	Sté des Grands Elevages de Kotangolo	GRELKA	40	KAKENGE	4.800.000
	4	Nouvelle Exploitation Forestière du Kasai	Nlle EXFORKA	10	KINSHASA	-
II. SECTEUR COMMERCE	5	Grands Hôtels du Congo	G.H.C.	50	KINSHASA	-
	6	Nouvelles Entreprises Congolaises	NECO	17,5	KINSHASA	-
	7	Société Immobilière Kinoise	SIK	50	KINSHASA	-
	8	Société Nationale de Loterie	SONAL	60	KINSHASA	-
	9	Sté de Dévlt. Touristique et Hôtelier du Congo	TOURHOTEL	9	KINSHASA	-
	10	Fina-Congo	FINA	40	KINSHASA	537.600.000
	11	COBIL (MOBIL OIL CONGO)	COBIL	99	KINSHASA	97.200.000
	12	Congo Service des Entreprises Pétrolières	SEP-CONGO	36,5	KINSHASA	-
	13	Congo Shell	SHELL-RDC	40	KINSHASA	-
	14	Société Congolo-marocaine de Distribution	ex,ZAIMAR	25	KINSHASA	-
	15	Alta Invest	ALT INVEST	10	KINSHASA	-
III. SECTEUR ENERGIE	16	Billition Tangwiza Mines	B.T.M.	20	KINSHASA	-
	17	CHEVRON+UNOCAL	CHEVRON	20	KINSHASA	-
	18	TEI KOKU	TEI KOKU(ex.JAPECO)	20	KINSHASA	-
	19	Société de Recherche et d'exploitation du Littoral	LIREX	15	KINSHASA	891.129.195
	20	SOCOPE	SOCOPE	20	MATADI	33.989.956
	21	SONANGOL	SONANGOL	34	KINSHASA	-
IV. SECTEUR FINANCIER	22	CONGO CHINE TELECOM	CCT	48,995	KINSHASA	
	23	CONGO KOREA TELECOM	CKT	40	KINSHASA	

V. SECTEUR INDUSTRIE	24	Société du Littoral Congolais	SOCOREP(ex.SOLICO)	20	KINSHASA	1.131.742.308
	25	Société de Recherche et d'Exploitation Pétrolière du Congo	PERENCO REP	15	KINSHASA	45.600.000
	26	Société Congolaise des Industries et Raffinage	SOCIR	50	KINSHASA	-
VI. SECTEUR MINES	27	Banque Commerciale du Congo	BCDC	25,53	KINSHASA	-
	28	Société Financière de Développement	SOFIDE	20	KINSHASA	-
	29	Union des Banques Congolaises	UBC	88,53	KINSHASA	-
	30	Chantier Naval et Industrie de Construction	CHANIMETAL	40	KINSHASA	10.530.000
	31	Cimenterie Nationale	CINAT	92	KINSHASA	-
	32	Cimenterie de LUKALA	CILU	15	KINSHASA	-
	33	Combinat Industriel de Gemena	COMINGEM	20	KINSHASA	-
	34	Entreprise d'Installations Energétiques	ENERGO CONGO	15	KINSHASA	-
	35	Manufacture Congolaise des Allumettes	MACAL	0,52	KINSHASA	-
	36	Minoterie de Matadi	MIDEMA	40	KINSHASA	-
	37	Plantations et Huilerie Lever du Congo	PHC	23,83	KINSHASA	-
	38	Société Textile de Kisangani	SOTEXKI	37,86	KINSHASA	-
	39	Sucrierie de Kiliba	SUC. KILIBA	26,5	KINSHASA	-
	40	Compagnie Sucrière de Kwilu-Ngongo	S,KWILU-NGON,	40	KINSHASA	-
	41	Société de Développement Forestier	SODEFOR	26	KINSHASA	-
	42	Société Agricole et Forestière du Mayumbe	AGRIFOR	40	LEMBA	-
VII. SECTEUR SERVICES	43	Société Minière de Bakwanga	MIBA	80	MBUJI MAYI	3.380.000.000
	44	Société Minière de Goma	S.M.D.G.	20	KINSHASA	-
	45	Société Minière de Kivu	SOMIKIVU	20	GOMA/N-KIVU	-
	46	Société Congolaise d'Etain	CONGO ETAIN	50	MANONO/SHABA	-
	47	KINGAMYAMBO MUSONOI TAILLINGS	KMT	5	LUBUMBASHI	-
	48	Agence Maritime Internationale du Congo	AMI-CONGO	0,075	KINSHASA	-
	49	Bureau d'Etudes et d'Ingénierie pour le Développement	BEID	10	KINSHASA	-
	50	Industrie Promotion Service	IPS-CONGO	8		-
	52	Centre de Perfect. aux Techniques de Développement	CEPETEDE	10		-
	53	Société Générale de Gestion Immobilière	SGGI	38,4		-
VIII. SECTEUR TRANSPORT	54	Société d'Investissement et de Transport du CONGO	SITAC	40		-
	55	La Congolo-Marocaine Transport	TRANSCOM	-		-

B. INSTITUTIONS INTERNATIONALES	55	Banque Africaine de Développement	B.A.D	7,04	ABIDJAN	-
	56	Banque de Développement des Etats de Grands Lacs	B.D.E.G.L	35,92	GOMA	-
	57	SOCIGAZ	SOCIGAZ	1		-
	58	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Dév.	BIRD	0,21		
	59	Société Africaine de Réassurance	AFRICA-RE	0,31		-
C. DROITS ETRANGER AGRICOLE	60	Société de Gestion et Financement des Entreprises	AFRICOM	1,74	BRUXELLES	-
	61	Company Agricole d'Afrique	C.A.A	2,75		-
II. SECTEUR IMMOBILIER	62	Goffin et Company	GOFFIN et CIE	10	BRUXELLES	-
VIII. SECTEUR INDUSTRIE	63	Sucrierie et Raffinerie d'Afrique Centrale	SUCRAF S.A	0,77	BRUXELLES	-

N.B.: Le montant de la contribution des Sociétés d'économies mixte au budget de l'Etat 2005 voté par le Parlement est de 5.625.000.000 FC dont
Fait à Kinshasa, le 1^{er} Juin 2005.-
Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO. 3.380.000.000 FC de la MIBA.

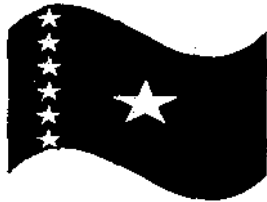
Fait à Kinshasa, le 1^{er} Juin 2005.-

Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO.

ANNEXE II

Programmation des audits des entreprises publiques sur toute l'étendue du territoire national.

République Démocratique du Congo



2006

Ministère du Portefeuille

Le Ministre

Kinshasa, le 04 février

N/Réf : N°268/MINPF/MM/RDS/CVK/05

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Vice-Président
de la République en charge de la
Commission Economique et Financière ;
(Avec l'expression de ma haute

considération.)

- Monsieur le Ministre des Finances ;
- Monsieur le Vice-Ministre du Portefeuille.
(TOUS) à KINSHASA/COMBE

A Monsieur le Ministre du Budget
à KINSHASA/COMBE

**Objet : Demande de liquidation des frais
relatifs à l'organisation des audits
des entreprises publiques**

Monsieur le Ministre et Cher Collègue,

J'ai l'honneur de vous transmettre, en
annexe pour liquidation, les dépenses relatives aux missions d'audit diligentées par le
Gouvernement dans les entreprises publiques et régies financières non encore
contrôlées à Kinshasa, au Katanga et dans les territoires réunifiés.

Le budget arrêté, à cet effet, est de
137.272.960 FC (cent trente sept millions deux cent septante deux mille neuf cent
soixante francs congolais).

Vous trouverez, en annexe à la
présente, les états de paie y relatifs.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre et
Cher Collègue, l'expression de mes sentiments patriotiques.


Célestin VUNABANDI KANYAMIHIGO. -

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
AUDIT DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DES REGIES FINANCIERES
PAR LES ORGANES DE CONTROLE DU GOUVERNEMENT (COUR
DES COMPTES, INSPECTION GENERALE DES FINANCES,
CONSEIL PERMANENT DE LA COMPTABILITE AU CONGO
ET CONSEIL SUPRIEUR DU PORTEFEUILLE)

Annexe 1 :

**Composition des Equipes pour l'audit des
Entreprises Publiques et Régie Financière**

I. Répartition des Equipes de Contrôle

A. Kinshasa

Equipe 1 (IJZBC, LAC, RSG, CADECO):

BOKAKO MULANYALI	CC	Chef de Mission
KASONGO OLENGA	IGF	Membre
KELI ZINA	CSP	Membre
BASSA NEMBASSI	CPCC	Membre

Equipe 2 (SOSIDER, RTNC, ACP, OBMA) :

DIANTESA A BELI	CC	Chef de Mission
BOGOZO NGEDIKO	CSP	Membre
MBOYO NKULI	CPCC	Membre
KABISO S0 KAPINGA	IGF	Membre

Equipe 3 (OPEC, RENATELSAT, OGEDEP):

Willy MOSSO ANGBOLI	CSP	Chef de Mission
MPUTU BOOTO	CC	Membre
FURUME NTALE	CPCC	Membre

Equipe 4 (ONC, ICCN, INS):

MOLELE MOSABU	CPCC	Chef de Mission
MIYAKUDI MAYIZA	IGF	Membre
NGOI KALENGA	CC	Membre
KITOGA MBISO	CSP	Membre

B. En Provinces

GOMA - BUKAVU

Equipe 1 (OFIDA, CADECO, OGEFREM, RTNC, SONAS) :

MULUMBA André	CPCC	Chef de Mission
NSALE NGANDIYELA	CC	Membre
LUYELA MUSIEWOB	IGF	Membre
TSHIMANGA MPIKA	CSP	Membre

Equipe 2 (INPP, OCC, INSS, FPI, OR):

KIKASA KANDY	CSP	Chef de Mission
BADIBANGA TSHILUWA	CC	Membre
NTUMBA MPUTU	CPCC	Membre
TSHIBANGU LUAMUELA	IGF	Membre

Equipe 3 (REGIDESO, OCPT, ONC, SNCC):

MUBIAYI KABANTU	CC	Chef de Mission
UMBA-di-NDANGI	IGF	Membre
KALALA KASANDA	CSP	Membre
NZEZA ZINGEMBO	CPCC	Membre

Equipe 4 (SNEL, RVA, ICCN, LAC, ACP) :

MIATUDILA LUBAKI	CC	Chef de Mission
ILEO BOTINDO	CPCC	Membre
ILUNGA KAPINGA	IGF	Membre
NTELA UNAYETO	CSP	Membre

BENI - BUTEMBO

Equipe 1 (OFIDA, OCC, FPI, ONC) :

KADIMA TSHIAKATUMBA	IGF	Chef de Mission
ATITUNGU ENKULA	CSP	Membre
TSHIBANGU KALOMBO	CC	Membre
NSIMBA NKINKI	CPCC	Membre

Equipe 2 (OGEFREM, SONAS, RVA, REGIDESO, OR) :

MWANZA BEYA	CSP	Chef de Mission
KANIONGA TSHISEKEDI	CPCC	Membre
MOLAMBAKA MUNYABEKA	CC	Membre
KABONGO TSHIMANGA	IGF	Membre

GBADOLITE

Equipe 1 (OFIDA, OCC, INPP, RVA, LAC, INSS) :

MBOYO EMPAL	CC	Chef de Mission
NGINDU NGINDU	IGF	Membre
MBUYAMBA ILUNGA	CSP	Membre
SAMBA ZAMAMBU	CPCC	Membre

Equipe 2 : (REGIDESO, SNEL, ONC, CADECO, OCPT)

ALINGETE KEY KEYITA	IGF	Chef de Mission
MUKENDI KABONGO	CC	Membre
NDENDA MANI	CPCC	Membre
KANKONDE TSHILUMBA	CSP	Membre

KATANGA

Equipe 1 : (SNCC)

BUKASA TSHIBUYI	CC	Chef de Mission
MVUMBI TSASA	IGF	Membre
MBUYAMBA KALOMBAYI	CPCC	Membre
KIVANDA NAKAMWE	CSP	Membre

Equipe 2 : (GECAMINES, KARAVIA)

MADUDU FUMA	CC	Chef de Mission
MBOMBA ENKUMU	CSP	Membre
MAVAMBU ZOLA	IGF	Membre
MATA KINAMVUIDI	CPCC	Membre

Equipe 3 : (SODIMICO, EMK "Mn", AFRIDEX)

KALALA MUANA BANZA	CC	Chef de Mission
OPIKA MUTEBULA	IGF	Membre
MAKASA IMONE	CSP	Membre

PROVINCE ORIENTALE Equipe 1 : (OKIMO, CFU)

MPOP AWUNG	CPCC	Chef de Mission
MAFUTALA LUPAPA	CC	Membre
MUKALALIRYA KAMBALE	IGF	Membre

Equipe 2 : (OFIDA/Isiro, ONC/Isiro, AUTRES)

BASUME KADIMISHA	IGF	Chef de Mission
TSHINKENKE KANKU	CC	Membre
TRIKO TAWABA	CSP	Membre
LUSILAO LUNGELA	CPCC	Membre

II. Coordination

1. MABI MULUMBA	Président	CC
2. BATUBENGA MBAYI	Insp. Gén. Fin.	IGF
3. FOKO TOMENA	Secrétaire Gén.	CPCC
4. LOMBUME MUJWAN	Président	CSP
5. Gaston RUDASESWA MUKIZA	Conseiller du Min.	PF

III. Secrétariat

a) EXPERTS

1. NGALULA KAMWANYA	CC
2. MBUNGU LUBAMBA	IGF
3. MAMBO KATUNDA	C.P.C.C.
4. MOKE BETOMVUKO	C.S.P.
5. Jean de Dieu BANGANA	PF
6. Louis GAHERERI	PF
7. Giron TSHIMPANGA	PF

b) Personnel de saisie

1. NKELENDE MULUMBA	C.C.
2. LASCONY LASSY	C.C.
3. MAYALA	C.S.P.
4. MIZELE NDOMBASI	C.P.C.O
5. Renée KAHINDO	PF
6. Bernadette MAWAZO	PF
7. Mimie MUSWAMBA	PF

c) Personnel d'appoint

1. MOLEKA MOMBENGA	C.O
2. BONKOTO	C.S.P.
3. NTWALI Christian	IGF
4. KINKELA NDOLUMINGO	C.P.C.C.
5. Abidjan BAHIZI	PF
6. Wivine KASAKANGA	PF
7. Mamie NTUMBA	PF

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
AUDIT DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DES REGIES FINANCIERES
PAR LES ORGANES DE CONTROLE DU GOUVERNEMENT (COUR DES
COMPTES, INSPECTION GENERALE DES FINANCES, CONSEIL
PERMANENT DE LA COMPTABILITE AU CONGO ET CONSEIL
SUPERIEUR DU PORTEFEUILLE)

Annexe 2 :

Annexe 2 :

Coût des Missions d'audit

Janvier 2005

I . FRAIS DE MISSION

Durée de la mission :

- 20 jours pour Kinshasa
- 30 jours pour l'intérieur

I.1. Auditeurs : 65 experts

A. Kinshasa : 15 personnes

- Chef de mission : FC. 23.200 x 4 (pers.) x 20 (j.) = FC. 1.856.000
- Membres : FC. 21.600 x 11 (pers.) x 20 (j.) = FC. 4.752.000

Sous-total FC. 6.608.000

B. Intérieur du pays : 50 personnes

- Chef de mission : FC. 69.600 x 13 (pers.) x 30 (jrs) = FC. 27.144.000
- Membres : FC. 64.800 x 37 (pers.) x 30 (jrs) = FC. 71.928.000

Sous-total FC. 99.072.000

I.2. Comité de Coordination : 5 personnes

FC. 26.000 x 5 (pers.) x 20 (jrs) : FC. 2.600.000

Sous-total FC 2.600.000

I.3.Secrétariat : 21 personnes

- Experts : FC. 21.600 x 7 (pers.) x 20 (jrs) = FC. 3.024.000
- Pers./saisie : FC. 19.000 x 7 (pers.) x 20 (jrs) = FC. 2.660.000
- Pers/appoint : FC. 16.800 x 7 (pers.) x 20 (jrs) = FC. 2.352.000

Sous-total FC. 8.036.000

Total des frais de mission : FC 116.316.000
(1 1 + I 2 + I 3)

II. FOURNITURES DE BUREAU

- Papier dupli 200 rames	: FC. 2.300 x 200	= FC. 460.000
- Bloc note, 100	: FC. 6.500 x 100	= FC. 650.000
- Bic (Pqt), 6	: FC. 2.300 x 6	= FC. 13.800
- Disquette (pqt, 10	: FC. 4.650 x 10	= FC. 46.500
- Cartouche ordinateur 20	: FC. 46.500 x 20	= FC. 930.000
- Cartouche photocop. 10	: FC. 46.500 x 10	= FC. 465.000
- Farde chemise, 5 0 0	: FC. 80 x 500	= FC. 40.000
- Enveloppe kaki 3 0 0	: FC 85 x 300	= FC. 25.500
- Enveloppe ordinaire 500	: FC. 65 x 500	= FC. 32.500
- Agrafeuse 4	: FC. 7.500 x 4	= FC. 30.000
- Agrafes (Bte)	:	FC. 12.500
- Attache tout (Bte)	:	FC. 12.500
- Reliure 500 rapports	: FC. 650 x 500	= FC. 325.000

	Sous-total	FC. 3.043.300

III. TRANSPORT (Billets d'avion)

Hewa Bora (HBA)
Wimbi Dira

1. KIN-GOMA-BUKAVU (aller-retour)		
895 USD à 465 FC/\$ x 16 (pers.)	=	FC. 6.658.800
2. KIN-ISIRO-KIN (aller-retour)		
650 USD à 465 FC/\$ x 7 (pers.)	=	FC. 2.115.350
3. KIN-GOMA-BENI (Butembo) (aller-retour)		
895 USD à 465 FC/\$ x (8 pers.)	=	FC. 3.329.400
4. KIN-GBADO-KIN		
595 USD à 465 FC/\$ x 8 (pers.)	=	FC. 2.213.400
5. KIN-LUBUMBASHI-KIN		
675 USD à 465 FC/\$ x 8 (pers.)	=	FC. 2.511.000
6. KIN-LUBUMBASHI-LIKASI (aller-retour)		
778 USD à 465 FC/\$ x (3 pers.)	=	FC. 1.085.310

Total transport		FC. 17.913.660
TOTAL GENERAL (I + II + III)	=	FC. 137.272.960
		=====

Equivalent: 295.210,67 U5D

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
AUDIT DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DES REGIES FINANCIERES
PAR LES ORGANES DE CONTROLE DU GOUVERNEMENT (COUR DES
COMPTES, INSPECTION GENERALE DES FINANCES, CONSEIL
PERMANENT DE LA COMPTABILITE AU CONGO ET CONSEIL
SUPERIEUR DU PORTEFEUILLE)

MAITRE D'OUVRAGE : GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE REPRESENTÉ
PAR LE MINISTRE DU PORTEFEUILLE

Termes de références afférentes à l'audit
des Entreprises Publiques et des Régies
Financières

28 Janvier 2005

A. Termes de Référence Afférentes à l'audit des Entreprises Publiques et des Régies Financières.

1. LIMINAIRE

Dans le cadre de la mise en place d'une politique concertée en matière de gestion de la chose politique, au regard de l'évaluation politique du pays et du programme de restructuration annoncé des entreprises du Portefeuille de l'Etat, il est initié, sur décision du Gouvernement, un audit général au sein d'entreprises publiques et des régies financières.

A cet effet, il est élaboré les présents termes de référence dont les grands axes s'articulent autour des aspects ci-après :

- Gestion Technique ;
- Gestion Commerciale ;
- Gestion Financière ;
- Gestion Administrative.

2. PERIODE COUVERTE

Exercices comptables 2002 et 2003 et 2004.

3. ENTREPRISES CONCERNEES

Entreprises publiques et Régies Financières

4. DELIMITATION GEOGRAPHIQUES

Ville de Kinshasa et Intérieur du pays

5. DUREE DE LA MISSION

20 jours à Kinshasa et 30 jours à l'Intérieur du pays.

6. FRAIS DE MISSION

A charge du Trésor Public

7. MAITRE D'OUVRAGE

Gouvernement de la République représenté par le Ministère du Portefeuille

8. INSTITUTIONS/SERVICES INTEVERNANTS

- Cour des Comptes
- Inspections Général des Finances « I.G.F. »
- Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo « C.P.C.C. »
- Conseil Supérieur du Portefeuille « C.S.P. »

9. OBJECTIFS GENERAL DE LA MISSION

Procéder au diagnostic général et à l'état des lieux de chaque entreprise publique et régie financière concernée à la date du 31 décembre 2004 et auditer la gestion desdites entreprises pour la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2004.

10. TRAVAUX A EFFECTUER (Tâches à accomplir)

10.1. Sur le plan de Gestion Technique

Le travail à effectuer consistera à :

a) Pour les entreprises de production

- s'assurer de l'état de l'outil de production ;
- apprécier l'effort et le souci des Gestionnaires sur le maintien en état et la réhabilitation de l'outil de production ;
- analyser la politique appliquée en matière de la maintenance, de la réhabilitation et du renouvellement des équipements ;
- apprécier le ratio de disponibilité des engins et matériels roulant.

b) Pour les entreprises de service

Le contrôle de la gestion technique par les Experts se fera en fonction des spécificités propres à chacune de ces entreprises en rapprochant les éléments techniques de l'objet social desdites entreprises avec les efforts fournis par les gestionnaires dans le cadre de réalisation des missions leurs assignées.

10.2. Gestion Commerciale

- Vérifier le respect des procédures et des instructions en matière de réalisation des recettes notamment :
 - Tarifs en vigueur ;
 - Adaptation du tarif par rapport à l'évolution des paramètres macroéconomiques ;
 - Circuit de facturation ;
- Etablir l'évolution du chiffre d'affaires pendant la période sous revue ;
- Vérifier la cohérence entre la production et la facturation ;
- Apprécier le système d'organisation commerciale autour des aspects ci-après :
 - l'enregistrement exhaustif des factures de vente émises ;
 - la détermination de l'évolution du taux de recouvrement ;
 - la facturation sans délai des biens et services vendus ;
 - l'adéquation de la politique commerciale par rapport aux objectifs assignés à l'entreprise.

10.3. Gestion Financière

10.3.1. Analyse des Recettes

- Vérifier le respect de la procédure et des instructions relatives à la gestion financière;
- Identifier les sources des recettes;
- Arrêter et analyser la situation des caisses et banques (Justification des écarts);
- Examiner l'évolution des recettes, en expliquer les fluctuations, vérifier les pièces justificatives au regard des références des enregistrements en caisses et banques;
- S'assurer de la sécurité de la gestion des avoirs (protection et innovation des avoirs et titres des valeurs);
- Analyser l'évolution du solde de la trésorerie ainsi que des opportunités des découverts bancaires;
- Apprécier l'évolution des engagements budgétaires par rapport à la réalisation des recettes;
- Analyser la situation des contributions des entreprises au Budget de l'Etat (niveau de réalisation par rapport aux prévisions);
- Etablir la situation des impôts et taxes perçues pour compte de l'Etat ainsi que leur reversement au Trésor Public (CPR, CCA, CRL).

10.3.2. Analyse des Dépenses

- Examiner durant la période sous revue l'évolution des dépenses (caisses et banques) et en obtenir les justifications ;

- Vérifier l'existence de la délégation de pouvoirs en matière d'engagement de dépenses;
- Analyser et vérifier la procédure d'engagement des dépenses (opportunités, validité, prévisions préalables au Budget, conformité aux textes légaux);
- Analyser le dossier fiscal des entreprises (déclarations et preuves de paiement);
- Relever les prélèvements éventuels opérés par les gestionnaires en dehors des rémunérations provisoires autorisées par la hiérarchie du Portefeuille;
- Apprécier les avantages indus perçus par les mandataires.

10.3.3. Analyse de la Gestion Budgétaire

- Vérifier l'existence et l'exécution du budget et/ou du contrat de performance;
- Apprécier le fonctionnement du service du Budget;
- Vérifier l'application des principes de bonne gestion et de bonne gouvernance tels que définis par le Gouvernement et les normes applicables en la matière, notamment :
 - L'existence de la décentralisation des activités et/ou des tâches;
 - La transparence dans la gestion en général et des marchés publics en particulier
 - La vulgarisation du budget;
 - La définition des critères de performance par branche d'activités;
 - La simplification des procédures;
 - La formation et le perfectionnement du personnel;
- Apprécier le niveau de réalisation des investissements par rapport aux prévisions et autres dépenses non impératives ;
- Apprécier l'opportunité de choix des projets financés.

10.3.4. Comptabilité et Analyse Financière

- Faire le point sur la clôture des comptes et l'élaboration des états financiers;
- S'assurer de l'existence des tableaux de bord de gestion et les analyser;
- S'assurer de la bonne tenue de la comptabilité;
- Vérifier l'existence du manuel des procédures comptables et de son application effective.

10.4. Gestion Administrative

- Vérifier le fonctionnement des organes délibérants et de gestion :
 - Tenue des réunions;
 - Existence des P.V.;
 - Conformité des convocations des réunions par rapport à la loi et aux statuts;
- S'assurer de l'existence de la délégation des pouvoirs aux organes de gestion (Comité de Gestion, Comité de Direction) par les organes délibérants (Assemblée Générale, Conseil d'Administration) ainsi que la délégation des mandats judiciaires par le Président du Conseil d'Administration aux entités décentralisées;
- S'assurer du niveau d'exécution des décisions prises par les organes de gestion;
- Examiner l'opportunité et le caractère régulier des mises en place du personnel opérées (critères retenus, choix des cadres, impact financier, etc.);
- Faire le point sur la situation des arriérés de salaires éventuels;
- Examiner l'évolution de l'effectif du personnel par catégorie en mettant en évidence les engagements opérés, les licenciements intervenus pendant la période, les formations suivies, la situation de l'effectif en rapport avec la structure organique;
- S'assurer que les effectifs rémunérés existent et prestent réellement;
- S'assurer de l'organisation et des procédures mises en place en matière des marchés publics;
- Examiner tous les contrats et marchés conclus durant la période;
- S'assurer du respect des textes organiques, statutaires et des directives de tutelle (circulaires, arrêtés, décrets et statuts en vigueur).

10.5. Appréciation Générale

- vérifier les indicateurs de gestion susceptibles d'indiquer la discontinuité de l'exploitation de l'entreprise ;
- examiner tous les litiges pendants devant les tribunaux et qui mettent en cause la continuité normale de l'entreprise ;
- relever les actes anormaux de gestion et les éventuels détournements opérés au sein de l'entreprise.

Fait à Kinshasa, le 28 janvier 2005.-

ANNEXES AU RAPPORT D'ACTIVITES DU MINISTERE DU PORTEFEUILLE
(JUILLET 2004 - AVRIL 2005)

1. DOSSIERS PRESENTES A L'ECOFIN

PERIODE	NUMEROS	TITRES	OBSERVATIONS
JUILLET 2004	1	- Dossier SOMIKIVU et KRALL	Exécuté Adoption du projet de Décret rapportant le Décret n°217 portant approbation d'une convention minière entre la république Démocratique du Congo et la Société KRALL METAL CONGO.
	2	- Cession à la Banque Congolaise de la créance de l'ONATRA sur la RDC.	Réglée
	3	- Litige « Sucrière de Kwilu Ngongo et la Direction Générale des Impôts »	Réglé
	4	Mission d'Audit des Entreprises Publiques et des Régies Financières	Rapport à présenter
AOUT 2004	5	- Processus de sélection de la nouvelle équipe dirigeante de la GECAMINES	En cours d'exécution
	6	- Recrutement du Président du Conseil Technique du COPIREP	Inscrit à l'ordre du jour du Conseil des Ministres
SEPTEMBRE 2004	7	- Actualisation du barème salarial de personnel de l'ICCN	Classé
	8	- Dossier GACAMINES sur l'encaissement de USD 5 millions du projet KMT	Réglée
	9	- Complément d'information sur le dossier n° 8	Réglée

PERIODE	NUMEROS	TITRES	OBSERVATIONS
NOVEMBRE 2004	17	- Situation des rémunérations des mandataires de l'Etat	Adoptée
	18	- Synthèse des audits réalisés dans les entreprises publiques	Adoptée
	19	- Dossier AGRIFOR	En cours d'exécution
		- Les actions en justice contre la GECAMINE	En cours d'exécution
	20	- La créance des sociétés KRUPP et consort sur la GECAMINES	En cours d'exécution
	21		En cours d'exécution
	22	- Audit de la MIBA	Audit effectué
	23	- Dossier Energo Invest	En examen
	24	- Rapport final d'audit des entreprises publiques (Arrêté ministériel du 25 novembre 2004)	Adopté et décision d'audition (OVD et OR)
DECEMBRE 2004	25	- Exercice du pouvoir de tutelle sur les entreprises publiques	En cours d'exécution
	26	- Dossier des audits des entreprises publiques (OVS/OR)	Adopté
	27	- Stratégie de restructuration de l'OCPT	En cours d'exécution
	28	- Dossier final des audits effectués dans les entreprises publiques	Adopté et décision d'étendre les audits à toutes les entreprises publiques
JANVIER 2005	29	- Mémorandum d'entente entre la RDC et la société Oil sprl	Classé
	30	- Dossier « Créance Energo Invest sur l'état congolais et la SNEL »	Réglée
			Réglée

PERIODE	NUMEROS	TITRES	OBSERVATIONS
FEVRIER 2005	31	- Gestion des participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières	En cours d'exécution
	32	- Audition des mandataires des entreprises publiques (REGIDESO, OCC, CEEC et SONAS, RVF, OCPT, ONT)	En cours d'exécution
MARS 2005	33	- Augmentation du capital du Groupe CHANIMETAL	En cours d'exécution
	34	- Rapport final d'audit dans les entreprises publiques (REGIDESO, OCC, CEEC et SANAS, RVF, OCPT, ONT)	Adopté
	35	- Participation de l'Etat dans la fondation des sociétés d'économie mixte opérant dans le secteur des jeux de hasard et loterie.	Adopté
AVRIL 2005	36	- Dossier SODEFOR	En cours d'exécution
	37	- Projet de réhabilitation des installations existantes et de développement de site INGA	Note d'information
	38	- Litige MIBA-CEEC au sujet du paiement de la taxe rémunératoire de 2% sur la valeur des exportations	Reporté
	39	- Décomptes finals des agents des banques en liquidation (BCA, BCCE, NBK)	A l'ordre du jour du Conseil des Ministres
	40	- Inscription abusive de la redevance « Fonds de Promotion du Tourisme » (FPT) dans la nomenclature « DGRA »	Non encore examiné

Mai 2005

2. DOSSIERS PRESENTES AU CONSEIL DES MINISTRES

PERIODE	NUMEROS	TITRES	OBSERVATIONS
JUILLET 2004	1	- Litige SOMIKIVU et KRALL	En cours d'examen
	2	- Fusion FINA-CONGO/SCP	Encore en discussion
SEPTEMBRE 2004	3	- Rapport d'activités du 10 juillet 2003 au 30 juin 2004	adopté
OCTOBRE 2004	4	- Projet « Contrat SOFRECO »	Inscrit à l'ordre du jour du Conseil des Ministres
NOVEMBRE 2004	5	- Note explicative sur la restructuration de la GECAMINES	Inscrit à l'ordre du jour du Conseil des Ministres
FEBVRIER 2005	6	Projet des lois relatifs à la conférence du cadre Institutionnel des entreprises publiques. 1. Projet de loi portant sur la transformation des entreprises publiques 2. Projet de loi portant sur le désengagement de l'Etat 3. Projet de loi portant dispositions générales applicables aux établissements publics 4. Projet de loi relatif à l'organisation et à la gestion du Portefeuille de l'Etat 5. Proposition indicative de reclassement des entreprises publiques	Adopté et Transmis à l'Assemblée Nationale Adopté et Transmis à l'Assemblée Nationale Adopté et Transmis à l'Assemblée Nationale Adopté et Transmis à l'Assemblée Nationale Adopté et Transmis à l'Assemblée Nationale
	7	Propositions de fixation des rétributions des mandataires de l'Etat dans les entreprises publiques	Adopté
	8	Rapport final sur les audits effectués dans les entreprises publiques	Adopté et décision de révoquer 8 Conseils d'Administration et 8 Comités de Gestion
AVRIL 2005	9	Rapport final d'audition des mandataires dans quelques entreprises publiques (REGIDESO, OCC, CEEC, RVF, OCPT, SONAS)	Inscrit à l'ordre du jour du Conseil des Ministres (Examen cas par cas)

III. PROGRAMME DE REFORME DES ENTREPRISES PUBLIQUES DU PORTEFEUILLE EXECUTE PAR LE COPIREP

	1	Modernisation du cadre juridique				
		Activités	Niveau d'exécution	Echéance	Intervenant	Observation
1	1.1.	Projet de loi sur la modernisation du cadre juridique et institutionnel régissant les entreprises publiques	Transmission à l'Assemblée Nationale		Assemblée Nationale	Adoption par le Conseil des Ministres le 18 février 2005
2	1.2.	Projet de décrets : <ul style="list-style-type: none">- portant reclassement des entreprises publiques ;- portant modalités d'application de la loi sur la transformation des entreprises publiques ;- fixant les statuts type de l'établissement public		Mai 2005		Décrets transmis au Ministère du Portefeuille
3	1.3.	Reclassement des entreprises publiques en vue de leur transformation		Août 2005	COPIREP	
	2.	Elaboration des stratégies de reforme secteurs et entreprises du secteur				
	2.1.	Secteur des Télécommunications				
4		OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATION (OCPT) Ebauche de stratégie de restructuration	Grands axes de restructuration		PTT	Transmis au PTT et au Portefeuille le 29 mars 2005
	2.2.	Secteur des Mines				
		GECAMINES (GCM)				
5		Programme de stabilisation des activités industrielles	Consultant sélectionné contrat négocié		Mines-Portefeuille	Le contrat transmis depuis
	2.3	Secteurs des Transports				
	2.3.1.	GERIE DES VOIES AERIENNES (RVA)				
6		Etude de faisabilité d'un partenariat public privé	Mission en cours d'exécution	Septembre 2005 Transmission du rapport final aux Transports et Communication et au Portefeuille		

	2.3.2.	SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER CONGOLAIS (SNCC)				
7		Ebauche de stratégie de restructuration	Mission en cours d'exécution	Juin 2005	COPIREP	Transmission rapport final
	2.3.3.	CITY-TRAIN				
8		Ebauche de stratégie de restructuration	Mission en cours d'exécution	Juin 2005	COPIREP	Transmission rapport final
	2.3.4.	REGIE DES VOIES FLUVIALES (RVF)				
9		Ebauche de stratégie de restructuration	Mission en cours d'exécution	Juin 2005	COPIREP	Transmission rapport final
	2.3.5.	ONATRA				
10		Ebauche de stratégie de restructuration	Mission en cours d'exécution	Juin 2005/ Transmission du rapport final au COPIREP	COPIREP	Transmission rapport final
	2.3.6.	LIGNES ARIENNES CONGOLAISES (LAC)				
11		Ebauche de stratégie de restructuration	Mission en cours d'exécution	Juin 2005	COPIREP	Transmission rapport final
	2.3.7.	REGIE DES VOIES MARITIMES (RVM)				
12		Ebauche de stratégie de restructuration	Mission en cours d'exécution	Juin 2005	COPIREP	Transmission rapport final
13		Ebauche de faisabilité d'un partenariat public privé	Mission en cours d'exécution	Octobre 2005	COPIREP, BCMI	Transmission rapport final
	2.4.	Secteur de l'Energie				
		Activités	Niveau d'exécution	échéance	Intervenant	observation
	2.4.1.	SOCIETE NATIONALE D'ELECRCITE				
15		Ebauche de stratégie de restructuration	Mission en cours d'exécution	Mai 2005	COPIREP	Rapport provisoire soumis au COPIREP
	2.4.2.	COHYDRO				
15		Audit financier et redressement des comptes	Mission en cours d'exécution	Juillet 2005	COPIREP	
16		Ebauche de stratégie de restructuration	Mission en cours d'exécution			

	2.5.	Secteur des Finances				
		Activités	Niveau d'exécution	Echéance	Intervenant	Observations
	2.5.1.	OFIDA				
17		Elaboration d'un manuel Intégré et simplifié des procédures de dédouanement	Recrutement du consultant en cours	Septembre 2005 : Transmission du manuel au COPIREP	COPIREP	Transmission du rapport aux Finances en octobre 2005
	2.5.2.	SONAS				
18		Elaboration du code des Assurances	Recrutement du consultant en cours	Septembre 2005 : Transmission du manuel au COPIREP	COPIREP	Transmission du rapport aux Finances en octobre 2005
19		Audit financier et comptable	Recrutement du consultant en cours	Septembre 2005 : Transmission du Rapport au COPIREP		
20	2.6.	Conseil Supérieur du Portefeuille « CSP »	Orientations stratégiques de la restructuration	Juin 2005	COPIREP	Rapport provisoire transmis au Ministre du Portefeuille en mars 2005

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE



LE MINISTRE

RAPPORT D'ACTIVITES
pour la période du 15 Juillet 2004 à ce jour

1. Dès notre nomination comme Ministre de la Fonction Publique par décret présidentiel n° 04/70 du 10 juillet 2004, nous nous sommes fixé comme tâches principales à accomplir durant notre mandat :
 - A. La mise en oeuvre effective de la Réforme de l'Administration Publique ;
 - B. La sauvegarde et le maintien de la trêve sociale au sein de l'Administration Publique ;
 - C. L'encadrement et le suivi de la gestion des ressources humaines de l'Administration Publique.
2. De mi - Juillet 2004 à début Mai 2005, nous avons entrepris les actions suivantes en rapport avec ces 3 principales missions que nous nous sommes assigné au regard des attributions reconnues au Ministère de la Fonction Publique, notamment par les ordonnances et décret présidentiels n° 82/027 du 19 Mars 1982, n° 801215 du 28 Août 1980 et n° 003/027 du 16 septembre 2003.

A. Mise en oeuvre effective de la Réforme de l'Administration Publique :

Appelé à la tête du Ministère de la Fonction Publique au lendemain de la signature du Contrat Social de l'Innovation, connu communément sous l'appellation des « Accords de Mbudi », entre le Gouvernement et les Syndicats de l'Administration Publique et donc chargé d'exécuter ce contrat dont l'objectif principal est l'amélioration des conditions de travail et de vie des Agents de l'Etat, nous avons compris que le seul moyen d'y parvenir de manière durable et responsable était de mettre en oeuvre les différents programmes de la Réforme décidée par le Gouvernement de Transition.

Nous avons ainsi initié les actions suivantes :

- 1) Activation de l'organe de pilotage à savoir la Commission Interministérielle de Pilotage de la réforme de l'Administration Publique, « CIPRAP » en sigle, avec son Comité technique, le « CTRAP », en les réunissant régulièrement.
Ainsi, de Juillet 2004 à ce jour, la CIPRAP s'est réuni 3 fois et le CTRAP a tenu 8 ateliers, alors de Septembre 2003 à fin Juin 2004, la CIPRAP ne s'est réuni qu'une # fois et le CTRAP 2 fois.
- 2) Présentation à la CIPRAP pour validation et à la Commission Economique et Financière ainsi qu'au Conseil des Ministres pour adoption des propositions des orientations de la Réforme de l'Administration Publique.
- 3) Elaboration d'un chronogramme de la réforme, revu et ajusté régulièrement par le CTRAP et la CIPRAP.
La référence à ce chronogramme et son exécution rigoureuse ont permis de faire démarrer l'exécution effective de différents axes de la Réforme de l'Administration Publique et ainsi de faire de celle-ci une réalité concrète dont les résultats commencent à devenir palpables.

Les différents axes de cette Réforme exécutés à ce jour sont :

4) Le recensement des Agents de l'Etat, indispensable à la connaissance exacte et à la maîtrise des effectifs du personnel de l'Etat :

- 4.a. Révision, sur décision de la Commission Economique et Financière du chronogramme du Recensement des Agents de l'Etat et mise en route progressive de ce recensement, en le commençant dans la Ville de Kinshasa ;
- 4.b. Mise en oeuvre du recensement dans la Ville de Kinshasa, avec la Coopération Technique et Financière de la République Sud-Africaine et lancement des opérations le 5 février 2005 par Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République en charge de la Commission Economique et Financière ;
- 4.c. Réalisation de la phase manuelle du recensement du 10 mars au 25 mars 2005 à l'issue de laquelle ± 107.900 Agents ont été recensés sur ± 170.000 payés dans la Capitale, et poursuite actuelle de la saisie des données ainsi que de l'analyse et du contrôle de conformité des actes présentés par les Agents recensés ;
- 4.d. Elaboration d'une part du projet de budget pour la poursuite du recensement en provinces et d'autre part d'une proposition de mise en place d'un Trust Fund pour en assurer le financement.
Les deux documents, élaborés en concertation avec le Ministère Sud-Africain de l'Administration Publique, seront transmis à la Commission Economique et Financière.

5) L'opération de Mise à la Retraite, financée par la Banque Mondiale :

- 5.a. Validation par un Consultant de la Stratégie élaborée par le Groupe de Travail créé au sein du Ministère de la Fonction Publique et adoption de cette stratégie par le Conseil des Ministres ;
- 5.b. Formulation de la demande des Fonds à la Banque Mondiale pour payer les indemnités ;
- 5.c. Lancement des opérations d'identification des retraités à indemniser.

6) Les procédures de paie des Agents de l'Etat :

- 6.a. Validation par la CIPRAP de l'audit des procédures existantes de paie du personnel de l'Etat ainsi que des propositions de nouvelles procédures, dont une à court et moyen terme, dite Procédure Transitoire Simplifiée « PTS » en sigle, et l'autre à long terme consistant en la mise en place d'un Système Intégré de Gestion « SIG » ;
- 6.b. A ce jour, la PTS est en pleine implantation grâce à un financement de la Coopération Française qui a également financé l'audit des procédures existantes.

7) La refonte du cadre juridique et l'élaboration de nouveaux statuts des fonctionnaires de l'Etat, financées par le PNUD :

- 7.a. Mise en place des équipes des experts nationaux (4) et internationaux (2), chargés de proposer les différentes options et de rédiger les avant projets de ces statuts ;
- 7.b. Examen et propositions par le CTRAP de différentes options à soumettre à la validation de la CIPRAP. A ce jour, ces différentes options n'attendent plus que cette validation ;
- 7.c. Mise en place d'un Comité Consultatif chargé d'émettre des avis sur les propositions des experts.

8) La révision des structures organiques des Ministères et la rationalisation des emplois, financée par la Coopération Belge :

8.a. Clarification et renforcement du rôle du Groupe-Projet de la Réforme au sein du Ministère de la Fonction Publique, et création des points focaux dans différents Ministères retenus comme premières Cibles (Plan, Budget, Finances, Santé, Agriculture) ;

8.b. Mise en place d'une Commission de Rationalisation des organigrammes existants en vue de prendre en compte les résultats du recensement. Les travaux sont prévus pour se terminer fin Juin 2005.

9) L'élaboration et mise en place d'une stratégie de communication sur la Réforme, financée par le PNUD :

9.a. Un Expert a été désigné par le PNUD et un atelier regroupant les Responsables des médias a été organisé pour les sensibiliser à l'information du public sur la Réforme de l'Administration Publique ;

9.b. Un Comité de Communication a été créé à cet effet au sein du Ministère.

10) La formation :

Il a été initié avec la coopération du PNUD et du Gouvernement Sud-Africain la création d'une Ecole Nationale d'Administration « ENA », différente de l'ENAP actuelle et ayant pour mission principale d'assurer la formation professionnelle du personnel d'encadrement de l'Administration Publique.

11) La lutte anti-corruption dans les milieux des Agents de l'Etat :

Nous sommes parvenu à obtenir du Ministère Sud-Africain de l'Administration Publique le soutien financier à l'OCEP pour la reproduction du code de conduite de l'Agent de l'Etat et sa vulgarisation à partir du mois de Juin 2005.

Un montant d'environ 170.000, USD a été disponibilisé par le Ministère Sud-Africain pour cette opération.

B. Sauvegarde et maintien de la trêve sociale au sein de l'Administration Publique :

La réussite de la Réforme de l'Administration Publique d'une part, qui suppose l'implication, voire la participation, de principaux concernés, à savoir les Agents et Fonctionnaires de l'Etat, et la création d'un climat de travail favorable à la reconstruction du pays après la période de conflit, exigent une trêve sociale au sein des milieux socioprofessionnels en général et au sein de l'Administration Publique en particulier.

Cette préoccupation nous a amené à réaliser les actions suivantes :

- 1) Intensification des contacts et du dialogue avec les Syndicats de l'Administration Publique : dès Août 2004, une réunion avec tous les Syndicats (près de 80) et chaque mois, voire toutes les 2 semaines, rencontres avec les Responsables de 8 plates-formes Syndicales de l'Administration Publique ;
- 2) Initiation et signature de l'arrêté interministériel portant création du Comité de Suivi du Contrat Social de l'Innovation prévu et exigé par ce contrat ;
- 3) Convocation et tenue le 10 décembre 2004 des travaux du Comité de Suivi du Contrat Social de l'Innovation pour évaluer l'application de ce contrat.
C'est au terme de ces travaux qu'il a été compris et acté clairement par les Représentants des Syndicats de l'Administration Publique que la maîtrise des effectifs du personnel de l'Etat, notamment par le Recensement des Agents de l'Etat, constitue un préalable à l'application effective et durable de ce contrat ;
- 4) Disponibilisation effective du fonds social au profit de différents Responsables Syndicaux.

C. Encadrement et suivi de la gestion des ressources humaines de l'Etat :

- 1) Maintien des contacts permanents avec les Secrétaires Généraux de l'Administration Publique, Gestionnaires directs du personnel de l'Etat dans les différents Institutions et Ministères et cela par des séances de travail régulières ;
 - 2) Rappel par des lettres circulaires aux Secrétaires Généraux de l'Administration Publique des dispositions statutaires applicables à la gestion du personnel de l'Etat (circulaire N° CAB.MIN/FP/AMK/MWD/001/2004)
 - 3) Rationalisation des missions de contrôle des effectifs et d'encadrement de la paie, par la suppression des contrôles généralisés au profit des vérifications ciblées sur base des indices probants et par une préférence accordée aux contrôles administratifs qu'à des contrôles de paie ;
 - 4) La suspension des mouvements massifs du personnel sous forme d'admission sous-statut, des transferts ou des commissionnements ;
 - 5) L'application stricte des procédures d'admission sous-statut et de commissionnement par l'exigence d'une demande préalable des Services ou Ministères utilisateurs ;
 - 6) Proposition d'un nouveau système de paie des Retraités et Rentiers et signature d'une Convention avec 2 Coopératives de Crédit, recommandées par la Banque Centrale. Cette convention sera bientôt d'application dès que nous aurons soumis à la Commission Economique et Financière les modalités de rémunération des services de ces Coopératives ;
 - 7) Suspension des notes adressées directement à la Direction de la paie par différents Secrétariats Généraux de l'Administration Publique, sans avis du Ministre de la Fonction Publique, et donnant souvent lieu à des rappels des arriérés des salaires et à des mécanisations sans fondement ;
 - 8) Mise en place des Secrétaires Généraux de l'Administration Publique visant à améliorer l'efficacité dans la gestion de différents Secrétariats Généraux.
3. En même temps que nous nous consacrons à ces tâches principales, nous avons continué à assurer la gestion courante du Ministère par le traitement des correspondances et dossiers soumis à notre sanction.
- De même, nous avons activement participé aux réunions de la Commission Economique et Financière, du Conseil des Ministres et de la Commission ad hoc chargée du partage des responsabilités au sein du portefeuille de l'Etat, de la territoriale et des Services de Sécurité, sans oublier les différentes rencontres, auxquelles nous avons été conviés, soit avec des délégations étrangères de passage à Kinshasa soit avec d'autres Ministres et Responsables des Institutions.
- Par ailleurs, nous avons été amené à effectuer plusieurs missions de service :
- a. à l'extérieur: plusieurs fois en Afrique du Sud pour discuter, finaliser ou évaluer l'assistance Sud- Africaine à la réalisation du recensement, ou pour participer à la grande Commission Mixte RSA–RDC ; et une fois en Belgique pour y rencontrer, avec mon homologue Sud–Africain, les Ministres Belges de la Coopération et de la Fonction Publique en vue de clarifier les modalités de la coopération dans le domaine de l'Administration Publique après l'entrée en lice du Gouvernement Sud-Africain dans la réalisation du recensement.
 - b. A l'intérieur : à Kisangani, pour nous rendre compte de l'état de l'Administration.
4. Comme perspectives d'avenir, à court et moyen terme, nous comptons poursuivre et consolider le travail ainsi abattu :

4.1. Dans le domaine de la Réforme :

- Par la finalisation fin Juin 2005 des opérations du recensement des Agents de l'Etat dans la Ville de Kinshasa et par le démarrage de ce processus en provinces par les provinces du Bandundu, du Bas-Congo et de l'Equateur ;
- Par le paiement avant fin Juin 2005 des indemnités de fin de carrière aux agents retraités de 1985 à 2003 dans le cadre de l'opération Mise à la Retraite financée par la Banque Mondiale ;
- Par l'application au plus tard à la paie de Juillet 2005 de la Procédure Transitoire Simplifiée de Paie (PTS) ;
- Par la validation au niveau de la CIPRAP et la présentation au Conseil des Ministres de différentes options de nouveaux statuts du personnel ;
- Par la mise en place effective en début de la prochaine année académique de l'Ecole Nationale d'Administration, nouvelle formule, dotée de nouvelles structures ;
- Par le lancement en Juin 2005 de la campagne de vulgarisation du Code de Conduite de l'Agent de l'Etat.

4.2. Dans le domaine des relations avec les partenaires sociaux :

- Par la convocation en Juin 2005 de la 2^{ème} réunion du Comité de Suivi du Contrat Social de l'Innovation.

4.3. Dans le domaine de la gestion des ressources humaines :

- Par la mise en place en Juillet 2005 de la Commission de Titularisation qui aura à arrêter également la liste des Agents de l'Etat 1: s l. Ville de Kinshasa éligibles à la retraite après le recensement.

Fait à Kinshasa, le 06 Mai 2005.

Athanase MATENDA KYELU.

CHRONOGRAMME DES OPERATIONS DU PROGRAMME DE LA MISE A LA RETRAITE PREMIER GROUPE DES BENEFICIAIRES:GROUPE DES RETRAITES NON INDEMINISES (10000 Agents)

N°	OPERATION	CALENDRIER 2005			
		Juin	Juillet	Août	Septembre
1	Configuration des lecteurs d'empreinte digitales et formation des enquêteurs	XXXX			
2	Campagne de communication et de sensibilisation	XXXX			
3	Mission d'identification et de localisation des bénéficiaires pour la ville de Kinshasa	XXXXXXXXXX	XXXX		
4	Mission d'identification et de localisation des bénéficiaires pour les Provinces		XXXXXXXXXX	XXXX	
5	Etablissement des listes des candidats retraitables dans la ville de Kinshasa après le recensement		XXXXX		
6	Missions d'indemnisation des retraites à Kinshasa et en Provinces			XXXXXXXXXXXX	XX
7	Mise à la retraite des candidats retraitables issus du recensement dans la ville de Kinshasa			XXXXXXXXXXXX	XX
8	Collecte et Constitution de base de données 2ème phase (90000)				XXXXXXXXXXXX

**CHRONOGRAMME DU RECENSEMENT DES AGENTS ET FONCTIONNAIRES
DE L'ETAT DANS LA VILLE DE KINSHASA ET EN PROVINCES**

Phase / Mois	Juin						Juillet						Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
	6	10	15	20	25	30	1	5	10	15	20	25	31				
1. Nettoyage des données du recensement de Kinshasa	→																
2. Saisie des données de l'EPSP, de l'ESU et RS dans la ville de Kinshasa	→																
3. Contrôle de conformité dans la Ville de Kinshasa		→															
4. Lancement recensement en provinces			↔														
5. Information et sensibilisation du recensement dans la province de Bandundu			→														
6. Identification par photographies et empreintes digital des Agents de Kinshasa					↔												
7. délivrance des cartes de service provisoires aux Agents de Kinshasa							↔										
8. Début des opérations de recensement sur le terrain dans la province de Bandundu									↔								
9. Lecture des empreintes digitales des Agents recensés de Kinshasa et délivrance des cartes de service définitives.													↔				
														↔			
10.début de opérations de recensement dans la province du Bas-Congo et Equateur														↔			
11.Recensement dans les provinces des Kasaï-occidental et oriental.																	
12.recensement dans les provinces du Katanga, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema																→	



LE MINISTRE

Synthèse du Rapport d'Activités pour la période du 15 Juillet 2004 à ce jour

1. Les principales activités menées de Juillet 2004 à ce jour ont porté sur :
 - La mise en oeuvre effective de la Réforme de l'Administration Publique ;
 - La sauvegarde et le maintien de la trêve sociale au sein de l'Administration Publique
 - L'encadrement et le suivi de la gestion des ressources humaines de l'Administration Publique.

2. Concernant la mise en oeuvre effective de la Réforme de l'Administration Publique :

Nous avons essentiellement axé notre action sur l'exécution effective des différents programmes de la Réforme, à savoir :

1) Le recensement des Agents de l'Etat, indispensable à la connaissance exacte et à la maîtrise des effectifs du personnel de l'Etat :

Ce recensement a démarré dans la Ville de Kinshasa, avec la Coopération Technique et Financière de la République Sud-africaine et le lancement des opérations a eu lieu le 5 février 2005.

La phase manuelle du recensement a eu lieu du 10 mars au 25 mars 2005 et à l'issue de cette étape ± 107.900 Agents ont été recensés sur ± 170.000 payés dans la Capitale.

Actuellement, la saisie des données ainsi que de l'analyse et du contrôle de conformité des actes présentés par les Agents recensés se poursuivent et nous comptons présenter les listes des Agents retenus pour l'identification par photographies et empreinte digitale fin mai 2005.

2) L'opération de Mise à la Retraite, financée par la Banque Mondiale :

Après la validation par un Consultant de la Stratégie élaborée par le Groupe de Travail créé au sein du Ministère de la Fonction Publique et l'adoption de cette stratégie par le Conseil des Ministres, la demande des Fonds à la Banque Mondiale pour payer les indemnités a été formulée par le Ministre des Finances.

A ce jour, les opérations d'identification des retraités à indemniser vont commencer et le paiement pourra intervenir avant fin Février 2005.

3) Les procédures de paie des Agents de l'Etat :

Après la validation par la CIPRAP de l'audit des procédures existantes de paie du personnel de l'Etat ainsi que des propositions de nouvelles procédures, dont une à court et moyen terme, dite Procédure Transitoire Simplifiée « PTS » en sigle, et l'autre à long terme consistant en la mise en place d'un Système Intégré de Gestion « SIG », la Coopération Française vient de disponibiliser 180.000,- Euros pour l'implantation de la procédure simplifiée. Le travail a déjà démarré avec un Consultant Français qui travaille avec une équipe d'experts des Ministères de la Fonction Publique, du Budget, des Finances et de différents Ministères gestionnaires du personnel (Agriculture, ESU, EPSP, Santé et Justice).

4) La refonte du cadre juridique et l'élaboration de nouveaux statuts des fonctionnaires de l'Etat, financées par le PNUD :

Des équipes des experts nationaux (4) et internationaux (2), ont proposé les différentes options qui seront soumises à la validation de la CIPRAP.

5) La révision des structures organiques des Ministères et la rationalisation des emplois, financée par la Coopération Belge :

Une Commission de Rationalisation des organigrammes existants en vue de prendre en compte les résultats du recensement vient d'être créée. Les travaux sont prévus pour se terminer fin Juin 2005.

6) L'élaboration et la mise en place d'une stratégie de communication sur la Réforme, financée par le PNUD :

Un Expert a été désigné par le PNUD et un atelier regroupant les Responsables des médias a été organisé pour les sensibiliser à l'information du public sur la Réforme de l'Administration Publique.

Un Comité de Communication a été créé à cet effet au sein du Ministère.

7) La formation :

Il a été initié avec la coopération du PNUD et du Gouvernement Sud-africain la création d'une Ecole Nationale d'Administration « ENA », différente de l'ENAP actuelle et ayant pour mission principale d'assurer la formation professionnelle du personnel d'encadrement de l'Administration Publique.

8) La lutte anti-corruption dans les milieux des Agents de l'Etat :

Nous sommes parvenu à obtenir du Ministère Sud-africain de l'Administration Publique le soutien financier à l'OCEP pour la reproduction du code de conduite de l'Agent de l'Etat et sa vulgarisation à partir du mois de Juin 2005.

Un montant d'environ 170.000, USD a été disponibilisé par le Ministère Sud-Africain pour cette opération.

3. Quant à la sauvegarde et au maintien de la trêve sociale au sein de l'Administration Publique :

- 1) Cette préoccupation nous a amené à intensifier les contacts et le dialogue avec les syndicats de l'Administration Publique, à initier et à signer l'arrêté interministériel portant création du Comité de Suivi du Contrat Social de l'Innovation prévu et exigé par ce contrat, à convoquer le 10 décembre 2004 les travaux du Comité de Suivi de c Contrat Social de l'Innovation pour en évaluer l'application.

4. Concernant l'encadrement et le suivi de la gestion des ressources humaines de l'Etat, nous avons maintenu des contacts permanents avec les Secrétaires Généraux de l'administration Publique, Gestionnaires directs du personnel de l'Etat dans les différentes Institutions et Ministères et cela par des séances de travail régulières.

Nous avons rappelé des lettres circulaires aux Secrétaires Généraux de l'Administration Publique des dispositions statutaires applicables à la gestion du personnel de l'Etat (circulaire N° CAB.MIN/FP/AMK/MWD/001/2004)

Nous avons également suspendu les mouvements massifs du personnel sous forme d'admission sous-statut, des transferts ou des commissionnements et exigé l'application stricte des procédures d'admission sous-statut et de commissionnement par l'exigence d'une demande préalable des Services ou Ministères utilisateurs.

Nous avons proposé un nouveau système de paie des Retraités et Rentiers et une Convention avec 2 Coopératives de Crédit, recommandées par la Banque Centrale a été signée par nous et le Ministre des Finances.

Cette convention sera bientôt d'application dès que nous aurons soumis à la Commission Economique et Financière les modalités de rémunération des services de ces Coopératives ;

Nous avons suspendu les notes adressées directement à la Direction de la paie par différents Secrétariats Généraux de l'Administration Publique, sans avis du Ministre de la Fonction Publique, et donnant souvent lieu à des rappels des arriérés des salaires et à des mécanisations sans fondement.

Une mise en place des Secrétaires Généraux de l'Administration Publique visant à améliorer l'efficacité dans la gestion de différents Secrétariats Généraux a été effectuée.

5. Comme perspectives d'avenir, à court et moyen terme, nous comptons poursuivre et consolider le travail ainsi abattu :

5.1. Dans le domaine de la Réforme :

- Par la finalisation fin Juin 2005 des opérations du recensement des Agents de l'Etat dans la Ville de Kinshasa et par le démarrage de ce processus en provinces par les provinces du Bandundu, du Bas -Congo et de l'Equateur ;
- Par le paiement avant fin Juin 2005 des indemnités de fin de carrière aux agents retraités de 1985 à 2003 dans le cadre de l'opération Mise à la Retraite financée par l'application au plus tard à la paie de Juillet 2005 de la Procédure Transitoire Simplifiée de Paie (PTS) ;
- Par la validation au niveau de la CIPRAP et la présentation au Conseil des Ministres de différentes options de nouveaux statuts du personnel ;
- Par la mise en place effective en début de la prochaine année académique de l'Ecole Nationale d'Administration, nouvelle formule, dotée de nouvelles structures ;
- Par le lancement en Juin 2005 de la campagne de vulgarisation du Code de Conduite de l'Agent de l'Etat.

5.2. Dans le domaine des relations avec les partenaires sociaux :

- Par la convocation en Juin 2005 de la 2^{ème} réunion du Comité de Suivi du Contrat Social de l'Innovation.

5.3. Dans le domaine de la gestion des ressources humaines :

- Par la mise en place en Juillet 2005 de la Commission de Titularisation qui aura à arrêter également la liste des Agents de l'Etat dans Ville de Kinshasa éligibles à la retraite après le recensement.

Fait à Kinshasa, le 06 mai 2005.

Athanase MATENDA KYELU

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'AGRICULTURE

RAPPORT D'ACTIVITES POUR LA PERIODE
DE JUILLET 2004 A CE JOUR

Mai 2005

INTRODUCTION

Le Programme du Gouvernement pour la période de Transition assigne au Ministère de l'Agriculture les objectifs suivants :

1. Faire de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage un puissant levier du développement économique ;
2. Assurer la sécurité alimentaire, garantir l'état nutritionnel des populations et réduire la pauvreté, notamment par :
 - l'augmentation de la production vivrière ;
 - la reprise des investissements dans les cultures de rente ;
 - la réduction des fortes mortalités actuelles du bétail ;
 - l'accroissement des effectifs des bovins, de petits ruminants, et des animaux à cycle court ;
3. Professionnaliser et moderniser l'agriculture.

Ces objectifs sont très ambitieux et il serait, pour le moins prétentieux, -de penser qu'ils peuvent être atteints dans le laps de temps que dure la Transition.

Cependant, pour amorcer la marche vers la réalisation desdits objectifs, le Ministère de l'Agriculture a élaboré un programme de la relance agricole suffisamment détaillé à exécuter dans des sites de grande potentialité, province par province, pour les spéculations principales.

Ce programme d'activités a été caractérisé, dans son exécution, par un certain nombre de difficultés consécutives entre autres à la modicité du budget alloué à l'Agriculture, au faible taux d'exécution du budget 2004.

La période sous examen correspond à l'inter-campagne agricole 2004-2005 au cours de laquelle le Ministère de l'Agriculture s'est attelé à la matérialisation, sur terrain, d'un certain nombre d'activités présentées sous trois volets :

- volet Appui Institutionnel ;
- volet Production Végétale et
- volet Production Animale.

PLAN DU RAPPORT

INTRODUCTION

A. VOLET APPUI INSTITUTIONNEL

I. MOBILISATION DES RESSOURCES

- 1.1. Ressources financières
- 1.2. Ressources humaines

II. APPUI ET ENCADREMENT TECHNIQUES.

- 2.1. Vulgarisation et commercialisation des produits agricoles
- 2.2. Programme d'Urgence d'Autosuffisance Alimentaire (PUAA)
- 2.3. Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA)

III. ETUDES REALISEES

- 3.1. Etudes
- 3.2. Enquêtes statistiques et système de gestion de l'information agricole
- 3.3. Etat de la restructuration des services du Ministère de l'Agriculture
 - a) Principes de la restructuration
 - b) Résultats des travaux réalisés par étape

c)

/V. PAIEMENT DES ARRIÈRES ET CONTRIBUTIONS DUS AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES DU SECTEUR AGRICOLE

B. VOLET PRODUCTION VEGETALE

- ##### **I. ENCADREMENT DES PRODUCTEURS**
- 1.1. Projets de développement
 - 1.2. Opérations d'urgence

II. COOPERATIONS BI ET MULTILATÉRALES

C. VOLET PRODUCTION ANIMALE

I. ENCADREMENT DES OPERATEURS DU SECTEUR

- 1.1. Approvisionnement en intrants
- 1.2. Distribution des intrants

II. DOSSIERS TECHNIQUES

- 2.1. Volet production animale de la Composante Agricole du PMURR
- 2.2. Mise en place du Réseau National d' Epidémio-Surveillance (RENES)
- 2.3. Projet d'appui au programme régional d'aménagement intégré du Lac Tanganyika
- 2.4. Quarantaine Animale
- 2.5. Projet de recherche du réservoir animal de la maladie du sommeil

D. AUTRES ACTIVITES

E. RECOMMANDATIONS

A. VOLET APPUI INSTITUTIONNEL

Par appui institutionnel, on entend un ensemble des services rendus dans le cadre du renforcement 'des capacités par le Ministère au bénéfice des agriculteurs par le biais des Organisations Non Gouvernementales, des organisations paysannes, des petites et moyennes entreprises agricoles et d'autres producteurs agricoles.

Les activités réalisées dans le cadre de l'appui institutionnel au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2004 à ce jour se subdivisent en quatre parties :

- mobilisation des ressources
- appui et encadrement techniques
- études réalisées
- paiement des arriérés et contributions dus aux organisations internationales du secteur agricole.

1. **MOBILISATION DES RESSOURCES**

1.1. **Ressources financières**

a) Exercice budgétaire 2004 : Juillet à décembre 2004

N°	SOURCE	MONTANT (FC)		TAUX D'EXECUTION
		PREVU	DECAISSE	
01	Budget ordinaire	140.587.384	Néant	0 %
02	Investissements ressources propres	128.784.421	Néant	0 %
03	PSTE	4.423.105.564	710.068.212	16,05 %
04	Ressources extérieures	8.345.935.391	Néant	0 %.
05	PUSA	262.416.608	Néant	0%
06	Interventions économiques	45.000.000	25.000.000	55,55%
TOTAL/AGRICULTURE		13.345.829.368	735.068.212	5,5%

N.B. Ce budget représente 2,5 % par rapport au budget national ; il est en deçà du minimum exigé par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, membres de l'Union Africaine, qui avaient pris une résolution d'allouer à l'Agriculture ± 10 % du budget national.

b) Exercice budgétaire 2005: 1^{er} trimestre

N°	SOURCE	MONTANT (FC)		TAUX D'EXECUTION
		PREVU	DECAISSE	
01	Budget ordinaire	140.178.037	-	
02	Investissements ressources propres	1.238.087.981	-	
03	PSTE	1.657.838.471	-	
04	Ressources extérieures	4.405.629.408	-	
05	PUSA	646.480.000	-	
06	Interventions économiques	48.961.034	-	
TOTAL/AGRICULTURE		8.137.174.931		

N.B. Ce budget représente 1% par rapport au budget national.

1.2. Ressources humaines

Pendant que le recensement des effectifs du personnel de l'Etat poursuit son cours normal, la situation actuelle au niveau du Ministère de l'Agriculture se présente de la manière suivante ⁽¹⁾:

- Directions normatives	: 810
- Services spécialisés, projets et programmes	: 2.136
- Centres agricoles	: 735
- Services provinciaux	: <u>14.819</u>
TOTAL	: 18.500

II. APPUI ET ENCADREMENT TECHNIQUES

2.1. Vulgarisation

Il a été réalisé les activités d'encadrement dans les provinces de Kinshasa, Bas-Congo, Bandundu, les deux Kasaï et le Katanga. Il s'agit des activités ci-après:

- organisation des paysans en associations;
- renforcement des capacités institutionnelles et techniques des organisations paysannes sur :
 - l'organisation des systèmes de production agricole;
 - la planification des activités agricoles;
 - la protection et la gestion des ressources naturelles;
 - la multiplication des semences.

S'agissant des activités ayant trait à la commercialisation des produits agricoles, le Ministère a programmé :

- l'évaluation des campagnes de commercialisation dans la partie nord du pays ;
- le relevé des prix à la consommation sur les marchés de Kinshasa ;
- la publication des mercuriales et structures des prix des produits agricoles ;
- le recensement des infrastructures de commercialisation et de transformation des produits agricoles ;
- la création d'une banque de données sur la commercialisation des produits agricoles. Seul le relevé des prix à la consommation sur les marchés de Kinshasa a pu avoir lieu.

2.2. Programme d'Urgence d'Autosuffisance Alimentaire (PUAA) :

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le PUAA est retenu au Budget de l'Etat, exercice 2005 sur les Ressources PPTTE pour un montant total de 2.000.000.000 FC (deux milliards de francs congolais) répartis comme suit :

- Ministère de l'Agriculture	: 646.480.000 FC
- Antenne PUAA Bandundu	: 75.393.176 FC
- Antenne PUAA Bas-Congo	: 74.409.243 FC
- Antenne PUAA Equateur	: 83.495.904 FC
- Antenne PUAA Kasaï-Occidental	: 65.855.793 FC
- Antenne PUAA Kasaï-Oriental	: 63.934.151 FC
- Antenne PUAA Katanga	: 76.821.787 FC
- Antenne PUAA Kinshasa	: 52.350.964 FC
- Antenne PUAA Maniema	: 68.082.695 FC
- Antenne PUAA Province Orientale	: 83.332.898 FC
- Antenne PUAA Nord-Kivu	: 71.115.969 FC
- Antenne PUAA Sud-Kivu	: 68.687.693 FC
- INERA	: 56.440.000 FC
- DVDA	: 62.968.340 FC
- SNHR	: 66.031.660 FC
- OPEC	: 241.620.000 FC
- Réserves Stratégiques du Gouvernement	: 22.360.000 FC
- Service National	: 24.300.000 FC
- Service National de Reboisement	: 41.120.000 FC
- METTELSAT	: 25.200.000 FC

Objectifs principaux

- produire les denrées alimentaires de base en qualité et quantité suffisantes;
- rendre les produits alimentaires accessibles et disponibles sur les marchés;
- améliorer le revenu réel et le bien-être des producteurs;
- réduire sensiblement les importations et économiser les devises.

Tableau synthèse des objectifs de production pour la campagne agricole 2005-2006

N°	SPECULATIONS	SUPERFICIE	PRODUCTION
I	Cultures Vivrières		
	1. Maïs (Tonnes)	2.800	5.104
	2. Manioc		
	• Tubercules (Tonnes)	1.258	10.552
	• Boutures (Km)	75	2.106
	3. Riz paddy (Tonnes)	768	1.255
	4. Arachides/haricot/Niébé (Tonnes)	419	419
	5. Maraîchage (Tonnes)	164,2	1.642
II	Reboisement		
	Acacia spp (Plantules)	208	1.051
III	Direction des Voies de Desserte Agricole (DVDA)		
	Kilomètres des voies à réhabiliter		50
IV.	Elevage, Pêche		
	• Elevage :		
	• Acquisition géniteurs (Nbre de têtes)	0	0
	Bovins:	3558	109.080
	Petits ruminants	409	12.544
	Porcs	10.076	938.393 poulettes
	Volailles		& coqs et 963.755 Poussins
	Alevins (T)	10	250
	• Pêche :		
	Poissons (T)		6.745
V.	Ramassage et Commercialisation (Tonnes)		
	Manioc		587
	Maïs		216
	Riz		220
	Arachide		71
	Haricot		28
	Huile de palme		195
	Poissons		12

Tableau n° 2: Répartition des objectifs de production par province

INTERVENANTS	SPECULATIONS										REBOISEMENT	
	Maïs		Manioc		Riz		Arachide/ Haricot		Maraîchage			
	Superf. (ha)	Product° (T)	Superf. (ha)	* Product° (T)	Superf. (ha)	Product° (T)	Superf. (ha)	Product° (T)	Superf. (ha)	Product° (pl***)		
Antenne PUAA B-C	500	805	163	1248,58	42	6	42	42	6	60	0	0
Antenne PUAA B-C	320	579,2	188	1607,4	58	7	25	25	16	160	0	0
Antenne PUAA Equateur	440	708,4	196	1568,0	183	287	50	50	23	230	0	0
Antenne PUAA K. Oc.	400	668	65	556,4	50	7	50	50	8	80	0	0
Antenne PUAA Kasaï Or.	80	140	54	461,7	67	1	50	50	10	100	0	0
Antenne PUAA Katanga	520	988	131	1131,84	25		25	25	13	130	0	0
Antenne PUAA Kinshasa	0	0	120	1060,8	25	3	8	8	24	240	0	0
Antenne PUAA Maniema	60	117,6	51	510	92	3	17	17	7	70	0	0
Antenne PUAA Prov. Or.	80	143,2	28	280	67	138	17	17	14	140	0	0
Antenne PUAA N. Kivu	80	112,8	28	244	33	109	17	17	30	300	0	0
Antenne PUAA S. Kivu	60	117,6	18	144	17	4	17	17	9	90	0	0
PNR	0	0	0	0	50	2	0	0	0	0	0	0
SENASEM	80	200 30	33,2	265,6	0	104	17	17	0,200	2	0	0
				1056,43								
SNV	20	160	18	144	25	50	8	8	1	10	0	0
SNR (Environnement)	80		78	624	17	2	33	33	0	0	208	1051
INERA	40	93,2	42	336	17	34	17	17	0	0	0	0
				1050								
RSG	60	120	17	145,2	0	0	13	13	3	30	0	0
SN	80	120	28	224,0	0	0	13	13	0,03	0,3	0	0
Total général	2.800	5.104	1.258	10.552	768	1.255	419	419	164,2	1.642	208	1.051
				2.106,43								

* tubercule de manioc
** boutures de manioc
*** pl : plantules d'acacia sp

MOYENS ET COÛTS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2005-2006

Coût global : **FC 2.000.000.000 soit 4.166.666 USD**

Le tableau ci-dessous reprend les coûts des différents moyens sollicités pour l'exécution de la campagne agricole 2005 - 2006.

RUBRIQUES	%	UNITES	QUANTITE	P.U.	COUT TOTAL (FC)
I. MATIERES					
1.1. Carburants et Lubrifiants					
- G.O.	2,80	M³	160	350.000	56.000.000
- Essence	0,99	M³	56	355.000	19.880.000
- Lubrifiant	1,22	M³	27	900.000	24.300.000
	5,01	-	-	-	100.180.000
1.2. Semences (Fond et Commerce)					
- Boutures	2.75	Km	3.435	16.000	54.960.000
- Maïs	1,53	T	77	400.000	30.600.000
- Riz	1,11	T	56	400.000	22.200.000
- Arachides/Haricot	0,90	T	30	600.000	18.099.343
- Maraîchères	0,93	Kg	931	20.000	18.614.340
	7,22	-	-		144.473.683
1.3. Engrais					
	5.06	Tn	505.5	200.000	101.100.000
1.4. Herbicides et Pesticides	1,62	L	8.098,20	4.000	32.392.816
1.5. Intrants vétérinaires et de pêche					
1.5.1. Produits vétérinaires	2.55	Kg,L,dose	-	-	50.914.948
1.5.2. Géniteurs:					
- Bovins	0	Tête		37.000	0
- Petits ruminants	1,68	Tête	3.558	10.000	33.580.000
- Porcins	0,20	Tête	409.	10.000	4.090.000
- Volailles	1.01	Tête	10.076	2.000	20.152.000
-Alevins	021	T	10	400.000	4.135.235
	3,10		-	-	61.957.235
1.5.3. Intrants de pêche					
- Nappes de filets	1,30	Pce	11.261	2.300	25.900.300
- Boules nylon	0.11	Pce	1.813	1250	2.266.250
- Ralingues	0,05	Pce	1.239	800	991.200
-Hamecons	0,18	Pqt	.924	4.000	3.694.000
-Balances	0,68	Pce	1.356	10.000	13.560.000
- Moteurs hors bord	0,74	Pce	17	864.000	14.794.869
	3,06		-	-	61.206.619
1.6. Fonctionnement					
	3,16	-	-	-	63.256.876
1,7. Expédition et distribution intrants	2,42	-	-	-	48.385.407
II. FORMATION					
2.1. Vulgarisation (encadrt,	3,65	-	-	-	73.009.961
2.2. Suivi et évaluation	12,93	-	-	-	258.576.841
2.3. Enquêtes statistiques	1,6	-	-	-	33.005.489
2.4. Stations agro- météo.	0.91	-	-	-	18.200.000
2.5. Agroforesterie	0,4	-	-	-	8.577.833
2.6. Desserte en eau potable	3 00				60.000.000,
2.7. Réhabilitation VDA+ mat	3,63	-	-	-	72.513.3401
	26.19	-	-	-	523.883.464

III. MATERIEL					
3.1. Acquisition machines	-	Pce	-	-	-
3.2. Acquisition matériel roulant					
- Pick up 4X4	20,00	Pce	32	12.500.000	400.000.000
-Moto 125 ce	2,76	Pce	46	1.200.000	55.200.000
- Vélos	1,41	Pce	625	45.000	28.125.000
3.3. Entretien et réparation machines	2,12	Pce	-	-	42.442.500
3.4. Entretien et réparation matériel	1,33	Pce	44	600.000	26.620.000
3.5. Acquis. Equip. Transf. Prod. agricole	-	-	-	-	0
3.6. Outillage aratoire	2,15	Pce	21.526	2.000	43.051.452
	29,77	-	-	-	595.438.952
IV. RAMASSAGE					
	9,00	-	-	-	179.998.740
V. COMMERCIALISATION	1,84	-	-	-	36.811.260
TOTAL GÉNÉRAL	100	-	-	-	2.000.000.000

• **Stratégies** :

Pour atteindre ces objectifs, les stratégies adoptées sont les suivantes :

- mise en place des mécanismes adéquats pour assurer l'appui matériel, technique et financier;
- sélection des sites d'intervention en fonction de leurs potentialités;
- l'implication des services du Ministère de l'Agriculture dans l'encadrement des producteurs.

• **Mise en oeuvre** :

Pour la mise en oeuvre, les actions suivantes sont réalisées au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2004 à ce jour; il s'agit de :

- la mise sur pied des structures de gestion au niveau central, à savoir :
 - le Comité de Pilotage composé de dix Ministres de : l'Agriculture, l'Intérieur, Plan, Finances, Budget, Environnement, Développement Rural, Transport, IPMEA, Recherche Scientifique
 - le Secrétariat Technique composé des experts de différents services et structures;
- la préparation du Budget Programme PUAA 2005;
- la ventilation de l'enveloppe budgétaire entre les intervenants;
- l'élaboration des documents de gestion du programme notamment :
 - le Règlement intérieur des organes et structures du PUAA;
 - les procédures de gestion administrative et financière;
 - le manuel de l'exécution physique du programme;
 - le manuel sur les mécanismes de suivi des activités et de l'évaluation des résultats.

2.3. Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) :

Le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire qui s'exécute sous l'égide de la FAO comprend quatre composantes :

- la maîtrise de l'eau ;
- l'intensité de la production vivrière en mettant l'accent sur les légumineuses, les céréales et les tubercules ;
- la diversification des sources alimentaires et de revenu (élevage des animaux à cycle court de reproduction, pisciculture, pêche artisanale, apiculture et valorisation des produits forestiers non ligneux) ;
- l'analyse des contraintes.

Actuellement, seule la composante « Maîtrise de l'eau » est en cours de réalisation dans le Pool Malebo à TSHUENGE sur 100 ha de riziculture et sur 135 ha pour le maraîchage et dans la vallée de la Loma à MBANZA-NGUNGU sur 50 ha de riziculture et maraîchage.

III. ETUDES REALISEES

3.1. Les Etudes

Il a été réalisé des travaux suivants :

- l'élaboration des termes de référence pour :
 - la mise en place des systèmes de financement du monde rural ;
 - les études des avantages comparatifs de différentes productions locales.
- la Revue du Secteur Agricole ;
- l'élaboration de la Note de Politique Agricole.

3.2. Les enquêtes statistiques et le système de gestion de l'information agricole :

Avec l'appui de la FAO, il a été réalisé un certain nombre d'enquêtes dans le cadre de la mise en oeuvre du projet d'appui à la mise en place d'un système de gestion de l'information agricole et à la réhabilitation du système des statistiques agricoles.

Il s'agit des activités ci-après :

- la finalisation des méthodologies des enquêtes tests réalisées à Kinshasa et dans les provinces du Bas-Congo et de Bandundu (août-septembre 2004);
- la finalisation du rapport d'analyse des enquêtes tests (novembre-décembre 2004);
- l'amélioration de la base des données et du site Web, (octobre-novembre 2004);
- l'élaboration des comptes disponibilités/emplois des produits agricoles et bilans alimentaires (juillet-août 2004);
- la présentation des résultats des enquêtes tests et des réalisations du système de gestion de l'information agricole (Base de données et site. Web).

En outre, le Ministère a réalisé quelques activités de sous-traitance. Il s'agit des travaux d'enquêtes en faveur des structures suivantes :

- Projet PNUD/FAO/SADC/97/032 "Ressources génétiques des animaux de la ferme";
- Unité de Pilotage du Processus d'Elaboration et de mise en oeuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (UPPE-SRP), Ministère du Plan.

Par ailleurs, le Ministère a participé activement aux réunions et ateliers suivants :

- Atelier sur le renforcement du système d'information sur le commerce des produits agricoles (COMESA, Nairobi/Kenya, octobre 2004);
- Neuvième réunion du comité intergouvernemental d'experts Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Kigali, Rwanda, mars 2005;
- Atelier de validation de la méthodologie de la création des fichiers des entités administratives en RDC, Ministère du Plan, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, Ambassade de France, Kinshasa, RDC, avril 2005 ;
- La mission de la BAD pour la collecte des informations nécessaires pour la préparation du Document de Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) pour la RDC ;
- Atelier -sur le mécanisme du fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ;
- la formation des techniciens du Ministère et de ceux des structures privées (32 techniciens) venus de différents horizons sur la production semencière ;
- la formation à court terme de deux techniciens à l'Institut Yuan Longping, en Chine, sur la production du riz hybride dont deux combinaisons sont actuellement en observation au niveau du périmètre rizicole de Masina I ;
- Atelier sur la mise en application des Accords sur l'agriculture et les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) édictés par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), en vue de rendre les produits agricoles congolais compétitifs dans le commerce international ;
- La réunion organisée par la SADC au Malawi sur l'offre et la demande du poisson dans les pays membres de cette organisation sous régionale ;
- Des cours de formation à l'institut de Médecine Tropicale d'Anvers - en Belgique

- La Grande Commission Mixte RDC-RSA à Pretoria en Afrique du Sud (la signature de l'accord de coopération dans le domaine de l'Agriculture) ;
- Forum international sur la politique du développement de l'aquaculture en Afrique Centrale au Cameroun sur financement de la FAO ;
- 13^{eme} session du Comité de pêches et 'aquaculture qui s'est tenu en Norvège sur financement de la FAO ;
- Séminaire de formation en Espagne sur l'Aquaculture avancée et pêche responsable sur financement de l'Espagne.

3.3. Etat de la restructuration des services du Ministère de l'Agriculture

Le développement du secteur agricole fait face à plusieurs contraintes se traduisant par l'inefficacité des services rendus aux paysans en termes de politique et d'orientation agricole, de contrôle de qualité des intrants et de conseils agricoles.

Parmi les contraintes majeures évoquées figurent, au delà de la guerre que le pays a connue dans un passé récent, des facteurs structurels importants liés aux insuffisances à caractère institutionnel, humain et matériel des services agricoles.

Il faut surtout noter l'incohérence du cadre institutionnel avec la dispersion des activités entre structures, l'inefficacité de la vulgarisation agricole avec une approche inadaptée et des carences en ressources humaines de qualité et en ressources financières et matérielles, un appui inexistant en organisation et structuration du monde rural, un approvisionnement déficient en intrants, un système d'informations rural inopérant.

Face à cette situation, la RDC a fait appel à l'assistance de la FAO pour développer un projet d'Appui à la restructuration des services centraux et régionaux du Ministère de l'Agriculture initié suite à une requête introduite en 2002 par le Gouvernement Congolais.

Il est important de souligner que le travail de préparation du Plan de restructuration a été fait en cohérence avec le travail de réforme en cours au niveau de l'administration publique. En effet, le Comité Interministériel de la Réforme de l'Administration Publique et le Comité Technique de la Réforme de l'Administration Publique (CTRAP en sigle) ont suivi la réalisation du projet à toutes ces étapes et les produits sont intégrés dans la démarche globale de la Réforme, le projet étant considéré comme un projet pilote.

a) Principes de la restructuration

Les principes de base pris en compte dans l'élaboration des propositions de restructuration sont, entre autres :

- une claire séparation du rôle de l'Etat d'avec celui du secteur privé incluant les organisations professionnelles de producteurs, et le développement d'un partenariat basé sur la complémentarité des différents acteurs et favorisant l'esprit de dialogue et de collaboration ;
- une recomposition du paysage institutionnel, avec un redimensionnement du secteur public laissant plus de place aux acteurs privés et le renforcement du rôle et des capacités des organisations professionnelles représentatives des producteurs et des populations concernées, en particulier au niveau local ;
- une déconcentration et une décentralisation des responsabilités et des moyens, avec des Services provinciaux allocataires et gestionnaires des budgets qui leur sont octroyés, donnant ainsi au niveau de terrain qui sont à l'écoute des producteurs, le pouvoir de prendre des initiatives et la capacité de régler les problèmes de façon rapide et répondant aux attentes des producteurs et des populations concernées, sans avoir à recourir toujours aux échelons supérieurs.

b) Résultats des travaux réalisés par étape.

1^{ère} étape : Le diagnostic: réalisé avant période sous examen.

2ème étape : La formulation des propositions nouvelles de restructuration du Ministère.

Les activités réalisées au cours de cette deuxième étape ont porté sur :

- Le montage d'un nouveau schéma institutionnel du Ministère et sa validation en ateliers provinciaux et centraux regroupant les agents de l'Etat, les ONGD, le secteur privé, les organisations professionnelles agricoles ;
- La description des tâches liées à chaque poste de travail du Ministère ;
- La réalisation du bilan de compétence des ressources humaines du Ministère ;
- L'évaluation des ressources matérielles, logistiques et financières permettant un fonctionnement adéquat du Ministère.

3ème étape : La 3ème étape du Projet a eu lieu en janvier et février 2005.

Les activités principales ont été les suivantes :

- Elaboration d'une proposition de nouvelle organisation du Ministère de l'Agriculture et ses incidences humaines et financières ;
- Elaboration d'un document de synthèse contenant une proposition du plan de restructuration du Ministère de l'Agriculture ;
- Plan de mise en oeuvre des opérations relatives à la restructuration des services du Ministère de l'Agriculture contenant les opérations à réaliser et le calendrier indicatif de leur réalisation.

IV. PAIEMENT DES ARRIÉRÉS ET CONTRIBUTIONS DUS AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES DU SECTEUR AGRICOLE

Il convient de rappeler qu'en sa qualité de membre de chacune des organisations internationales citées dans le tableau ci-dessous, la RDC est redevable vis-à-vis de ces organisations, au titre des arriérés et contributions dus.

A ce jour, la situation se présente comme suit :

N°	Nom de l'Organisme	Siège	Contribution due pour l'exercice en cours	Arriérés de contributions	Total contributions
01	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	Rome (Italie)	a) 6.809,90 \$US b) 7.013,11 Euros	a) 34.612,00 \$US b) 7.013,11 Euros	a) 41.421,90 \$US b) 14.026,22 Euros
02	Office International des Epizooties (OIE.)	Paris (France)	12.630 Euros	112.297,14 Euros	124.907,14 Euros
03	Organisation Interafricaine du Café (O.I.A.C.)	Londres (Angleterre)	8.260 Livres Sterl.	35.905,32 \$US	8.260 L. Sterling 35.905,82 \$US
04	Organisation Interafricaine du Café (O.I.A.C.)	Abidjan (Côte d'Ivoire)	22.036,22 \$US	840.406,44 \$US	862.442,66 \$US

B. VOLET PRODUCTION VEGETALE

I. ENCADREMENT DES PRODUCTEURS

- la distribution d'intrants agricoles dans la Ville Province de Kinshasa et dans les Provinces du Bas-Congo, de l'Equateur, du Bandundu, des deux Kasai, du Katanga et de la Province Orientale, pour les spéculations ci-dessous :
 - Maïs : 53,0 T pour emblaver 21.120 ha
 - riz : 25,0 T " " 417 ha
 - arachide : 12,0 T " " 200 ha
 - niébé : 5,0 T " " 83 ha
 - haricot : 11,5 T " " 191 ha
 - soja : 5,0 T " " 83 ha
 - semences maraîchères : 742 kg pour emblaver plus de 100 ha, toutes espèces confondues.
 - 1.666 litres de pesticides
 - 14.685 pièces de matériels aratoires.
- l'analyse de 261 échantillons de semences ainsi que la commande des équipements des Laboratoires des semences.
- l'élaboration des projets de politiques nationales semencières et de législation semencière, phytosanitaire et zoosanitaire.
- la maintenance variétale avec les établissements semenciers, pour la production des semences de base sur notamment :
 - 80 ha de maïs
 - 5 ha d'arachide
 - 4ha de niébé
 - 3 ha de manioc
 - 0,4 ha de riz
- la production de semences de riz sur 32,7 ha au niveau du Pool Malebo dans le but d'obtenir ± 100 T de semences à la récolte capables d'emblaver 1.670 ha, ainsi que la poursuite de l'évaluation du matériel / NERICA obtenu de l'ADRAO (Association pour le développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest).
- la production d'une' moyenne mensuelle de 15 T de légumes associée à l'élevage porcin de 300 têtes, dans le cadre de la coopération agricole avec la Chine, en vue de l'approvisionnement de la Ville de Kinshasa.
- l'assistance aux fermiers de l'Hinterland de Kinshasa (Plateau des Bateke), par la mécanisation des opérations de préparation du sol sur 667,62 ha.
- dans le cadre de la composante agricole du PMURR, le Ministère a fait exécuter, au cours de la période sous revue, le programme de multiplication des semences améliorées des principales cultures, vivrières et des boutures saines de manioc pour un coût de : **2.745.193,26 \$US** pour la saison A et de **2.721.192,70 \$US** pour les saisons B.

Les emblavures réalisées et les prévisions des productions se présentent de la manière suivante :

Tableau I. Emblavures réalisées (Saison A)

Provinces	Emblavures réalisées pour chaque spéculation par province							Total emblavure (Ha)
	Maïs	Riz	Arachides	Haricot	Niébé	Soja	Manioc	
Kinshasa	153	113	27	1	19	48	121	4882
Bas Congo	207	6	36	3	6	44	94	396
Bandundu	85	43	42	0	35	33	81	319
Kasai Occ	169	18	36	0	119	25	35	402
Kasai Or	176	39	29	0	88	26	37	395
Katanga	322	8	180	0	5	146	27	688
TOTAL	1112	227	350	4	272	322	395	2682

Tableau II. Emblavures réalisées (Saison B)

Provinces	Catégorie	Emblavures réalisées pour chaque spéculation par province							TOTAL (Ha)
		Maïs	Riz	Arachide	Haricot	Niébé	Soja	Manioc	
KINSHASA	R1	1	12	10	4	11	10	28	76
	R2	45	495	9	6	29	16	167	767
	Sous-Total	46	507	19	10	40	26	195	843
BAS CONGO	R1	2	7	13	7	3	12	21	65
	R2	53	112	47	6	26	22	160	426
	Sous-Total	55	119	60	13	29	34	181	491
BANDUNDU	R1	4	7	2	0	15	11	16	55
	R2	17	99	53	0	46	44	120	379
	Sous-Total	21	106	55	0	61	55	136	434
KASAÏ-OCC	R1	4	88	7	3	27	20	22	91
	R2	12	44	23	9	126	43	11	268
	Sous-Total	16	52	30	12	153	63	33	359
KASAÏ-OR	R1	3	10	14	2	17	19	28	93
	R2	5	35	37	0	107	44	51	279
	Sous-Total	8	45	51	2	124	63	79	372
KATANGA	R1	0	6	0	76	0	0	0	82
	R2	0	0	0	220	5	0	0	225
	Sous-Total	0	6	0	296	5	0	0	307
TOTAL	R1	14	50	46	92	73	72	115	462
	R2	132	785	169	241	339	169	509	2344
	CUMULE	146	835	215	333	412	241	624	2806

N.B. : R1 : première génération
R2: deuxième génération

Tableau III. Prévisions de production (Saison A)

Provinces	Production attendu par spéculation (T ou Km)*							Total	
	Maïs	Riz	Arachides	Haricot	Niébé	Soja	Manioc	Semence	Bouture (Km)
KINSHASA	155,5	136,5	21,6	0,8	15,2	38,4	1210,0	368,0	1210,0
BAS CONGO	209,5	7,2	28,8	2,4	4,8	35,2	940,0	287,9	940,0
BANDUNDU	90,0	54,0	33,6	0,0	28,0	26,4	810,0	232,0	810,0
KASAÏ OCC	174,0	24,0	28,6	0,0	95,2	20,0	350,0	342,0	350,0
KASAÏ OR	15,0	49,2	23,2	0,0	70,4	20,8	370,0	178,6	370,0
KATANGA	237,0	12,0	144,0	0,0	4,0	116,8	270,0	603,8	270,0
TOTAL	971,0	282,9	180,0	3,2	217,6	257,6	3950,0	2012,3	3950,0

Tableau IV. Prévisions de production (Saison B)

Provinces	Production attendu par spéculation (T ou Km)*							Total	
	Maïs	Riz	Arachides	Haricot	Niébé	Soja	Manioc	Semence	Bouture (Km)
KINSHASA	46,5	1279,5	15,2	8,0	32,0	20,8	1950,0	1402,0	1950,0
BAS CONGO	56,0	304,5	48,0	10,4	23,2	26,4	1810,0	468,5	1810,0
BANDUNDU	23,0	272,0	44,0	0,0	48,8	44,0	1360,0	431,8	1360,0
KASAÏ OCC	18,0	138,0	24,0	9,6	122,4	49,6	330,0	361,6	330,0
KASAÏ OR	9,5	122,5	40,8	1,6	99,2	44,8	790,0	318,4	790,0
KATANGA	0,0	21,0	0,0	236,8	4,0	0,0	0,0	261,8	0,0
TOTAL	153,0	2137,0	172,0	266,4	329,6	185,6	6240,0	3244,1	6240,0

- S'agissant des activités réalisées dans le cadre de la coopération entre notre pays et la FAO, nous citerons les actions suivantes qui' comportent des projets de développement et des opérations d'urgences, pour une enveloppe globale de 20.114.067 dollars américains, répartis comme suit :

1.1. Projets de développement

- Projet TCP/DRC/2908 « Appui à la préparation d'un programme national d'investissement en moyen terme et à la formulation de projets bancables pour la mise en oeuvre du volet agricole du NEPAD » : 120.000 \$ US

Ce portefeuille comprend les trois projets ci-dessous :

- Projets de réhabilitation des périmètres rizicoles prioritaires (Bas-Congo, Bandundu et Kinshasa) ;
 - Projet de réhabilitation et de rajeunissement des plantations de palmier à huile (Bandundu, Equateur) ;
 - Projet d'approvisionnement des centres urbains en produits carnés (Kinshasa).
- Projet TCP/DRC/3003 « Appui à la réhabilitation de Service National des Semences » : 273.000 \$ US
 - Projet TFD-03/DRC/003 « installation des pépinières communautaires d'arbres fruitiers à Mampu (Plateau de Bateke » : 10.000 \$ US
 - Projet TFD-03/DRC/003 « Appui aux paysans de Manteme (Bas-Congo) dans le domaine de la pisciculture » : 3.714 \$ US
 - Projet TFD-03/DRC/006 « Multiplication et diffusion des semences améliorées d'arachides aux groupements paysans à Kolo-Fuma (Bas-Congo) » : 7.631, 50 \$ US
 - Projet DRC/04/003 « Appui aux producteurs agricoles de Mahagi Bunia (Province Orientale) » : 500.000 \$ US
 - Projet GCP/DRC/031/BEL (BELG/QUE) « Appui à la définition des politiques de développement agricole en RDC (Secrétariat Général de l'Agriculture) » : 944.460 \$ US
 - Projet OSRO/DRC/5XX/NET(PAYS-BAS) « Appui à la sécurité alimentaire de 40.550 ménages affectés par la crise dans les Provinces de Kinshasa, du Bas-Congo, du Bandundu, des deux Kasai et du Katanga » : 850.000 \$ US

1.2. Opérations d'urgence

- Projet OSRO/DRC/405/BEL « Appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire de 37.330 familles dans les provinces du Katanga, de deux Kasai et de l'Equateur » : 870.000 \$ US
- Projet OSRO/DRC/406/BEL « Fourniture d'urgence d'intrants agricoles à 73.650 ménages affectés par les conflits dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Kasai Oriental et de la Province Orientale » : 1.170.000 \$ US
- Projet OSRO/DRC/501/BEL « Amélioration de la sécurité alimentaire de 61.000 ménages proches de la ligne de front, dans les provinces de l'Equateur de deux Kasai et du Katanga » : 1.105.000 \$ US
- Projet OSRO/DRC/503/BEL « Appui à la sécurité alimentaire d'environ 75.000 ménages affectés par les conflits à l'Est de la RDC » : 1.105.000 \$ US
- Projet OSRO/DRC/408/EC (Communauté Européenne) « Appui à la sécurité alimentaire de plus de 105,000 ménages agricoles des Provinces du Nord et Sud-Kivu » : 3.161.071 \$ US.
- Projet OSRO/DRC/409/EC « Appui à la relance agricole du bassin d'approvisionnement de la Ville de Kisangani, axes Kisangani-Banalia-Opala » : 1.803.700 \$ US
- Projet OSRO/DRC/413/EC « Amélioration de la sécurité alimentaire de 59.500 ménages affectés par les conflits armés par la fourniture d'urgence d'intrants agricoles » : 989.017 \$ US
- Projet OSRO/DRC/404/UNO (Japon) « Assistance agricole d'urgence aux familles vulnérables des provinces de l'Equateur, de deux Kasai et du Katanga » : 1.017.036 \$ US

- Projet OSRO/DRC/509/NET « Appui à la sécurité alimentaire de 40.550 ménages affectés par la crise dans les Provinces de Kinshasa, Bas-Congo, Bandundu, des deux Kasai et du Katanga » : 850.000 \$ US
- Projet OSRO/DRC/510/NET « Appui à la sécurité alimentaire d'environ 45.000 ménages agricoles affectés par les conflits à l'Est de la ROC » : 675.000 \$ US
- Projet OSRO/DRC/511/NET « Appui aux ménages vulnérables de l'Est de la RDC par le contrôle de la maladie appelée Witt bactérien du bananier » : 375.000 \$ US
- Projet OSRO/DRC/403/SWE (SUEDE) « Fourniture d'intrants agricoles et de pêche aux familles déplacées dans les Provinces de l'Equateur de deux Kasai et de Kinshasa » : 413.100 \$ US
- Projet OSRO/DRC/403/SWE « Multiplication et distribution des semences améliorées dans la Province de l'Equateur et fourniture d'animaux pour le petit élevage dans le Kasai Occidental » : 413.100\$ US.
- Projet OSRO/DRC/504/SWE « Appui à la sécurité alimentaire d'environ 30.000 ménages agricoles affectés par les conflits à l'Est de la RDC » : 580.000 \$ US.
- Projet OSRO/DRC/505/SWE « Appui à la relance agricole de 30.370 ménages affectés par la crise dans les Provinces de deux Kasai; du Katanga et de Kinshasa » : 580.000 \$ US.
- Projet OSRO/DRC/407/SW/ (SUISSE) « Appui à la sécurité alimentaire des familles victimes des conflits dans les Provinces du Maniema, du Nord-Katanga et en Ituri » : 350.000 \$ US.
- Projet OSRO/DRC/410/MOC (MONUC) « Développement de la production du manioc en /tari » : 13.347,5 \$ US.
- Projet OSRO/DRC/504/SWE « Appui à la sécurité alimentaire d'environ 30.000 ménages agricoles affectés par les conflits à l'Est de la RDC » : 580.000 \$ US.
- Projet OSRO/DRC/506/SWE « Appui à l'unité de coordination des opérations agricoles d'urgence de la FAO en ROC » : 500.000 \$ US
- Projet OSRO/DRC/5XX/NET « Appui à la sécurité alimentaire d'environ 45.000 ménages agricoles affectés par les conflits à l'Est de la ROC » : 675.000 \$ US.
- Projet OSRO/DRC/5XXINET « Appui aux ménages vulnérables de l'Est de la RDC par le contrôle de la maladie appelée bactériose xanthomonas du bananier » : 375.000 \$ US.

II. COOPERATIONS BI ET MULTILATERALES

Sous ce titre, les principales réalisations à retenir sont :

- La signature avec le FIDA d'un Accord de Prêt pour 14.761.600 \$US et de Don du Fonds Belge de Survie de 6.009.200 \$ US pour le financement du Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur (PRAPE) (Territoire de Bumba et Hinterland de Mbandaka ;
- L'élaboration des termes de référence pour le projet BAD/ PARSAR (Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural) dans les Provinces du Bas-Congo et du Bandundu ;
- L'élaboration de l'étude de faisabilité du projet tourne sol dans les provinces des deux Kasai ;
- L'organisation de la Journée Mondiale de l'Alimentation et de l'Année Internationale du Riz ;
- La préparation du sommet mondial des Chefs d'Etats et des Gouvernements du COMESA (Volet agricole), tenu à Lusaka du 4 au 8 Décembre 2004 ;

- La préparation des négociations commerciales de l'OMC (Accord sur l'agriculture) ;
- L'élaboration du projet de Décret sur la création du Comité National des Ressources Phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ;
- La participation aux travaux sur la mise en oeuvre du fonds pour l'environnement mondial ;
- La participation à la réunion préparatoire de la 12^{ème} session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etats et des Gouvernements de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale, tenue le 4 mai 2005 ;
- La signature d'un Accord de principe pour le projet de l'installation d'une Usine de montage des tracteurs et accessoires agricoles en RDC, par la firme indienne International TRACTORS Ltd, dans le cadre d'une ligne de crédit de 57 millions de \$ US, accordée par le Gouvernement indien, dont 10 millions sont destinés audit projet.

C. VOLET PRODUCTION ANIMALE

I. ENCADREMENT DES OPÉRATEURS DU SECTEUR

1.1. Approvisionnement en intrants

Dans le cadre de l'exécution du budget 2004 du PPTE, le Ministère de l'Agriculture a réceptionné :

- des intrants de pêche parmi lesquels figurent les nappes de filet, les bobines de fil, les hameçons et les sacs de sels de 20 kg ;
- un lot de produits vétérinaires soit 15% de la livraison totale ;
- du matériel aratoire (brouettes, houes, bêches, pioches, machettes, râteaux et fourches) ;
- des motos et des vélos ;
- des aliments pour poisson (son de blé, tourteaux palmistes, maïs grain) ;
- d'autres divers intrants (pulvérisateurs, glacières, bottes, cache poussières, blouses blanches balais, frigidaire)

Il s'agit d'une livraison partielle, le reste sera livré ultérieurement. Ces intrants ont été acquis par les services suivants :

- SENADEF (Service National de Promotion et de Développement de la Pêche)
- SENIVEL (Service National des Intrants Vétérinaires et d'Elevage).
- SENAQUA (Service National d'Aquaculture)
- PRONADEF (Programme National de Promotion et de Développement de l'Elevage Familial).

Les tableaux ci-après donnent de plus amples détails sur certains lots d'intrants et de matériels réceptionnés.

intrants de pêche

- nappes de filets : 13.000
- bobines de fil : 8.280
- hameçons : 211.300
- sacs de sel (20Kg) : 2.699

matériels divers

- motos : 20
- vélos : 70

aliments pour poisson

- son de blé : 3500 tonnes
- tourteaux palmistes: 151 tonnes
- maïs grain : 47 tonnes

1.2. Distribution des intrants

Les intrants et matériels acquis dans le cadre du budget 2004 du PPTE ont été distribués aux services nationaux du sous-secteur animal et aux ONGs évoluant à Kinshasa et' en provinces en vue du renforcement de leurs capacités d'intervention. Il s'agit principalement de :

- 20 motos remises aux 10 Inspections Provinciales de l'Agriculture, au Service National d'Aquaculture (SENAQUA) et au Service National d'Intrants Vétérinaires et d'Elevage (SENIVEL)
- 70 vélos remis aux Inspections Provinciales de l'Agriculture du Sud Kivu, du Maniema, de l'Equateur, de la Province Orientale, au SENAQUA et au SENIVEL.

Les intrants de pêche ont été distribués aux ONG de la Province Orientale. de l'Equateur, du Kasaï Occidental, du Sud Kivu ; aux 114 Associations de pisciculteurs

de l'Hinterland de Kinshasa et dans le Territoire de Kasangulu (Bas Congo)
Les aliments pour les poissons ont été distribués aux pisciculteurs et aux petits éleveurs organisés en ONGS dans la Province du Bas Congo, à Kinshasa et dans la Province de l'Equateur sur base des contrats de partenariat signés avec le Ministère de l'Agriculture.

Notons que le Laboratoire Vétérinaire de Kinshasa a produit 5.000 doses de vaccins contre le charbon symptomatique sur commande de la Compagnie Jules Van Lancker (JVL) et plus de 10.000 doses de différents vaccins bactériens.

Plusieurs enquêtes épidémiologiques ont été menées dans les élevages villageois des petits ruminants dans l'Hinterland de la Ville de Kikwit à la recherche des cas de peste de petits ruminants

D'autres séries d'enquêtes épidémiologiques ont particulièrement concerné la trypanosomiase animale africaine où les mouches tsé-tsé sont signalées dans plusieurs communes urbaines et urbano-rurales.

Avec la mise à disposition des opérateurs du secteur d'un lot si varié et complémentaire d'intrants, il se dégage de la hauteur dans le travail d'encadrement, de vulgarisation et de soutien à la production interne.

Ce tableau est complété par un apport en informations techniques, en normes de production et en allègement des difficultés d'itinérance dans le Chef des encadreurs en province, aujourd'hui aptes à relier deux points les plus éloignés l'un de l'autre.

Par ailleurs, les services techniques ont procédé à la formulation d'un certain nombre de programmes de développement dont :

- le Programme de développement de la pêche artisanale dans la Province Orientale qui sera soumis au financement du FIDA ;
- l'amorçage du processus de finalisation et de mise en oeuvre du TCPIA-Z-RDC, approuvé par la FAO pour un montant de 390.600 \$US nécessaires pour la formulation de la politique et des stratégies de développement de l'aquaculture en RDC.

II. DOSSIERS TECHNIQUES

2.1. Volet Production Animale de la Composante Agricole du PMURR

La mise en oeuvre de ce volet est en voie de démarrage en sa phase pilote dans l'hinterland de Kinshasa, dans les provinces du Bas Congo et du Bandundu.

Les spéculations concernées sont notamment l'aviculture villageoise, les petits ruminants, la pisciculture familiale et la pêche artisanale.

La mise en oeuvre de ce programme à impact rapide et immédiat est destinée à augmenter la production en viande source importante de protéines animales.

Le programme prévoit d'assurer la santé animale à travers des opérations prophylactiques et des interventions essentielles en matière de diagnostic des maladies. Il prévoit aussi la réhabilitation du Laboratoire Vétérinaire de Kinshasa pour une enveloppe globale de 1 million de dollars américains.

Cette réhabilitation a pour objectifs :

- la mise à niveau de cette structure d'appui à la production animale sur l'échiquier international ;
- la maîtrise des connaissances de base en biologie moléculaire pour une caractérisation fiable des souches des microbes à utiliser dans la fabrication des vaccins ;
- la maîtrise en manipulation des cultures cellulaires ; et
- la formation des cadres et techniciens aux nouvelles techniques et méthodes de

laboratoire.

Au stade actuel, la sélection des bureaux soumissionnaires est au niveau des offres financières, tandis que le démarrage effectif du programme est prévu en juin 2005.

2.2. Mise en place du Réseau National d'Epidémio-Surveillance (RENES)

En relation avec la surveillance de 5 maladies prioritaires, à savoir la peste bovine, la péripneumonie contagieuse bovine, la fièvre aphteuse, la peste des petits ruminants et la peste porcine africaine, le Programme Panafricain de contrôle des épizooties (PACE) a mis en place le RENES.

Le travail de cette structure consiste à descendre sur le terrain en vue de procéder aux enquêtes épidémiologiques et d'établir des rapports y relatifs sur des fiches qui sont transmises pour exploitation à la Coordination Nationale.

En cas de suspicion de l'une des épizooties prioritaires, l'agent de terrain déclenche l'alerte en informant immédiatement la hiérarchie pour disposition utile. Ce fut le cas avec la suspicion de la peste des petits ruminants autour de la ville de Kikwit, de la mortalité des porcs à Matadi et dans l'Hinterland de Kinshasa où des prélèvements des échantillons ont été opérés en vue de confirmer ou d'infirmer le diagnostic clinique.

A cela s'ajoute le dossier de la Péri-Pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) en Ituri qui a occasionné une mission sur place financé par la Banque Mondiale pour faire l'état de lieux et proposer un programme de lutte en incluant également la question de la viabilité du vaccin fourni par la FAO pour faire face au charbon symptomatique.

Pour rappel, ce réseau fonctionne avec le financement de l'Union Européenne. La phase d'exécution de ce programme pendra fin en février 2007.

2.3. Projet d'appui au programme Régional d'aménagement intégré du Lac Tanganyika.

Le programme d'aménagement intégré du Lac Tanganyika a été formulé par les 4 pays riverains du Lac Tanganyika (Burundi, RDC, Tanzanie et Zambie) en vue d'initier le processus de réduction de la pauvreté des populations riveraines par la promotion des activités de la pêche et la protection de l'environnement.

Le coût global du projet est de 81,42 millions de dollars américains, Il sera financé par les bailleurs de fonds suivants :

- La Banque Africaine de Développement (BAD) ;
- L'Union Européenne ;
- Le Fonds Nordique pour le Développement ;
- Les Gouvernements bénéficiaires ;
- L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ;
- L'Agence Finlandaise de Développement ;
- La FAO ;
- Le secteur privé.

La BAD conditionne la mise en vigueur du projet à la signature de l'accord de prêt et sa ratification par les instances législatives compétentes.

2.4. Projet de recherche du réservoir animal de la maladie du sommeil.

Avec l'appui de l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers en Belgique, un programme conjoint de recherche est en cours d'exécution entre le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de la Santé.

Cette approche est d'actualité avec la présence de plus en plus menaçante des mouches tsé-tsé pour une Ville comme Kinshasa avec plus' de 5 millions d'habitants. Les recherches entreprises sur le terrain, particulièrement au niveau de l'Hinterland de Kinshasa ont reconnu la prévalence de la maladie du sommeil. Des pièges ont été installés par ci par là, le long de la rivière Ndjili, sur la route de Ndjili Brasserie pour réduire tant soit peu la pression des glossines.

D. AUTRES ACTIVITES

En plus des activités décrites ci-haut, réalisées par les services techniques du Ministère, il convient de mentionner certains faits qui se situent au niveau des responsables politiques du Ministère. Dans cet ordre d'idées, on retiendra :

- la mission effectuée par le Vice-Ministre à Nairobi au Kenya en octobre 2004 pour participer à la réunion des Ministres de l'Agriculture du COMESA et de l'ASARECA;
- la mission effectuée par le Ministre de l'Agriculture en octobre et décembre 2004 dans les Provinces Orientale et de l'Equateur pour la distribution du petit outillage agricole ;
- la mission effectuée par le Vice-Ministre dans la Province du Kasai Occidental en décembre 2004 pour la sensibilisation des opérateurs du secteur ;
- les missions effectuées par le Ministre successivement dans les Provinces du Katanga et du Bas-Congo en mars et avril 2005 pour se rendre compte de l'exécution sur terrain de la Composante Agricole du PMURR ;
- la mission effectuée par le Ministre en Afrique du Sud en avril 2005 dans le cadre de la Grande Commission Mixte RDC-Afrique du Sud qui a abouti entre autres à la signature d'un accord de coopération entre ces deux pays dans le domaine agricole.

Il y a lieu de rappeler également que, pendant cette période sous examen, le Ministère a consacré beaucoup de son temps pour améliorer les textes de projet des décrets portant réglementation semencière, phytosanitaire et zoo-sanitaire. Ces textes avaient été examinés et approuvés par l'ECOFIN, mais, au niveau du Conseil des Ministres, on a émis un certain nombre d'observations et proposé des amendements qui sont déjà intégrés dans les dernières montures actuellement remises au Secrétariat Général du Gouvernement.

Par ailleurs et de la même manière, le Ministère a préparé un projet de décret portant création d'un service de Quarantaine Animale et Végétale en vue de mieux canaliser Vers le Trésor Public les recettes provenant de la gestion de ladite quarantaine conformément à la Loi n° 041015 du 16 juillet 2004 portant la nomenclature des Actes générateurs des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations ainsi que leurs modalités de perception. Ce texte avait franchi l'étape de l'ECOFIN ; au niveau du Conseil des Ministres, il a été demandé qu'il puisse y avoir une concertation entre le Ministre de l'Agriculture et ses collègues de la Santé, de la Recherche Scientifique et de l'Environnement. Cette concertation a eu lieu et le texte se trouve de nouveau remis au Secrétariat Général du Gouvernement.

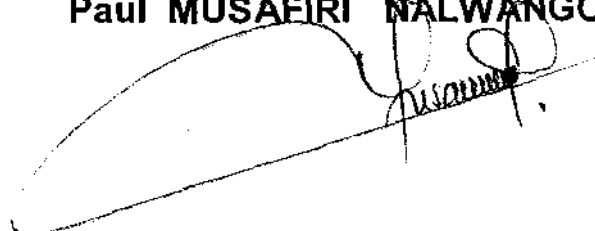
E. RECOMMENDATIONS

Les recommandations à prendre en compte pour permettre au Ministère de l'Agriculture d'accomplir sa tâche conformément aux objectifs fixés par le Gouvernement se présentent comme suit :

1. Allouer au Ministère de l'Agriculture \pm 10% du budget national conformément à la résolution prise par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine et par le COMESA ;
2. Faire des aménagements budgétaires pour permettre au Ministère de l'Agriculture de disposer de la totalité de son budget évalué à 8.137.174.931 FC
3. Assouplir et accélérer les procédures des appels d'offres et du Conseil des Adjudications pour permettre au Ministère de l'Agriculture de bien préparer les campagnes agricoles ;
4. Débloquer rapidement les allocations budgétaires pour permettre aux services du Ministère d'être en harmonie avec les exigences du calendrier agricole ;
5. Faciliter les missions; tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, dans aux autorités politiques et des cadres et autres experts du Ministère ;
6. Pour permettre à la RDC de continuer à bénéficier de l'assistance multiforme de la part des organisations internationales du secteur agricole, il est vivement indiqué que le Gouvernement paye régulièrement sa contribution financière due annuellement à chacune de ces organisations ;
7. Concernant le plan de mise en oeuvre de la restructuration du Ministère de l'Agriculture, il est recommandé de :
 - poursuivre et renforcer les contacts avec d'autres programmes et partenaires concernés parla restructuration du Ministère notamment : les Comités Interministériel et Technique de là Réforme de l'Administration Publique pour les aspects horizontaux, la Banque Mondiale, la Coopération Technique Belge, l'Union Européenne et le Gouvernement de l'Afrique du Sud en vue d'obtenir un appui adéquat à la préparation de la mise en oeuvre de la restructuration ;
 - organiser un atelier final national de restitution des travaux d& restructuration ;
 - mettre en place officiellement la Cellule Nationale de Restructuration en cohésion avec le Groupe Projet de la Fonction Publique et conformément aux recommandations des consultants internationaux de la FAO;
 - favoriser la collaboration avec les organisations syndicales qui seront utilisées comme des partenaires.

Fait à Kinshasa, le 13 MAI 2005

Paul MUSAFIRI NALWANGO

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over a horizontal line. The signature is cursive and appears to be the name 'Paul Musafiri Nalwango'.

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

**SYNTESE DU RAPPORT D'ACTIVITES
POUR LA PERIODE
DE JUILLET 2004 A CE JOUR**

INTRODUCTION

Le présent rapport concerne l'inter-campagne agricole 3004-3005 pour la période allant de juillet 2004 à avril 2005. Il comprend cinq parties, à savoir :

- le volet Appui Institutionnel le volet Production Végétale ;
- le volet Production Animale les autres activités et
- les recommandations.

REALISATIONS

Parmi les activités réalisées durant la période sous examen, nous avons retenu certaines réalisations importantes qui ont été exécutées ou qui sont en cours d'exécution ; il s'agit notamment de :

A. Pour le Volet Appui institutionnel :

- L'organisation des paysans en associations et le renforcement des capacités institutionnelles et techniques des organisations paysannes dans la Ville-Province de Kinshasa, les Provinces du Bas-Congo, du Bandundu, de deux Kasai et du Katanga ;
- Le relevé des prix à la consommation sur les marchés de Kinshasa ;
- La relance du programme Projet d'Urgence d'Autosuffisance Alimentaire (PUAA) sur l'ensemble de la République, sa source de financement étant clairement définie dans le cadre de PPTE ;
- L'exécution de la composante « Maîtrise de l'eau » dans le Pool Malebo à TSHUENGE et dans la vallée de la Loma à Mbanza-Ngungu, dans le cadre du Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) ;
- L'élaboration des termes de référence pour la mise en place des systèmes de financement du monde rural et les études des avantages comparatifs de différentes productions locales ;
- La Revue du Secteur Agricole et l'élaboration de la Note de Politique Agricole ;
- La finalisation des méthodologies des enquêtes-tests réalisées à Kinshasa, dans le Bas-Congo et le Bandundu et du rapport d'analyse des enquêtes-tests ;
- L'amélioration de la base des données et du site Web ;
- La finalisation du projet de la restructuration des services du Ministère de l'Agriculture.

B. Pour le Volet Production Végétale :

- La distribution des intrants agricoles dans la Ville-Province de Kinshasa, dans les Provinces du Bas-Congo, de l'Equateur, du Bandundu, de deux Kasai, du Katanga et de la Province Orientale ;
- L'encadrement des maraîchers et des producteurs de semences du riz dans le Pool Malebo ;
- Le Ministère a réalisé plusieurs activités dans le cadre de la coopération entre la RDC et la FAO sous forme des projets de développement et des opérations d'urgence. La plupart de ces projets ont été réalisés ou sont encore en exécution et concernent la multiplication des semences des cultures vivrières et boutures saines de manioc, la distribution du petit outillage aratoire, des intrants de pêche, etc. ;

- La signature d'un accord de principe pour le projet de l'installation d'une usine de montage des tracteurs et accessoires agricoles en RDC par la firme indienne International TRACTORS Ltd ;

C. Pour le Volet Production Animale :

- La réception et la distribution des intrants de pêche, des produits vétérinaires, des aliments pour poisson, des motos, des vélos, etc. dans le cadre de l'exécution du budget 2004 du PPTE;
- La mise en place le Réseau National d'Epidémio-Surveillance (RENES) pour procéder aux enquêtes épidémiologiques et établir des rapports y relatifs en collaboration avec le Programme Pan Africain de Contrôle des Epizooties (PACE);
- Avec l'appui de l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers en Belgique, il y a un programme conjoint de recherche de réservoir animal de la maladie du sommeil qui est en cours d'exécution entre le Ministère de l'Agriculture et celui de la Santé.

D. Autres activités :

Il s'agit des missions effectuées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays par le Ministre et le Vice-Ministre, de la finalisation des textes de projets des décrets portant réglementation semencière, phytosanitaire et zoo-sanitaire et du projet portant création d'un service de Quarantaine Animale et Végétale.

E. Recommandations :

Pour permettre au Ministère de l'Agriculture d'accomplir sa tâche conformément, il sied de :

1. Allouer au Ministère de l'Agriculture \pm 10% du budget national conformément à la résolution prise par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine et par le COMESA ;
2. Faire des aménagements budgétaires pour permettre au Ministère de l'Agriculture de disposer de la totalité de son budget évalué à 8.137.174.931 FC ;
3. Assouplir et accélérer les procédures des appels d'offres et du Conseil des Adjudications pour permettre au Ministère de l'Agriculture de bien préparer les campagnes agricoles ;
4. Débloquer rapidement les allocations budgétaires pour permettre aux services du Ministère d'être en harmonie avec les exigences du calendrier agricole ;
5. Faciliter les missions, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, dans aux autorités politiques et des cadres et autres experts du Ministère ;
6. Pour le Gouvernement, de payer régulièrement la contribution financière de la RDC due annuellement à chacune des organisations internationales du secteur agricole pour lui permettre de continuer à bénéficier de leur ;
7. Concernant le plan de mise en œuvre de la restructuration du Ministère de l'Agriculture, il est recommandé de :
 - poursuivre et renforcer les contacts avec d'autres programmes et partenaires concernés par la restructuration du Ministère notamment : les Comités Interministériel et Technique de la Réforme de l'Administration Publique pour les aspects horizontaux, la Banque Mondiale, la Coopération Technique Belge, l'Union Européenne et le Gouvernement de l'Afrique du Sud en vue

- d'obtenir un appui adéquat à la préparation de la mise en oeuvre de la restructuration ;
- organiser un atelier final national de restitution des travaux de restructuration ;
 - mettre en place officiellement la Cellule Nationale de Restructuration en cohésion avec le Groupe Projet de la Fonction Publique et conformément aux recommandations des consultants internationaux de la FAO ;
 - favoriser la collaboration avec les organisations syndicales qui seront utilisées comme des partenaires.

Fait à Kinshasa, le 13 May 2005

Paul MUSAFIRI NALWANGO

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over the printed name. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the bottom.



LE MINISTRE

NOTE A L'ECOFIN

Du : Ministre de l'agriculture

A : L'ECOFIN

Date : le 16 mai 2005

Objet : Statistiques de la production agricole en RDC

I. Evolution du Service National des Statistiques Agricoles (SNSA)

En République Démocratique du Congo, l'agriculture a une place très importante dans l'économie nationale. Elle est la principale source de revenu d'au moins 70 % de la population, et représente la base de l'alimentation de la population congolaise.

Le secteur agricole joue un rôle important dans le développement du pays, surtout quand on sait que les possibilités de développement de ce secteur et l'augmentation de la production agricole sont très importantes. Mais la planification du développement agricole se heurte au manque des données de base concernant les structures agricoles et la production.

Pour cette raison, en 1966, le Gouvernement a pris la décision de participer au programme de Recensement Mondial de l'Agriculture 1970, initié par l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), en effectuant le premier Recensement de l'Agriculture dans le pays. Ce recensement a porté sur près de 15.000 exploitations agricoles traditionnelles et sur l'ensemble des exploitations agricoles modernes (au total 886) et a permis d'avoir une idée claire de la situation agricole. Il a aussi fourni une base solide et nécessaire au développement de la statistique agricole en République Démocratique du Congo.

Le SNSA, Service spécialisé en charge de la collecte, le traitement, l'analyse, le stockage et la diffusion des données statistiques du secteur agricole et rural, tire ses origines de ce recensement exécuté sous forme de projet dans le cadre du service des statistiques agricoles de la Direction d'Etudes et Politiques agricoles.

La décennie suivante, le Gouvernement a souscrit au programme de Recensement Mondial de l'Agriculture 1980. Faute de financement nécessaire, ce programme s'est arrêté au niveau du pré-recensement agricole conduit dans les provinces du Bas-Congo et de Bandundu. Néanmoins, un Recensement de l'Agriculture de la ville de Kinshasa a été réalisé avec un appui financier du Gouvernement italien.

Pour la décennie 1990, le Gouvernement a initié deux enquêtes de structure (Enquête village et Enquête Exploitation agricole) avec l'appui du PNUD/FAO. Les résultats de ces enquêtes ont été assimilés à ceux du Recensement de l'Agriculture 1990. Ils ont fournis des nouveaux repères au développement de la statistique agricole et ont consacré la mise en place d'un système permanent de collecte des statistiques agricoles en République Démocratique du Congo sous la responsabilité du SNSA à travers ses coordinations provinciales.

Une liste de publications du Service National des Statistiques Agricoles est annexée à la présente.

II. Les statistiques de la production agricole

II.1. Introduction

A la faveur du système permanent de collecte des statistiques agricoles mis en place, le SNSA a développé des bureaux de coordination en province avec un réseau du personnel de collecte (superviseurs, contrôleurs et enquêteurs) rodé et équipé pour la collecte des données sur terrain.

Une Enquête Annuelle de Production Agricole (EAP) a permis une évaluation des récoltes des principales cultures vivrières et de la production animale de 1990 à 1996 avec l'appui financier du PNUD et technique de la FAO. La dernière enquête évaluation de la production agricole sur terrain est de la campagne agricole 1996/1997.

Les conditions sécuritaires sur le terrain et le retrait des appuis financiers et techniques des partenaires au développement à cause des événements politico-militaires survenus au pays depuis 1997 n'ont plus permis, jusqu'à ce jour, de réaliser cette opération.

Les tableaux de données statistiques joints à la présente couvrent deux périodes ; la période de 1990 à 1996 et celle de 1997 à ce jour.

II.2. Période de 1990 à 1996

Les données de cette période porte sur les principales cultures vivrières et les effectifs du cheptel et de la basse-cour. Elles ont été générées par l'Enquête Annuelle de Production Agricole, une enquête par sondage auprès des exploitations agricoles du secteur traditionnel. Les données issues de cette enquête étaient confrontées avec celles des sources secondaires en provinces à l'occasion des sessions d'harmonisation. Sessions à l'issue desquelles, ces données étaient validées dans le cadre de la Commission Nationale des Statistiques Agricoles.

L'objet des sessions d'harmonisation était de créer un consensus autour des données statistiques de production à mettre à la disposition du public ; lesquelles données étaient consolidées dans l'Annuaire des Statistiques Agricoles.

II.3. Période de 1997 à ce jour

En l'absence des opérations de collecte sur terrain, les données statistiques de production de cette période, sont des projections parfois corrigées dans le cadre d'un exercice commun avec la FAO pour les besoins de nos bases de données respectives. Les chiffres présentés ont juste une valeur indicative.

III. La situation actuelle

A la suite d'une requête du Gouvernement, la FAO venait de contribuer à la relance des statistiques agricoles à travers un projet d'appui à la mise en place d'un système de gestion de l'information agricole et à la réhabilitation du système de statistiques agricoles.

Ce projet de coopération technique exécuté par le Ministère de l'Agriculture à travers le SNSA de mai 2002 à décembre 2004 a permis de :

1. tester des méthodologies simples, peu coûteuses et appropriées à la situation actuelle du pays (évaluation des récoltes, suivi des marchés ruraux et urbains) ;
2. disposer d'un programme à court et moyen termes de développement des statistiques agricoles ;
3. disposer d'un système de gestion de l'information agricole (base de données, site Web). Les efforts dans ce sens devront aboutir au développement d'une

banque de données opérationnelle. Le site Web du SNSA contient toutes les statistiques disponibles (www.snsa.minagri.cd)

Une difficulté réelle, en ce moment, est d'étendre dans l'ensemble du territoire national et d'assurer la pérennité des acquis de ce projet par la recherche des financements nécessaires : Gouvernement (Budget d'investissement, PPTE, PUAA, etc.) et partenaires au développement.

Un budget annuel évalué à près de 450 000\$US (détails en annexe) devra permettre de produire un minimum d'informations statistiques agricoles nécessaires à la situation actuelle du pays (production, prix des produits agricoles, approvisionnement des centres urbains en produits vivriers locaux).

IV. Les perspectives

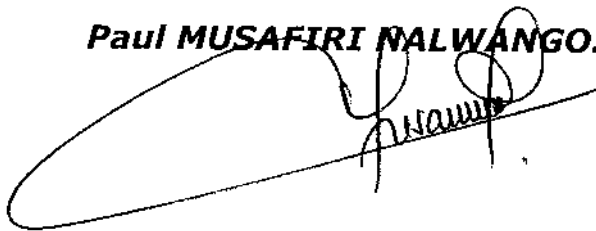
Pour assurer le développement des statistiques agricoles en RDC, à court et moyen termes, trois possibilités s'offrent :

1. le financement du Gouvernement à travers le budget d'investissement, le Programme d'Urgence d'Autosuffisance Alimentaire et le PPTE
2. la Banque Mondiale à travers le financement du volet statistique du Programme Multisectoriel d'Urgence, de Réhabilitation et Reconstruction (PMURR). Les fonds prévus seront disponibles par les biais du BCECO.
3. une requête à la FAO pour la participation de la RDC au programme de Recensement Mondial de l'Agriculture 2010 qui couvre la période de 2006 à 2015. Après toutes les situations de crises, le pays aura intérêt à participer à ce programme afin d'avoir une connaissance actuelle de la structure du secteur agricole et des nouveaux repères pour le développement du système de statistiques agricoles.

Une requête à la FAO serait une demande de financement d'un projet de coopération technique pour la réalisation d'une opération pilote et d'un pré recensement agricole ; lequel pré recensement devra déboucher sur opération en vraie grandeur dans l'ensemble du territoire national grâce aux financements à rechercher auprès des partenaires au développement (coopérations bi et multilatérales).

02 JUIN 2005

Paul MUSAFIRI NALWANGO.



Evolution de la production agricole en RDC

PRODUIT	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001e	2002	2003	2004
Mais	1.022.617	1,053.259	1.130.190	1.184.430	1.007.577	1.101.130	1.167.307	1.215.339	1.199.000	1.184.000	1,169.188	1.154.001	1,154.001	1.155.000
Riz paddy	393.900	403.300	429.810	426.170	365.818	347.947	322.099	362.657	350.000	337.800	326.025	314.000	314.001	315.000
Blé	6830	ND	ND	ND	10.818	10.225	5.919	10.443	9.900	9.385	8.897	8.000	8.000	8.001
Millet sorgho	35.301	36.396	37.530	38.690	94.431	97.027	31.670	32.525	33.403	34.305	35231	42001	42.001	42.001
Manioc	19.366.000	19.779.900	18.890.386	19,101.683	16.870.052	16.886.711	16.402.403	17.060.332	16.500,000	15,959.000	15.435.738	14.929.001	14.944.001	14.950.001
Patate douce	398.900	402.800	401.381	407.359	168.834	238.785	247.142	255.792	246.000	237.000	228.329	219.001	223.000	224.000
Pomme de terre	34010	ND	112.381	115.320	86.687	87465	88.250	88.252	89050	89.650	90.660	91.000	91001	92.000
Igname	287.300	288.500	289.540	294.300	88.737	90.315	91921	96.748	93.000	96.910	97.560	84.000	85.000	84.001
Taro	39.490	ND	ND	ND	67.739	69.623	71.559	58572	60.212	61.898	63.631	65.000	65.001	65.001
Haricots*	205.000	209.500	214.720	219.720	112.394	132.460	135.442	138.491	130.000	122.000	114.492	107.000	108.000	109.000
Niébé					41.549	42.264	43.623	45.026	46.473	47.8	49.510	51.000	52.000	53.001
Petit pois					953	994	1.037	1.081	1.127	1.175	1.226	1.000	1.000	1.000
Pois cajan					4.601	4.897	4.995	5.090	5.192	5.296	5.402	5.001	5.001	5.001
Voandzou	8.900	ND	ND	ND	7.558	7.829	8.025	8.193	8.365	8.541	8.720	8.001	9.000	9.000
Arachide	531.200	547.600	593450	598.230	402.284	387.515	399.728	412.346	396.000	382.000	368.495	355.000	359.001	363.001
soja	13.170	ND	ND	ND	10.681	11.919	7.382	9.161	10.205	11.368	12.664	14.000	14.000	14.001
Banane plantain	2.090.000	2.116.900	2.185.800	2.262.000	1.037.847	947.895	691.372	631.450	576.721	526.735	481.082	485.001	486.000	486.000
Banane douce	405.680	406.590	407480	408.380	320.799	316.959	317.659	318.361	315.000	312.000	312.690	313.000	313.001	313.000
Banane de bière	892.540	ND	ND	ND	355.830	401.576	453.203	511.468	577.223	651.431	735.180	709.001	720.000	713.000

Source SNSA

1990-1994 : Les données de haricot et de niébé sont rassemblées sous un même intitulé.
ND : Non disponible

Evolution de la production animale

		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Bovins	Effectifs (têtes)	1.380.660	1.380.930	1225.482	1,127.131	1.113,140	1.060.272	1.102.289	880.773	852.812	822.355	792.986
	Abattus (têtes)	122.999	124.689	128.789	118.704	100.183	95.424	99.206	92.745	89.801	86.594	83.502
	Viandes (tonnes)	19.315	19.631	20.244	18.506	15.773	15.024	15.619	14.459	14.000	13.500	13.018
Ovins	Effectifs (têtes)	962.180	1.001,800	1.014,323	1.031.590	1.018,609	969.184	964.194	953.850	939.275	924.924	910.793
	Abattus (têtes)	293.276	310.558	303.887	320.142	315.769	300.447	298.900	30.313	291.457	287.004	282.619
	Viandes (tonnes)	2.983	3.106	3.047	3.185	3.158	3.004	2.989	2.945	2.900	2.856	2.812
Caprins	Effectifs (têtes)	3.836.800	4.029,100	4.120.270	4.340,542	4,310.410	4.316,964	4.612.732	4.675,350	4.196.552	4.131.321	4.067.104
	Abattus (têtes)	1.496,352	1.571.349	1.619,491	1.711.125	1.681,060	1.683.616	1.798,966	1.823.386	1.663.793	1.637.930	1,612.500
	Viandes (tonnes)	17.358	18228	18.844	19.963	19500	19.530	20.868	21.151	19.300	19.000	18.705
Porcins	Effectifs (têtes)	1.070.280	1.124.100	1.141.588	1.151.693	1,084.141	1.117,483	1.119.712	1.153,507	1,100086	1.048.716	999.748
	Abattus (têtes)	620.762	651.978	635.529	642.063	628.802	648.140	649.433	650.726	620.590	591.610	563.991
	Viandes (tonnes)	27.376	28.752	28.342	28.652	27.730	28.583	28.640	28.697	27.368	26.090	24.872
Volaille	Effectifs (têtes)	23.209.000	25.568.000	25.502.850	26.681,809	22.930.603	24.976,174	22.236.490	23.219,000	22.303.000	21.559.000	20.552.000
	Abattus (têtes)	20.656.010	22.755.520	22.434.606	23.434.606	20.408,237	22.228.795	19.790,476	20.664.910	19.849.670	19.187,510	18.291.280
	Viandes (tonnes)	12.676	14.683	13.728	14.357	12.857	14.004	12.468	12.493	12.000	11.600	11.058
Gibier	Viande gibier	78.000	81.000	82.000	84000	86.000	88.000	90.000	91.000	90.500	90.000	89.505
	Total viande (t)	157.708	165.400	166.205	168.663	165.018	168.145	170.584	170.745	166.068	163.046	159.970

Source : SNSA

Production végétale par province: Arachide

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa	1.000	1.050	1.097	1.189	1.190	1.082	2.783	2.871	2.961	2.844	2.743	2.646	2.579	2.598	2.656
Bas Congo	17.000	18.200	20.090	21.772	20.683	18.921	13.621	14.050	14.494	13.919	13.427	12.952	12.478	12.819	12.859
Bandundu	132.800	138.420	144.654	156.766	152.897	149.657	125.178	129.123	133.199	127.919	123.397	119.029	114.673	115.960	117.910
Equateur	41.800	41.000	42.191	45.724	46 092	13 715	22 755	23 472	24 213	23 253	22 431	21.637	20.845	21.080	21.214
Province Orientale	90.200	93.856	97.063	105.190	109 037	39 366	22 755	23 472	24 213	23 253	24.431	23.566	22.703	22.960	23.215
Maniema	32.500	33.830	30.606	33.169	32837	18127	16374	16890	17423	16733	16141	15.576	15.106	15.275	15.443
Nord Kivu	11.000	11.440	11.954	12.955	13.059	6.707	7.561	7.79	8.045	7.727	7.453	7.189	6.976	7.034	7.082
Sud Kivu	12.200	12.680	13.250	14.359	14.475	16.648	16.944	17.478	18.030	17.351	16.703	16.122	15.530	15.905	15.879
Katanga	100.000	86.894	90.153	91.731	93.488	76.621	78.920	81.407	83.977	80.648	77.797	75.043	72.290	73.177	73.771
Kasaï Occidental	42.600	44.330	46.315	47.280	47.250	35.041	35.537	36.657	37.814	36.315	35.091	33.849	32.610	32.978	33.444
Kasaï Oriental	47.300	49.500	50.227	63.315	67.214	26.399	42.998	44.355	45.753	43.939	42.386	40.886	39.690	39.844	40.377

Source SNSA

Production végétale par province: Banane Douce

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa	4.050	4.060	n,d,	n,d,	n,d,	1.097	1.133	n,d,	n,d,	n,d,	1.216	1.219	1.222	1.224	1.222
Bas Congo	60.720	60.850	n,d,	n,d,	n,d,	87.886	82.171	n,d,	n,d,	n,d,	5.310	5.321	5.333	5.342	5.335
Bandundu	80.960	81.140	n,d,	n,d,	n,d,	14.204	20.197	n,d,	n,d,	n,d,	408	409	410	411	410
Equateur	76.910	77.080	n,d,	n,d,	n,d,	16.592	17.057	n,d,	n,d,	n,d,	14.710	14.743	14.775	14.799	14.780
Province Orientale	60.720	60.950	n,d,	n,d,	n,d,	69.576	53.592	n,d,	n,d,	n,d,	4.567	4.577	4.587	4.595	4.589
Maniema	9.710	9.730	n,d,	n,d,	n,d,	4.354	4.493	n,d,	n,d,	n,d,	383	384	385	386	385
Nord Kivu	51.810	51.590	n,d,	n,d,	n,d,	21.225	25.946	n,d,	n,d,	n,d,	30.376	30.443	30.510	30.559	30.519
Sud Kivu	19430	19470	n,d,	n,d,	n,d,	36.757	36.380	n,d,	n,d,	n,d,	43.458	43.554	43.650	43.720	43.663
Katanga	20240	20380	n,d,	n,d,	n,d,	14.159	14.711	n,d,	n,d,	n,d,	178.167	178.561	178.955	179.241	179.007
Kasaï Occidental	12 140	12 170	n,d,	n,d,	n,d,	24.568	30.291	n,d,	n,d,	n,d,	33.259	33.332	33.406	33.459	33.415
Kasaï Oriental	8100	8260	n,d,	n,d,	n,d,	30.381	31.525	n,d,	n,d,	n,d,	140	140	141	141	141

Source SNSA

Production végétale par province: Banane Plantain

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ	Ⓔ
Bas Congo	150000	149500	151418	156336	156220	47337	44246	32272	29 475	26920	24587	22455	22664	22703	22699
Bandundu	97000	96676	97917	101097	101025	34211	34211	24953	22 790	20815	19020	17370	17524	17554	17 551
Equateur	315000	313948	317975	328313	339770	94558	82709	60326	55 097	50322	45959	41 975	42 366	42 438	42 432
Province Orientale	625000	622913	630890	651382	674133	561100	427860	312071	285023	260320	237756	217147	219169	219543	219512
Nord Kivu	510000	508297	514916	531641	531558	191023	233516	170321	155559	142076	129761	21 724	21 996	22 033	22 030
Maniema	100000	99666	100947	104226	122244	33362	42941	31320	28606	26126	23861	118513	119617	119829	119804
Katanga	35000	34883	35330	36478	37752	17771	19702	14370	13125	11987	10947	9998	10099	10109	10107
Kasaï Occidental	45000	44850	45428	46904	48452	13379	20194	14729	13 452	12286	11221	10 248	10 344	10 362	10 369
Kasaï Oriental	40000	39867	40379	41691	43776	17561	18222	13291	12139	11087	10125	9 247	9 333	9 349	9348

Ⓔ: Inférieur à l'unité

Source SNSA

Production végétale par province: Haricot

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa	1000	860	890	890	910	94	154	157	161	151	142	137	129	130	131
Bas Congo	16000	13945	14820	15189	15545	14285	15077	15416	15763	14797	13886	13 029	12 227	12 335	12 443
Bandundu	6000	5120	5296	5428	5554	-	-	-	-	-	-	-		-	-
Equateur	ND	ND	ND	ND	ND	270	292	299	305	287	269	252	236	238	241
Province Orientale	25000	21293	22026	22575	23100	14714	18796	19219	19652	18447	17312	16 246	15 246	15 381	15 515
Maniema	ND	1417	1468	1505	108728	19	20	20	21	20	18	23	21	22	22
Nord Kivu	94000	108553	112230	106254	36254	54678	61309	62689	60170	60170	56468	52 986	49 723	50163	50 6035
Sud Kivu	40000	34070	34568	35429	3695	22990	29369	30030	28824	28824	27050	25 382	23 819	24 030	24 240
Katanga	4000	3406	3523	3611	3695	4340	6618	6767	6919	6495	6065	5713	5361	5409	5456
Kasaï Occidental	7 000	5 946	6150	6 240	6 385	8	10	10	10	10	9	12	11	11	11
Kasaï Oriental	8000	11690	8469	17599	18009	996	815	833	852	800	751	710	667	671	678

Source SNSA

ND : Non disponible

- : Nul

Production végétale par province: Igname

PROVINCE	Unité:Tonne														
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa	ND	ND	ND	ND	ND	69	72	75	77	74	66	64	62	63	62
Bas Congo	ND	35 826	35 976	36106	36 800	2100	2170	2209	2 325	2 235	2162	1 978	1 915	1 938	1 928
Bandundu	ND	48841	49045	49222	50030	828	855	870	916	880	852	779	754	763	759
Equateur	ND	60 334	60 585	60 803	61 804	61804	35107	35731	37 608	36151	34 985	32030	30996	31375	31206
Province Orientale	ND	31603	31735	31840	32363	4710	4819	4905	5 162	4 962	4 802	4 395	4 254	4 306	4 282
Maniema	ND	38325	38486	38634	39269	145	151	156	162	156	150	136	132	133	133
Nord Kivu	ND	9165	9 203	9 236	9 988	263	271	276	290	279	270	246	238	241	240
Sud Kivu	ND	14 365	14 425	14 524	14 763	10221	10419	-	-	-	-16884	-	-	-	-
Katanga	ND	17 238	17310	17245	17558	17734	17911	18229	19187	18443		16340	15 813	16 006	15 920
Kasaï Occidental	ND	17238	17310	17500	17 558	18144	18540	18870	19861	19091	18 443	16 913	16368	16568	16478
Kasaï Oriental	ND	14365	14425	14430	14537	15045	15572	15849	16681	19 861	19 091	14212	13 754	13 922	13 847

Production végétale par province: Mais

Unité:Tonne

PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa	10000	10200	10430	11192	11729	13636	12641	13401	13952	13765	13592	13422	13.254	13257	13260
Bas Congo	15000	16500	17300	18564	19455	13784	18416	19523	20326	20053	19802	19 554	19 309	19 313	19 317
Bandundu	171000	174420	178257	191277	200457	160592	175289	185824	193470	190869	188481	18612	183 79	183 839	183 874
Equateur	100000	106000	111000	119 106	124824	105763	131754	139 672	145 420	143464	141670	139898	138148	138174	138 200
Province Orientale	80 000	81 780	80 962	86876	91045	77622	93240	98844	102911	101527	100258	99 004	97 765	97 784	97 803
Maniema	45000	45940	42192	45274	47447	24741	31283	33163	34528	34063	33637	33216	32808	32814	32829
Nord Kivu	55000	56200	57500	52160	54663	30849	43001	45585	47461	46823	46237	45 659	45 088	45 097	45106
Sud Kivu	15000	15350	15770	16922	17734	12605	15096	16003	16662	16438	16232	16 02	15 828	15 831	15 834
Katanga	260000	253597	271617	291456	305444	226420	229816	243628	253652	250242	247112	244021	240968	241014	241 060
Kasaï Occidental	107000	109370	111 831	119 997	125756	145018	164279	174152	181 318	178880	176642	174432	172250	172283	172 316
Kasaï Oriental	150000	153260	156.400	177 364	185876	196547	186315	197 512	205 640	202675	200337	197832	195357	195394	195 431

Production végétale par province Manioc *

Unité:Tonne

PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Bas Congo	1600000	1674000	1800000	1458000	1602000	1396273	1389326	1349480	1403610	1357510	1313000	126998	1310613	1229564	1230 043
Bandundu	4000000	4167160	4376000	4554681	4153078	4207625	3824920	3715222	3864246	3737328	3618789	3500128	3612097	3388724	3390045
Equateur	2000000	2250000	2300000	2448570	2552962	1720358	1875329	1821545	189610	1832383	1772303	1714189	1769125	1659722	1660 369
Province Orientale	2700000	2805310	2600000	2605000	2640000	2664731	2826336	2745277	2855395	2761612	2681065	2593152	2676106	2510615	2511594
Maniema	952600	969750	961174	1157251	1067757	757190	806881	783740	815177	788403	762556	737 552	761 146	714 076	714 354
Nord Kivu	622000	419100	415747	27350	390887	362901	355287	345097	358940	347151	335768	324 755	335156	314 455	314 677
Sud Kivu	706 000	735 150	765 144	845974	882 154	827 596	774 082	751881	782 041	756 355	731 576	707 588	730 228	685 070	685 364
Katanga	3 405000	3 544330	3 690730	2 759360	2 921553	2 250 769	2 274402	2209173	2 297 786	2 222317	2 149452	2078971	2145477	2012800	2013584
Kasaï Occ	1200000	1249960	1300948	1350600	1400252	1284031	1299826	1262547	1313190	1270060	1228717	1188427	1226444	1150600	1151048
Kasaï Orient	1 516000	1 537580	1552 950	1 417000	1446 000	1381661	1445168	1403721	1460 027	1412 073	1365 774	1320 990	1363 248	1278944	14950520

Production végétale par province: Mil/Millet

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa		2753	2779	2773	2810	872	918	950	983	946	320	329	338	340	343
Bas Congo	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bandundu						39496	40682				14280	14663	15046	15168	15270
Equateur	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Province Orientale				1435	1448	2051	2061				733	745	7778	118	783
Maniema						39	42				19	15	18	19	20
Nord Kivu						3665	3782				1327	13363	1399	1409	1430
Sud Kivu						35667	36358				12471	13093	13425	13525	13625
Katanga				1475	1490	1180	1637				574	590	605	610	614
Kasaï Occidental				4125	4654	4794	4890	7840	8115	7804	1726	1772	1818	1822	1835
Kasaï Oriental				7437	7575	7575	7575	8398	8692	8359	2590	2660	2729	2749	2770

Source : SNSA

- : Nul

Production végétale par province : Patate douce

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa	11310	2753	2779	2773	12810	872	918	950	983	946	910	877	845	857	862
Bas Congo	7 540	11 967	12 084	12 056	12 221	3 935	4 065	4 207	4 355	4 188	4 035	3887	3745	3800	3 822
Bandundu	67860	71802	72504	72337	73325	303	314	325	336	323	312	301	290	294	296
Equateur	45240	47868	48336	36526	37472	10253	11260	11654	12062	11600	11176	10767	10373	10 525	10 584
Province Orientale	71630	75792	76532	76 355	77398	3418	3497	3619	3746	3603	3471	3344	3221	3 268	3 286
Maniema	2 600	7 978	8 056	8 037	8147	286	295	305	316	304	293	282	272	276	278
Nord Kivu	71120	7523	75968	87491	88239	22528	23249	24063	24905	23951	23075	22231	21418	21730	21 853
Sud Kivu	13 010	13 762	13 897	13 865	14 054	33 052	33 263	34 427	35 632	34 268	33 014	31806	30643	31 090	31 265
Katanga	33930	35900	36252	36168	36662	69838	136359	141131	146071	140479	135340	130388	125620	127453	128172
Kasaï Occidental	26 390	27129	28196	28137	28 592	24 244	25 456	26 347	27 269	26 225	25 266	24342	23452	23 795	23 929
Kasaï Oriental	26 390	27 92	28196	28125	28 509	105	109	113	117	112	108	105	101	102	103

Source : SNSA

Production végétale par province Pomme de terre

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Bas Congo				543	556	-	-	-	-	-	430	434	438	440	442
Bandundu	6990	7140	ND	308	315	240	252				247	249	252	253	254
Equateur	1660	1700	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Province Orientale	3990	4080	ND	4300	4500	1723	1763				3489	3 520	3552	3568	3584
Maniema	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nord Kivu	12530	12800	ND	87818	89680	47576	49098				69538	70164	70799	71116	71434
Sud Kivu	800	820	ND	18585	19427	18070	16713				15063	15199	15337	15405	15474
Katanga	990	1010	ND	990	1010	18733	19372				783	790	797	800	804
Kasaï Occidental	1000	1020	ND	145	148	155	158				114	115	116	117	117
Kasaï Oriental	1000	1020	ND	235	240	190	109				186	189	189	191	191

Source : SNSA

- : Nul

Production végétale par province Riz paddy

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa	6 000	6 090	6 235	6 200	6 700	7 014	2 358	2183	2 458	2 372	2 289	2209	2130	2132	2134
Bas Congo	20 000	20 363	20 848	20 640	20 850	12127	19 233	17 804	20 046	19 346	18 672	18 021	17380	17399	17418
Bandundu	35000	35 301	36145	37 604	38 356	24 788	24 749	22 910	25 795	24 895	24 027	23189	22364	22389	22414
Equateur	50 000	49 478	50 659	52 556	53 607	23 661	23 026	21 315	23 999	23 162	22 355	21576	20810	20833	20856
Province Orientale	110000	111515	114177	117 500	117800	135370	119298	110 436	124 342	120002	115 819	111 782	107806	107926	108 046
Maniema	80 000	78 608	80 484	92 261	86105	48 817	48170	44 592	50 206	48 454	46 765	45 135	43 530	43 578	43 626
Nord Kivu	7 300	7 394	7 570	7690	7 638	17 304	12 667	11 726	13 203	12 742	12 298	11 869	11 447	11 460	11 473
Sud Kivu	25 000	25 338	25 943	32 971	32 981	30 669	26 399	26 289	29 600	28 567	27 571	26 610	25 663	25 692	25 721
Katanga	5000	5035	5156	5104	5114	7180	12616	11679	13149	12690	12248	11 821	11 401	11 414	11 427
Kasaï Occidental	9 000	9106	9 322	9 400	8 836	10 906	15 933	14 749	16 607	16 027	15 468	141929	14398	14 414	14 430
Kasaï Oriental	45000	45672	46762	47884	48123	52456	41498	38415	43252	41743	40288	38 884	37 501	37 543	315130

Source : SNSA

Production végétale par province: Taro

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa											46	47	48	49	49
Bas Congo											1 406	1 446	1 486	1 489	1 492
Bandundu											554	569	585	587	588
Equateur											22 763	23399	24054	24105	247 157
Province Orientale											3 124	3213	3301	3308	3315
Maniema											97	100	103	103	104
Nord Kivu											175	180	185	186	186
Sud Kivu											-	-	-	-	
Katanga											11613	11 937	12 272	12 298	12 324
Kasaï Occidental											12020	12 356	12 702	12 729	12 756
Kasaï Oriental											101023	10 383	10 674	10 696	10 719

Source : SNSA

Production végétale par province : Niébé

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa											790	815	841	862	883
Bas Congo											3398	3507	3620	3709	3801
Bandundu												4402	4544	4656	4771
Equateur												4 062	4192	4 296	4 401
Province Orientale											46	48	49	50	52
Maniema											319	329	340	348	357
Nord Kivu											-	-	-	-	-
Sud Kivu											3	3	3	3	3
Katanga											510	527	543	557	570
Kasaï Occidental											16 991	17 535	18 099	18 545	19 002
Kasaï Oriental											1 7 713	18 282	18 869	19 334	19 810

Source : SNSA

Production végétale par province : Soja

Unité:Tonne															
PROVINCE	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Kinshasa											-	75	83	84	87
Bas Congo											67	3050	3399	3433	3524
Bandundu											2739	1 504	1676	1693	1 738
Equateur											1 351	254	283	286	294
Province Orientale											228				
Maniema											-	374	416	421	432
Nord Kivu											335 1 023	1 139	1 270	1 282	1 317
Sud Kivu												5020	5595	5651 ₁	5801
Katanga											4 509	231	257	260	267
Kasaï Occidental											207	1 009	1 125	1 136	1 167
Kasaï Oriental											906	75	83	84	87

Source : SNSA

**BUDGET ENQUETE SUIVI ET EVALUATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE
ET DES MARCHES RURAUX**

Phase 1 : Préparation	Effectif ou Quantité		Durée		Coût Unitaire	Total
	Nbre	Unité	Nbre	Unité	\$US	\$US
Poste de dépenses						
Conception, Elaboration support s techniques						
Techniciens	3	Pers	2	mois	700	4.200
Informaticiens	2	Pers	2	Mois	700	2.800
Bureautique	3	Pers	1	Mois	150	450
Coordination technique	1	Pers	2	Mois	1000	2.000
TOTAL 1						9.450
Fourniture, Impression et Communication						
Fourniture et consommables de bureau	1	Forfait			1500	1.500
Impression support d'enquêtes (QEX6000+FMB=36000+FC=36000+ML=300+PR=13000)	1	Forfait			12000	12.000
Téléphone	2	Pers	24	Mois	150	7.200
Interne	1	Lot	24	Mois	360	8.640
TOTAL 2						29.340
Formation des formateurs						
Transports et collation des participants du bureau Central	10	Pers	10	Jours	25	2.500
Transport et collation des formateurs	2	Pers	6	Jours	35	420
Location salle	1	Pers	6	Jours	30	180
TOTAL 3						3.100
Equipement technique d'enquête						
Pesons 50 Kg (Marques SPRING-DIAL HOIST SCALE)	100	Pièces	1	1	35	3.500
Ruban métrique en polyamide	100	Pièces	1	1	25	2.500
Boussoles	100	Pièces	1	1	120	12.000
GPS	25	Pièces	1	1	600	15.000
Calculatrice scient que	30	Pièces	1	1	100	3.000
TOTAL 4						36.000
Matériel roulant						
Véhicule type Peek up Land cruiser et accessoires	1	Pièces			30000	30.000
Motos tout terrain	20	Pièces			2500	50.000
TOTAL 5						80.000
Matériel, équipement informatique						
Ordinateurs	5	Pièces			2500	12.500
Onduleur de 1 KVA	5	Pièces			500	2.500
Rétroprojecteur	1	Pièces			2000	2.000
Imprimante laser noir blanc	1	Pièces			1500	1.500
Scanner	1	Pièces			200	500
Mémoire Flash USB	5	Pièces			1,5	1.000
CD-Rom	100	Pièces			2,0	150
CD-R/W	100	Pièces			10,0	200
Disquettes	25	Pièces	3	an	3000	750
Divers	1	Pièces	1			3.000
TOTAL 5						24.100
Matériel de terrain						
Imperméables	130	Pièces			12	1.560
Sac à dos	120	Pièces			14	1.680
Rouleaux de fil 50 m	100	Pièces			6	600
Machettes	65	Pièces			5	475
Bottes	130	Pièces			15	1950
TOTAL 7						6265
TOTAL Phase préparatoire						188.255

Phase 2 : Mise en Oeuvre Suivi et Evaluation de récolte	Effectif ou Quantité		Durée		Coût Unitaire	Total
Poste de dépenses	Nbre		Nbre	Unité	\$US	\$US
Formation personnelle collecte						
1. PROVINCE DE BANDUNDU						
1.1. Centre de Bandundu						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion	1		260	260
**Per diem du Formateur	1	pers	15	Jours	100	1.500
**Transport Participants	5	pers			60	300
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	5	pers	6	jours	10	300
"Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL BANDUNDU						2.610
1.2. Centre de Kikwit						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion	1		230	230
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	9	pers			60	540
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	9	pers	6	jours	10	540
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL KILWIT						3.060
2. PROVINCE DU BAS CONGO						
2.1. Centre de Matadi						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion	1		230	230
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	9	pers			60	540
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	9	pers	6	jours	10	540
"Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL MATADI						3.060
2.2. Centre de Mbanza-Ngungu						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			100	100
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	5	pers			60	300
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	5	pers	6	jours	10	300
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL MBANZA-NGUNGU						2.450
3. PROVINCE DE L'EQUETEUR						
3.1. Centre de Mbandaka						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			200	200
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1500
**Transport Participants	3	pers			60	180
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	3	pers	6	jours	10	180
"Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL MBANDAKA						2.310
3.2. Centre de Gemena						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			300	300
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	7	pers			60	420
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	7	pers	6	jours	10	420
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL GEMENA						2.890
4. PROVINCE ORIENTALE						
3.1. Centre de Kisangani						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			500	500
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	150	2.250
**Transport Participants	7	pers			60	420
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	7	pers	6	jours	10	420
"Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL KISANGANI						3.840

4.2. Centre de Bunia						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			680	680
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	5	pers			60	300
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	5	pers	6	jours	10	300
**Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL BUNIA						3.030
4.3. Centre d'Isiro						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			680	680
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1500
**Transport Participants	4	pers			60	240
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	4	pers	6	jours	10	240
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL ISIRO						2.910
5. PROVINCE DU MANIEMA						
5.1. Centre de Kindu						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			520	520
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	5	pers			60	300
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	5	pers	6	jours	10	300
**Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL KINDU						2.870
6. PROVINCE DU NORD KIVU						
6.1. Centre de Goma						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			500	500
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	150	2.250
**Transport Participants	6	pers			60	360
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	6	pers	6	jours	10	360
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL GOMA						3.720
7. PROVINCE DU SUD KIVU						
7.1. Centre de Bukavu						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			540	540
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	150	2.250
**Transport Participants	8	pers			60	480
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	8	pers	6	jours	10	480
**Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL BUKAVU						4.000
8. PROVINCE DU KATANGA						
8.1. Centre de Lubumbashi						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			400	400
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	150	2250
**Transport Participants	7	pers			60	420
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	7	pers	6	jours	10	420
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL LUBUMBASHI						3.740
8.2. Centre de Kalemie						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			800	800
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	4	pers			60	240
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	4	pers	6	jours	10	240
**Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL KALEMIE						3.030

9. PROVINCE DU KASAÏ OCCIDENTAL						
9.1. Centre de Kananga						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			240	240
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	4	pers			60	240
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	4	pers	6	jours	10	240
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL KANANGA						2.470
9.2. Centre de Mweka						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			300	300
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	3	pers			60	180
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	3	pers	6	jours	10	180
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL MWEKA						2.410
10. PROVINCE DU KASAÏ ORIENTAL						
10.1. Centre de Mbuji-Mayi						
**Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			240	240
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	150	2.250
**Transport Participants	5	pers			60	300
**Excédent bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
**Per diem Participants	5	pers	6	jours	10	300
**Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL MBUJI-MAYI						3.340
8.1. Centre de Lodja						
** Billet d'avion du Formateur	1	billet avion			200	200
** Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	100	1.500
**Transport Participants	5	pers			60	300
** Excédent/bagage (supports techniques)	1	pers			100	100
** Per diem Participants	5	pers	6	jours	10	300
** Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL LODJA						2.550
11. PROVINCE DE KINSHASA						
**Per diem du Formateur	1	pers	15	jours	30	450
**Transport Participants	6	pers	6		5	180
** Per diem de Participants	6	pers	6	jours	10	360
**Location salle	1	salle	6	jours	25	150
S/TOTAL KINSHASA						1.140
TOTAL PHASE 2.1.						55.430

Phase 2 : Mise en Oeuvre Suivi et Evaluation de récolte	Effectif ou Quantité		Durée		Coût Unitaire	Total
Poste de dépenses	Nbre		Nbre	Unité	\$US	\$US
Réalisation Enquête						
1. PROVINCE DE BANDUNDU						
1.1. Centre de Bandundu						
**Enquêteurs	4	pers	12	mois	30	1.440
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL BANDUNDU						1.920
1.2. Centre de Kikwit						
**Enquêteurs	8	pers	12	mois	30	2.880
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL KIKWIT						3.360
2. PROVINCE DU BAS-CONGO						
2.1. Centre de Matadi						
**Enquêteurs	4	pers	12	mois	30	1.440
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL MATADI						1.920
2.2. Centre de Mbanza-Ngungu						
**Enquêteurs	5	pers	12	mois	30	1.800
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL MBANZA-NGUNGU						2.280
3. PROVINCE DE L'EQUATEUR						
3.1. Centre de Mbandaka						
**Enquêteurs	2	pers	12	mois	30	720
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL MBANDAKA						1.200
3.2. Centre de Gemena						
**Enquêteurs	6	pers	12	mois	30	2.160
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL GEMENA						2.640
4. PROVINCE ORIENTALE						
4.1. Centre de Kisangani						
**Enquêteurs	6	pers	12	mois	30	1.440
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL KISANGANI						2.640
4.2. Centre de Bunia						
**Enquêteurs	4	pers	12	mois	30	1.080
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL BUNIA						1.920
4.3. Centre de d'Isiro						
**Enquêteurs	3	pers	12	mois	30	1.080
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL ISIRO						1.560
5. PROVINCE DE MANIEMA						
5.1. Centre de Kindu						
**Enquêteurs	4	pers	12	mois	30	1.440
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL KINDU						1.920
6. PROVINCE DU NORD-KIVU						
6.1. Centre de Goma						
**Enquêteurs	5	pers	12	mois	30	1.800
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL GOMA						2.280
7. PROVINCE DU SUD-KIVU						
7.1. Centre de Bukavu						
**Enquêteurs	7	pers	12	mois	30	2.520
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL BUKAVU						3.000
8. PROVINCE DU KATANGA						
8.1. Centre de Lubumbashi						
**Enquêteurs	6	pers	12	mois	30	2.160
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL LUBUMBASHI						2.640

8.2. Centre de Kalemie						
**Enquêteurs	3	pers	12	mois	30	1.080
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
9. PROVINCE DU KASAÏ-OCIDENTAL						1.560
9.1. Centre de Kananga						
**Enquêteurs	3	pers	12	mois	30	1.080
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL KANANGA						1.560
9.2. Centre de Mweka						
**Enquêteurs	2	pers	12	mois	30	720
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL MWEKA						1.200
10. PROVINCE DU KASAÏ-ORIENTALE						
10.1. Centre de Mbuji-Mayi						
**Enquêteurs	4	pers	12	mois	30	1.440
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL MBUJI-MAYI						1.920
10.2. Centre de Lodja						
**Enquêteurs	4	pers	12	mois	30	1.440
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL LODJA						1.920
11. PROVINCE DE KINSHASA						
**Enquêteurs	5	pers	12	mois	30	1.800
**Contrôleur	1	pers	12	mois	40	480
S/TOTAL KINSHASA						2.280
TOTAL PHASE 2.2						39.720

TOTAL PHASE 2.1. + PHASE 2.2.						95.150
TOTAL PHASE 1 + PHASE 2						283.405
Provision pour inflation (5%)						14.170
TOTAL GENEL						297.575

Phase 3 : Supervision Technique, saisie et traitement des données	Effectif ou Quantité		Durée		Coût Unitaire	Total
	Nbre	Unité	Nbre	Unité	\$US	\$US
1. SUPERVISION TECHNIQUE						
** Billet avion pour les 10 provinces de l'intérieur	1	pers				5.910
** Perdiem Coordonnateur	1	pers	60	jours	100	6.000
S/TOTAL SUP. TECHNIQUE						11.910
2. SAISIE ET TRAITEMENT DES DONNES						
**Apurement	5	pers	6	mois	100	3.000
**Opérateurs de saisie	5	pers	6	mois	100	3.000
** Chef d'équipe	1	pers	6	mois	150	900
S/TOTAL SAISIE ET TRAITEMENT						6.900
TOTAL PHASE						18.810

SYNTHESE

TOTAL PHASE 1						188.255
TOTAL PHASE 2						95.150
TOTAL PHASE 3						18.810
Provision pour inflation (5%)						15.111
TOTAL GENERAL						317.326

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
SECRETARIAT GENERAL DE L'AGRICULTURE



LE COORDONNATEUR NATIONAL

Publications du Service National des Statistiques Agricoles

N°	Intitulé	Source de financement	Périodicité de publication	Situation actuelle			Contenu
				Disparue	En projet	A relance	
1.	Statistiques Agricoles Harmonisées des principales cultures vivrières et de l'élevage (année : 1991 et 1992 ; 1993 et 1994)	PNUD/FAO	Annuelle			X	Données (productions vivrières et animales) du SNSA confrontées avec celles d'autres sources. L'arbitrage des données en provinces se fait à travers des mécanismes mis en place dans le cadre de la Commission nationale des statistiques agricoles.
2.	ANNUAIRE DES TATISTIQUES AGRICOLES 1979-1985 ; 1985-1995 ; 1995 ;	GOUVERNEMENT PNUD/FAO	Annuelle				D'une manière générale, l'Annuaire des statistiques agricoles est une consolidation des données de l'Enquête Annuelle de Production (production vivrières et animales), des statistiques des productions agro-industrielles, des données sur les importations et les exportations des produits agricoles et alimentaires, des machines agricoles et d'autres données.
3	L'AGRICULTURE CONGOLAISE EN QUELQUES CHIFFRES	PNUD/FAO	ANNUELLE			X	Résumé de l'Annuaire <ul style="list-style-type: none"> - Données sur les productions vivrières et animales - Données sur les productions agro-industrielles - Statistique du commerce extérieur
4	ENQUETTE SUR LES CONDITIONS DE VIE ET DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DES MENAGES EN MILIEU RURAL	PNUD/FAO	PONCTUELLE				Indicateur socio-économiques mesurant les conditions de vie et la situation en milieu rural
5	ENQUETE EXPLOITATION AGRICOLE 1998-1989	PNUD/FAO	PONCTUELLE				Données de structures de l'agriculture congolaise

6.	ENQUETE SUR LES SOUS-LOCALITES DU BAS-CONGO 1975	GOUVERNEMENT	PONCTUELLE				Fichier des villages
7.	RECENSEMENT DE L'AGRICULTURE 1970	GOUVERNEMENT RDC-PNUD/FAO	DECENNALE		X	X	
8.	ENQUETE VILLAGE SYNTHESE DES RESULTATS 1986-1989	GOUVERNEMENT RDC - PNUD/FAO	PONCTUELLE				Données de structure de l'agriculture congolaise.
9.	BULLETIN NATIONAL D'INFORMATION ET D'ALERTE RAPIDE SUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	PNUD/FAO	BI-MENSUELLE			x	Suivi de la campagne agricole : . Faits saillants . Données climatologiques Suivi des marchés ruraux et urbains Situation alimentaire, nutritionnelle sanitaire.
10.	ENQUETE SUR LA VULGARISATION	PNUD/FAO	PONCTUELLE				Données sur l'évaluation de l'impact de l'action du Projet d'appui au Service National de Vulgarisation-
11.	ENQUETE RIZ	PNUD/FAO	PONCTUELLE				Données sur l'impact de l'action du Projet d'appui au Programme National Riz
12.	ENQUETE SUR L'ECONOMIE DES MENAGES RURAUX	PNUD/FAO Banque Mondiale/ PASS	PONCTUELLE			x	Caractéristiques socio- économiques des ménages Revenus et dépenses monétaires des ménages-
13.	EVOLUTION DE L'INDICE DE PRIX A LA CONSOMMATION DES PRODUITS DE BASE DE JANVIER A DECEMBRE 1996	PNUD/FAO	ANNUELLE			x	Indices de prix par produit Représentations graphiques
14.	EVOLUTION DE L'INDICE DE PRIX A LA CONSOMMATION DES PRODUITS AGRICOLES	GOUVERNEMENT	ANNUELLE			x	Prix moyens des produits agricoles et alimentaires Indices de prix par produit Indices de prix par groupe de produits (non publié par faute des moyens).
15.	ENQUETE AUPRES DES MENAGES (ETUDE DE CAS : ZAIRE)	FAO	PONCTUELLE			x	Description des organismes qui collectent les données statistiques par des enquêtes.
16.	ENQUETE EVALUATION DES RECOLTES CAMPAGNES AGRICOLES 2002/2003 ET 2003/2004	FAO	ANNUELLE			x	Données sur les productions vivrières au Bas -Congo et au Bandundu.
17.	EVALUATION ET PROJECTION DES POTENTIALITES AGRICOLES DU ZAIRE DE 1970-1990 (SECTEUR TRADITIONNEL)	GOUVERNEMENT	PONCTUELLE			x	Projection des potentialités agricoles en RDC dans le secteur agricole traditionnel de 1970 à 1990.

18.	LES ENQUETES DE KINSHASA 1- ENQUETE « APPROVISIONNEMENT DES CENTRES URBAINS EN PRODUITS VIVRIERS LOCAUX»	FAO	MENSUELLE			X	Test des méthodologies simples, peu coûteuses et appropriées à la situation actuelle de la RDC. Approvisionnement de la Ville de Kinshasa de mai à décembre 2003.
19.	LES ENQUETES DE KINSHASA 2- ENQUETE «PRIX DE GROS»;	FAO	MENSUELLE		X	X	Prix de gros à Kinshasa de juin à décembre 2003.
20.	LES ENQUETES DE KINSHASA	FAO	MENSUELLE			X	Prix de gros à Kinshasa de juin à décembre 2003.
21.	ENQUETES PRIX AU PRODUCTEUR BAS-CONGO ET BANDUNDU. ANNEES 2002 ET 2003.	FAO	MENSUELLE			x	Prix perçu par les producteurs pour leurs produits de l'agriculture et de l'élevage (de mai à décembre 2003) – enquête pilote.

Public cible : Décideurs politiques, Opérateurs économiques, Chercheurs, etc.

Problèmes : L'absence du financement de l'Etat (budget d'investissement, frais de fonctionnement, etc.) ne permet pas de disposer des moyens de produire l'information statistique d'une manière régulière- Jusque là, le Service n'a donné des résultats que quand il y a eu un financement extérieur par le biais d'un projet. Pourtant avec le financement de l'Etat, certaines publications du Service pouvaient avoir, un prix de cession et constituer ainsi une source d'autofinancement.

Fait à Kinshasa, le 20 mai 2005

Robert NGONDE NSAKALA

BANQUE CENTRALE DU CONGO

**BANQUE CENTRALE DU CONGO
LE GOUVERNEUR**

RAPPORT D'ACTIVITES DE JUILLET 2003 AU 31 MAI 2005

En perspective de la réunion du Conseil des Ministres consacrée au bilan de l'action du Gouvernement de juillet 2003 à ce jour, la Banque Centrale présente ci-après ses réalisations au cours de cette période **en rapport avec ses missions dont la première est d'assurer la stabilité des prix.**

I. RESULTATS OBTENUS

L'accomplissement des diverses missions dévolues à la Banque Centrale pendant la période sous revue a conduit aux résultats ci-après :

A. Sur le plan macroéconomique

Objectif :

- stabilité du cadre macroéconomique pour favoriser la croissance.
1. La réunification de l'espace monétaire et des taux de change sur toute l'étendue de la RDC, consacrant le slogan du CDF: une monnaie unique pour un peuple uni.
 2. La stabilité relative du cadre macroéconomique attestée par :
 - un taux d'inflation de 4,4 % à fin 2003, de 9,2 % en 2004 et de 18,9 % au 31 mai 2005- L'évolution de l'indice des prix à la consommation a été influencée par le déficit du Trésor et de la BCC, et les réajustements à la hausse des prix des produits pétroliers.
 - une appréciation de 2,6 % du taux de change en 2003 contre une dépréciation de 13,72 % en 2004 et une dépréciation de 11,56 % au 31 mai 2005. Une relative stabilité du taux de change a été observée depuis le 14 avril 2005 autour de 513 CDF le dollar grâce à l'application des mesures d'ordre budgétaire et monétaire mises en place depuis février 2005. Depuis le 23 mai, le taux s'est infléchi et se situe à 502 CDF le dollar au 31 mai 2005.
 3. La consolidation de la relance économique avec un taux de croissance de 5,7 % en 2003 et 6,8 % en 2004. Les prévisions pour 2005 situent le taux de croissance à 6,6 %.
 4. La modification du taux directeur en fonction de l'évolution du taux d'inflation avec comme objectif permanent un taux d'intérêt réel positif. Le taux directeur a été modifié 3 fois en 2003, 4 fois en 2004 et 5 fois en 2005. Au 31 mai 2005, il se situe à 65 % alors que le taux d'inflation annualisé est à 53,6 %. Les différentes modifications du taux directeur ont influé sur les autres taux d'intérêt au sein de l'économie.
 5. La préférence de la devise par le public attestée par la structure de la masse monétaire dont la part de la circulation fiduciaire en monnaies étrangères en banque est passée de 47,04 % à fin décembre 2004 à 56,63 % au 31 mars 2005.
 6. La conclusion globalement satisfaisante des 3^{ème} et 4^{ème} Revues du PEG, ce qui a permis le passage du dossier de la RDC au Conseil d'Administration du FMI et la poursuite des négociations pour la conclusion de la 5^{ème} Revue qui s'annonce également satisfaisante bien qu'il reste quelques préalables à satisfaire.

B. Sur le plan de l'assainissement du système financier

Objectifs :

- environnement financier sain ;

- intermédiation bancaire dans le financement de l'économie sur l'ensemble du pays;
 - intégration des banques de proximité (/MF, Coopecs) ;
 - intégration des messageries, bureaux de change, assurances et Pif dans le système financier.
1. Les audits organisationnels et financiers auprès de toutes les banques par des cabinets de renommée internationale Price Waterhouse Coopers et Ernst & Young (mai à septembre 2003).
 2. La transmission des plans de restructuration des banques à la BCC fin janvier 2004 et l'acceptation par l'Institut d'Emission de ceux intégrant les conclusions et recommandations des audits (31 mars 2004)
 3. La mise en liquidation de deux banques additionnelles, ce qui porte le nombre des banques insolubles en liquidation à neuf (BANCOR, ATB, BANCOC, BCD, NBK, COBAC, FIRST BANKING CORPORATION, BCA et BCCE).
 4. Les banques en restructuration ont pu, dans l'ensemble, se redresser en retrouvant l'équilibre financier et en consolidant leur viabilité. Seule l'Union de Banques Congolaise, U.B.C. en sigle, manifeste encore un déséquilibre financier et devrait faire l'objet d'une privatisation pour être sauvée. Des offres financières sont attendues d'ici fin juin début juillet. Une commission tripartite Portefeuille - BCC - UBC a été mise en place pour examiner les offres. Une assistance technique pour renforcer cette commission a été demandée.
 5. Les opérations de liquidation rendues difficiles par la désaffectation de certains actifs importants des banques publiques en liquidation, notamment les immeubles de la B.C.A., de la B.C.C.E. et de la N.B.K. et la faiblesse des patrimoines de l'A.T.B., de la BANCOR et de la F.B.C.
 6. L'agrément de trois nouvelles banques toutes axées sur la micro-finance, à savoir: (1) la Trust Merchant Bank de Lubumbashi, (2) la ProCrédit Bank Congo (attente de la signature du Décret Présidentiel) et (3) Afriland First Bank Congo Démocratique (attente de la signature du Décret Présidentiel). Une demande d'agrément de la Banque Privée du Congo, BPC en sigle, est en cours d'examen. Il s'agit d'un cas de régularisation du dossier d'une institution qui a vu le jour à GOMA pendant la guerre.
 7. L'agrément de: (i) 3 Coopératives d'Epargne et de Crédit en 2005 portant ainsi le total à 12, (ii) 2 Institutions de Microfinance (IMF), (iii) 13 Messageries Financières portant le nombre à 20 et (iv) 4 Bureaux de Change situant le total de Bureaux à 30.
- Outre ces octrois d'agrément, le travail accompli a porté sur le recensement des IMF, la standardisation des procédures comptables des IMF et l'élaboration des textes juridiques du secteur.
8. La Sofide ne vit que de ses loyers. Il existe un projet de redynamisation qui est en cours d'examen. Le Portefeuille et la BCC, actionnaires majoritaires, doivent se prononcer.
 9. Quant à la Cadeco, il émane beaucoup de plaintes de gestion de la part de ses clients. Après enquêtes, la BCC a décidé de lui interdire la collecte des impôts, droits et taxes dans les localités où existent des banques commerciales ou des agences de la BCC. La BCC doit statuer sur sa viabilité.
 10. La création de 5 nouvelles agences autonomes portant ainsi leur nombre à 11, dans le but de remplir la fonction de Caissier de l'Etat.
 11. L'élaboration, avec le concours du CPCC, d'un projet de Guide Comptable des Etablissements de Crédit soumis pour avis aux parties intéressées et aux partenaires impliqués. Ce guide était attendu depuis 1977.

C. Sur le plan de la supervision des intermédiaires financiers IMF, bureaux de change et messageries

Objectif:

- prévention de la dégradation du secteur via des rapports réguliers, si pas en temps réel
1. La demande de désignation des liquidateurs indépendants pour toutes les banques en liquidation ainsi que des agents payeurs.
 2. La mise en exécution du plan de désintéressement des banques privées, à savoir la BCD et la FBC (décomptes finals, clientèle, fournisseurs, contentieux judiciaires, actionnaires). Restent Goma et Bukavu pour la BCD.
 3. L'obtention de 11,5 millions de USD de la BIRD pour le désintéressement du personnel des banques publiques en liquidation. Annulation du crédit au 1^{er} juillet en cas de non utilisation d'ici là.
 4. L'inscription dans le projet de Collectif budgétaire 2005 d'une enveloppe de 2 milliards de CDF pour la liquidation des banques privées.
 5. La mise en place d'un contrôle pluriannuel sur place et sur pièces basé sur les ratios prudentiels, les plans de restructuration et/ou le dossier permanent.
 6. L'installation d'un logiciel de contrôle « Banking Supervision Application» (BSA) ; avec le concours de la SADC, permettant la réception et le traitement par voie électronique des données bancaires.

D. Sur le plan des systèmes comptable, informatique, de communication et d'audit

Objectifs :

- amélioration du système d'information et de gestion ;
 - fiabilisation des données financières.
1. Le Système de surveillance et de contrôle :
 - Mise en place du Conseil d'Administration en 2003 ;
 - Mise en place des Commissaires aux Comptes en 2003 ;
 - Création du Comité d'Audit (dépend du Conseil d'Administration) ;
 - Audit Interne ;
 - Recours à l'Audit Externe pour la certification des comptes depuis 2000.
 2. La certification avec réserve des comptes annuels 2000 à 2003 par les firmes d'audit externe (Ernst and Young, Deloitte & Touche) et certification en cours pour les comptes de 2004, en espérant sans réserve.
 3. La mise en application des recommandations d'audit notamment l'assainissement des comptes de bilan à partir de 2002 permettant de déclarer les pertes réelles accumulées depuis la création de la Banque (voir annexes des recommandations + plan d'actions).
 4. L'élaboration d'un nouveau plan comptable à 10 classes, avec le concours du CPCC, destiné à remplacer le plan comptable à 23 classes utilisé à ce jour. Ce plan comptable tient compte des normes internationales.
 5. L'informatisation de la BCC avec le concours des partenaires (FMI, ACDI, BNB & BAD) :
 - a) La finalisation du schéma directeur informatique ;

- b) L'installation, au stade de finition fin juin - début juillet, d'un réseau intranet de plus de 800 postes destinés à assurer l'interconnexion ON-LINE entre les services de la Banque ;
 - c) L'acquisition en cours d'un logiciel de la Salle des Marchés et d'un logiciel comptable et financier en vue de moderniser le système d'information comptable et financier.
6. La modernisation progressive des communications entre les différents points d'exploitation au moyen de la technologie VSAT.
 7. La sectorisation des comptes de liaison entre la Banque Centrale, le Trésor et les tiers terminés. Justification des soldes par agrégat ou nature pour influencer à la baisse sur le niveau des Avoirs Intérieurs Nets (AIN).

E. Sur le plan de la gestion de la liquidité

Objectifs :

- éradication des crises récurrentes de liquidité ;
 - introduction de nouveaux moyens de paiements;
 - efficacité accrue de /a politique monétaire.
1. La mise en place d'un Comité de Suivi de la Politique Monétaire pour la mise en oeuvre de la politique décidée par la Haute Direction sur recommandations du Groupe Consultatif de la Politique Monétaire.
 2. La mise en place d'un Comité des Billets de Banque pour s'assurer, avec le concours du FMI et de la BNB, de la logistique requise à la politique des émissions monétaires et de la circulation fiduciaire :
 - a) réorganisation de la Direction de la Trésorerie ;
 - b) équipements de la Direction de la Trésorerie : compteuses, liasseuses, chariots, etc. ;
 - c) liquéfaction ou gestion de stocks de billets de banque tant au siège qu'en province ;
 - d) outils d'analyses : tableaux d'entrées et de sorties des coupures en CDF et USD. Ce qui permet de dégager le gap éventuel qui peut être couvert par les émissions, les ventes de devises ou le gel de liquidités.
 3. La gestion des émissions monétaires a été (i) conforme au plan de trésorerie du secteur public en 2003, (ii) en dépassement en 2004 pour rencontrer des dépenses supplémentaires du Trésor et de la BCC et (iii) en deçà de la programmation au 25 mai 2005.
 4. L'élargissement de l'éventail fiduciaire par l'introduction réussie des coupures de 200 CDF en 2003 et de 500 CDF en 2004.
 5. L'impression en cours des billets de CDF 1.000 et 5.000 et l'étude en cours pour l'introduction en 2006, toujours dans un environnement stable, des billets de CDF 10.000 et 20.000 ainsi que l'impression des coupures de CDF 20 et 50.
 6. L'amélioration de l'instrument de politique monétaire dénommé « Billet de Trésorerie », BTR en sigle par :
 - a) une campagne d'information et de vulgarisation ;
 - b) la réduction de la souscription minimale de 2 millions de C F à 500.000 CDF ;
 - c) l'expansion géographique des guichets de souscription sur tout le pays.

Résultats obtenus :

- a) accroissement des souscripteurs autres que les banques ;
- b) augmentation du volume moyen de l'encours des souscriptions qui est passé à 2,7 milliards de CDF les trois derniers mois contre 1,1 milliard avant la hausse du taux

- d'intérêt de 20 % à 65% l'an.
7. La restructuration du marché monétaire par la suppression du guichet de «réescompte» et son remplacement par «des opérations des prêts à court terme» et l'unification des guichets de call money et d'avances en comptes courants en un guichet des « facilités permanentes à court terme ».
 8. L'étude sur la création d'un marché des titres en RDC dont le projet a été soumis et discuté à l'ECOFIN.
 9. La recherche de nouveaux moyens de paiement dans le cadre du système national de paiement : études en cours sur les aspects juridiques et sur la société opératrice (financement, mode opératoire et partage de bénéfice).
 10. Le fonctionnement effectif de la chaîne de la dépense avec l'engagement de payer les OPI en 48 heures en maximisant les paiements par virement auprès des banques commerciales et en minimisant les paiements aux guichets de la BCC.
 11. Réorganisation de la Direction des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics en fonction du client privilégié qu'est l'Etat: création d'une unité de centralisation des opérations de l'Etat.

F. Sur le plan juridique

Objectifs :

- sécurisation et incitation des investissements dans /e secteur financier;
 - mise à l'abri de la R D C des sanctions internationales dans le cadre de la lutte contre /e blanchiment des capitaux et /e financement du terrorisme.
1. L'élaboration du projet ayant abouti à la promulgation de la loi contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Sa mise en application dépend de la création et de la mise en place de la CENAREF.
 2. L'élaboration des projets de textes portant création de la Cellule Nationale des Renseignements Financiers (CENAREF), du Comité Consultatif de Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (COLUB) et du Fonds de Lutte contre le Crime Organisé (FOLUCCO) transmis au Ministère des Finances et de la Justice pour présentation à l'Ecofin et au Conseil des Ministres ainsi que la demande d'adhésion au groupe régional anti-blanchiment de la SADC. Le dossier accuse un retard de cinq mois.
 3. La soumission à l'Assemblée Nationale, depuis le 22 mai 2004, de 4 projets de lois portant régime incitatif nécessaires pour le renforcement du système bancaire, à savoir :
 - Décret complétant l'Ordonnance n° 77-332 du 30 novembre 1997 fixant les modalités d'application obligatoire du Plan Comptable Général Congolais ;
 - Loi portant Régime Incitatif en matière d'investissement dans le secteur des établissements de crédit et des institutions de micro-finance ;
 - Loi portant modification du Décret du 27 février 1987 sur les sociétés commerciales et de l'arrêté Royal du 22 juin 1926 sur les sociétés par actions à responsabilité limitée tels que modifiés et complétés à ce jour ;
 - Loi modifiant et complétant l'Ordonnance-loi n° 69-009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, telle que modifiée et complétée à ce jour.

G. Sur le plan de la situation financière de la BCC

Objectif :

- indépendance financière de la BCC.
- 1. La réalisation des résultats d'exploitation négatifs à fin 2003, 2004 et avril 2005. Il y a lieu cependant de signaler que ces pertes ont été d'une année à l'autre plus faibles.
- 2. L'étude en cours, à finaliser en août 2005 avec l'appui du FMI et de la BNB, sur la recapitalisation de la Banque Centrale du Congo.
 - Partie financière évidente : capital actuel est de CDF 60.
 - Recapitalisation par injection de capitaux frais ou titrisation ou emprunts concessionnels sur une dizaine d'années
 - Partie restructuration moins évidente :
Maîtrise des charges d'exploitation pour vivre de ses propres moyens en tenant compte de l'impact de l'informatisation, de la mise en oeuvre d'un nouveau plan de pension, de la révision du cadre organique, du dimensionnement des points d'exploitation, etc.

II. PERSPECTIVES

La Haute Direction de la BCC a engagé l'Institut d'Emission dans un processus de réforme irréversible qui devrait à terme non seulement renforcer l'efficacité de la politique monétaire mais aussi conduire à maturité la réforme des établissements de crédit et du marché financier, en vue de doter le pays d'un système national de paiement et de règlement moderne et diversifié.

Dans ce cadre, la BCC poursuit la mise en oeuvre du Plan Stratégique du Développement de la BCC et du Système Financier National publié en août 2004 dont les principaux volets concernent :

1. la mise en place d'un cadre juridique moderne :
 - la création d'un cadre propice à la création des banques commerciales et institutions financières viables sur toute l'étendue de la République.
2. la mise en place d'un cadre organisationnel :
 - le renforcement des procédures de contrôle interne ;
 - le développement des instruments de supervision préventive des banques ;
 - l'intégration des Institutions de Micro-Finance, des Postes et Télécommunications ainsi que des assurances dans le système national de paiement ;
 - la mise en place d'un dispositif de communication au public des objectifs de la politique monétaire et d'évaluation périodique des résultats.
3. la mise en place d'un système d'information et de gestion moderne :
 - l'ici rénovation des systèmes comptable, informatique et de communication ;
 - la mise en place d'un nouveau système national de paiement consacrant le dénouement des transactions financières en temps réel sur toute l'étendue de la RDC ;
 - l'introduction d'un marché des titres.

PLAN D'ACTIONS DE LA BCC

Mesures	Objectifs	Mise en œuvre
I. SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE DE LA BCC		
1. Adoption d'une nouvelle application comptable et financier	Maximiser le rapport efficacité/coût du système d'information comptable et financier	<p>Mai 2005 : Phase conceptuelle en cours de finalisation.</p> <p>Mai-juillet 2005 : - Schémas comptables en murs d'exécution Lion ; - Fiche de compte, tableau de synthèses et reporting exécutés ; - Toilettage du document début d'exécution.</p> <p>Décembre 2005: test du fonctionnement du nouveau plan comptable sur la formation sur la mise en application de ce plan.</p> <p>Décembre 2005: Mise en œuvre du nouveau logiciel comptable.</p> <p>Février 06 : début d'utilisation.</p>
2. Accession directe des agences BCC à la nouvelle application comptable du siège.		Déc. 2007
3. Réorganisation des services en charge des comptes de l'Etat au sein d'une structure unique et centralisée de la BCC.	Assurer l'unité des opérations de Caissier de l'Etat permettant à la liaison informatique DTO-BCC de fournir les informations nécessaires à la tenue d'une comptabilité de l'Etat sincère et fidèle, en adhérant à la Convention Caissier de l'Etat et au protocole d'échange de données entre la BCC et le Ministère des Finances.	<p>Déc. 2007.</p> <p>Novembre 2005</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupe de travail de l'unité de centralisation des opérations de l'Etat mise en place et conclusions soumises à la H.D. - Instructions signées <ul style="list-style-type: none"> • sur les moralités de calculs et de comptabilisation des intérêts sur les avances au Trésor • sur la comptabilisation des opérations du Trésor en ME ; • de scénario comptable des opérations du Trésor en ME et - Ordre de service sur la structure organisationnelle de la DCCMN en attente.
4. Bouclage de la chaîne de la dépense l'intérieur de la BCC et au sein de l'unité centralisée à travers une liaison performante et des passerelles informatiques pour accepter et retourner l'information de façon exhaustive à la DTO.	Réduire les délais d'échange de données entre Trésor et BCC à 48 h pour les avis de débit (après paiement des OPI).	Exécutée. Réception des CPI e: leur intégration dans le système financier et comptable pour générer automatiquement la pièce comptable et transmettre les avis de débit et de crédit à la DTO
II. CIRCULATION JUDICIAIRE		
1. Garantie irrévocable de la convertibilité des réserves libres de banques en monnaie fiduciaire et entreprendre une campagne de communication dans ce domaine.	Le fonctionnement normal des comptes des banques auprès de la BCC est une condition nécessaire pour le développement de l'intermédiation financière.	Exécutée

2. Elaboration d'un tableau prévisionnel des retraits de billets (« Tableau 6 »).	Faciliter la conversion sans délai des avoirs des banques en billets.	Début d'exécution - Prévisionnel : non - en accélération : ok - nouvelle version en cours d'élaboration : mise et exécution en juillet 05
3. Dotation de la Direction de la Trésorerie des moyens nécessaires pour assurer son rôle dans la gestion de la circulation fiduciaire.	Garantir la convertibilité des avoirs libres des banques et améliorer la qualité des billets en circulation.	En cours. Réception du matériel usager de la BNB : lieuses, compteurs les billets, chariots. Difficultés : (i) carence d'agents compteurs et (ii) aménagement et sécurisation de locaux en peurs.
4. Réorganisation du fonctionnement de la Direction de la Trésorerie, et revue des mesures de contrôle interne	Rendre les méthodes de travail plus efficace et compléter les contrôles sur flux avec des contrôles sur stock.	Septembre 2005. Difficultés : formation pour les membres du service Analyse et Vérification en technique du contrôle interne.
III. CIRCULATION JUDICIAIRE		
1. Adoption du Guide comptable des Etablissements de crédit.	Mettre à la disposition de la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers des informations fiables et pertinentes dans un délai très court par BCC et CPCC.	Juin 2005- Projet de plan soumis à la profession bancaire et aux partenaires nationaux et internationaux. Réactions reçues de l'ACB et de la Commission Bancaire Française.
2. Mise en application du Guide comptable par les Etablissements de crédit.		Janvier 2006
3. Renforcement du contrôle sur place par l'assistance à distance	Améliorer le niveau de compétence des analystes et inspecteurs et assurer le suivi continu.	Juillet 2005 Réalisation partiellement
IV. POLITIQUE MONETAIRE/GESTION DE LA LIQUIDITE		
1. Finalisation de l'étude sur la restructuration du bilan de la BCC, y compris l'évaluation des modalités de cessions des titres publics nécessaires à sa recapitalisation.	Renforcer l'autonomie opérationnelle de la BCC et assurer son indépendance financière.	En murs.
2. Achèvement du plan de restructuration de la BCC avec assistance technique du Canada.		Décembre 2005.
3, Elaboration du bilan hebdomadaire simplifié de la BCC (i) sur base comptable tous les mois, (ii) a accéléré sur base hebdomadaire, et (iii) sur base mensuelle prévisionnelle (« Tableau 7 »).	Faciliter la mise en oeuvre de la politique monétaire et de change et gestion de la liquidité conformément aux objectifs du programme.	Mise en place du CSPM depuis le 20 février. 2075. Bimensuel - exécuté Hebdomadaire – exécuté Prévisionnel – encours.
4. Elaboration et publication d'une instruction pour définir les critères d'éligibilité des effets admis en garantie des opérations de refinancement.	Accroître la transparence de la politique monétaire.	Exécutée le 23 mai 2005.

V TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE LA BCC		
1. Elaboration d'une nouvelle instruction pour tout achat au-delà de \$ 25.000 passe par le Comité des Stratégies.	Rendre transparente la politique d'acquisitions de la BCC.	Exécutée. Toul achat au-delà de 1.300 USD passe par un appel d'offre suivant Lettre Collective N° 0100 du 28/03/03.
VI. OPERATION DE CHANGE ET GESTION DES RESERVES		
1. Mise en place de l'Infrastructure de la salle des marchés et acquisition du logiciel Salle des Marchés.	Permettre la mise en production rapide du logiciel Salle des Marchés ainsi que le démarrage du logiciel.	Décembre 2005 Exécutée au 3/4. - Salle des marchés entièrement aménagée et partiellement équipée ; - Installation des téléphones et des équipements informatiques ; - Logiciel choisi. Discussion en cours avec le fournisseur ; - Implémentation du logiciel prendra 6 mois.
2. Amélioration des informations sur les opérations de change en distinguant les opérations des banques conclues avec les clients, les bureaux de change et les autres banques et avec la BCC.	Permettre une analyse approfondie du marché	Exécutée
VII. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME		
1. Adoption par les autorités compétentes du texte : Signature du Décret présidentiel créant et organisant la CENAREF.	Rendre le dispositif législatif congolais de LB/FT opérationnel.	Projet déposé au Min. des Finances pour transmission é l'ECOFIN.
2. Signature de l'Instruction du Gouverneur de la BCC fixant les cas pour lesquels une dérogation à l'interdiction de tout paiement en espèces ou par titre au porteur supérieur é l'équivalent de 10.000 dollars EU peut être accordée.		Projet en élaboration au niveau du CILAB.
3. Elaboration d'un projet d'instruction de la BCC fixant les diligences des organismes financiers en matière de lutte contre le BC/FT.	Mise en place d'un dispositif prudentiel de surveillance du BC/FT pour les établissements financiers	Juin 2005. Travail en cours au sein du CILAB.

BANQUE CENTRALE DU CONGO

**PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
DE L'AUDIT EXTERNE**

N°	RECOMMANDATIONS ET COMPTABILISATIONS EFFECTUEES (1)	IMPACT MONTANT EN MILLIONS CDF
I	DOTATIONS AUX PROVISIONS	185.768
1.	Différence de conversion des monnaies étrangères	152.094
2.	Provisions pour litiges judiciaires	4.305
3.	Dépréciations créances MIBA	22.178
4.	Provisions pour départ à la retraite	5.136
5.	Provisions pour dépréciations avoirs à CT	223
6.	Dépréciations créances douteuses en CDF	1.832
II	AJUSTEMENTS	177.400
1.	Différence soldes de caisse en M.E.: mise à niveau	5.500
2.	Différences soldes correspondants M.E.: mise à niveau	3.500
3.	Divers ajustements (valeurs à imputer)	50.300
4.	Conversions monnaies participantes en Euros : perte de change	7.400
5.	Arriérés, intérêts et commissions FMI (prises en charge)	45-400
6.	Ajustements comptes FMI : perte de change	55-400
7.	Ajustements sur compte RME (dont ORGAMAN)	9.900
	TOTAL GENERAL (I + II)	363-168

(1) Uniquement les principales opérations.

**SECRETARIAT EXECUTIF
DU GOUVERNEMENT POUR LA
COMMISSION ECONOMIQUE ET
FINANCIERE**

REOUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
Commission Economique et Financière

Madame le Secrétaire Exécutif du Gouvernement

RAPPORT D'ACTIVITES :
DU 15 JUILLET 2003 AU 28 AVRIL 2005

Avril 2005

PREAMBULE

Les attributions des Secrétaires Exécutifs du Gouvernement sont déterminées par le Décret n° 03/029 du 16 septembre 2003 portant organisation et fonctionnement du Secrétariat Général du Gouvernement, en ses articles 7 et 8 qui disposent :

Article 7: «Les Secrétaires Exécutifs assistent le Secrétaire Général du Gouvernement dans l'exercice de ses fonctions et assurent principalement le rôle de rapporteur au sein des Commissions gouvernementales auxquelles ils sont affectés »

Article 8: «Le Secrétaire Exécutif prépare les dossiers de la réunion de la Commission gouvernementale dans laquelle il assiste et en établit le procès-verbal qu'il est tenu de transmettre dans un délai d'au moins 48 heures après la tenue de cette réunion, sous le couvert du Vice-Président de la République en charge de la Commission, au Secrétaire Général du Gouvernement-

Les attributions du Secrétariat Exécutif du Gouvernement, telles que définies ci-dessus, se composent en fait de plusieurs tâches dont celle du suivi des dossiers et décisions pour les matières relevant de la Commission Economique et Financière, ce volet fait l'objet du présent rapport d'évaluation-

RAPPORT D'EVALUATION

Ce rapport couvre la période du 15 juillet 2003 au 28 avril 2005 et les matières traitées sont regroupées en 5 rubriques :

- 1) Activités administratives ;
- 2) Réunions de la Commission Economique et Financière ;
- 3) Réunions du Conseil des ministres ;
- 4) Problèmes rencontrés et suggestions ;
- 5) Perspectives.

I. Activités administratives

1.1. En sus des correspondances reçues et expédiées, le Secrétariat Technique du Secrétariat Exécutif s'acquitte des tâches ci-après :

- centralisation et enregistrement des dossiers à soumettre à la Commission et au Conseil des ministres ;
- préparation des projets d'ordre du jour des réunions de la Commission ;
- reproduction (photocopie) et transmission des supports des dossiers des réunions de la Commission aux membres de la Commission ;
- réception et transmission des supports des dossiers aux membres de la Commission pour les réunions du Conseil des ministres ;
- tenue des documents de travail et conservation des archives de la Commission et des Conseils des ministres.

En terme de réalisation physique, un chiffre significatif mérite d'être relevé : celui de volume de supports de dossiers multipliés et distribués qui s'est élevé à l'équivalent de 430 rames de papiers duplicateurs, soit 215.000 pages.

II. Réunions de la Commission Economique et Financière

2.1. **Nombre de réunions tenues** : sur une période de 665 jours et pour un nombre de 92 réunions ordinaires possibles, la Commission Economique et Financière a tenu 86 réunions, à raison de 3,9 réunions par mois en moyenne, dont 70 ordinaires et 16 extraordinaires, soit un taux de réalisation représentant 93,5 des réunions tenues par rapport au nombre de réunions possibles.

2.2. **Nombre de dossiers examinés** : au cours de la même période, la Commission a traité 521 dossiers et pris autant de décisions correspondantes, soit en moyenne 6 décisions par réunion de la Commission. L'exécution de ces dossiers donne, en pourcentage, les valeurs moyennes ci-après:

- | | |
|-------------------------------------|--------|
| - décisions exécutées | : 76,4 |
| - décisions en cours d'exécution | : 15,6 |
| - décisions partiellement exécutées | : 02,4 |
| - décisions non exécutées | : 05,6 |

2.3. Comité de trésorerie et de conjoncture

Au cours de la période sous revue, la Comité de trésorerie et de conjoncture couramment appelé « Ecofin restreinte » a tenu 63 réunions, soit, par rapport au total de réunions possibles (82 réunions), un taux de réalisation de 68,5 %.

2.4. **Conservation des décisions de la Commission** : en vue de la conservation des décisions de la Commission, le Secrétaire Exécutif du Gouvernement tient à jour les procès-verbaux et les comptes rendus de chaque réunion de la Commission.

Pour la période sous-étude, le Secrétaire Exécutif du Gouvernement a établi les documents ci-après :

Réunions de la Commission Economique et Financière :

- 86 procès – verbaux
- 86 projets de comptes rendus (à amender par l'assemblée)
- 86 comptes rendus (amendés par l'assemblée).

Réunions du Comité de trésorerie et de conjoncture : 63 comptes rendus.

Pour chaque réunion de la Commission, un Procès-verbal est établi et distribué aux membres de la Commission.

En volume, pour les deux genres de comptes rendus cités et à raison de 30 pages au total en moyenne, les documents multipliés et transmis à tous les membres de la Commission représentent plus au moins 59-340 papiers duplicateurs, soit l'équivalent de 119 rames de papiers de 500 pièces chacune.

2.5. Suivi des décisions de la Commission : pour un meilleur suivi des décisions de la Commission par les membres de la Commission, le Secrétaire Exécutif du Gouvernement établi, à la fin de chaque trimestre, les documents suivants :

- le relevé des décisions de la Commission Economique et Financière,
- l'évaluation du niveau d'exécution des décisions de la Commission.

Pendant toute cette période, les documents cités ont été régulièrement produits et transmis aux membres de la Commission. En retour, les membres de la Commission font parvenir au Secrétariat Exécutif du Gouvernement l'état de réalisation des décisions de la Commission.

Au cours de la période sous revue, les réalisations du Secrétariat Exécutif du Gouvernement se présentent comme suit :

a) Documents produits et transmis

Relevé des décisions

- De juillet 2003 à février 2004
- Du 26 février au 31 mars 2004
- Du 07 avril au 25 mai 2004
- Du 06 juillet au 28 septembre 2004
- Du 12 octobre au 28 décembre 2004
- Pour le premier trimestre 2005

Evaluation du niveau d'exécution

- De juillet 2003 à juin 2004
- Pour le 3^e trimestre 2004
- Pour le 4^e trimestre 2004
- Pour le 1^{er} trimestre 2005

b) Documents en cours d'élaboration

- Relevé des décisions de la Commission pour le 2^{ème} trimestre 2005. Ce relevé sera finalisé à la fin du mois de juin 2005 ;
- Evaluation du niveau d'exécution des décisions de la Commission pour le premier trimestre 2005. Au niveau du Secrétariat Exécutif du Gouvernement, cette évaluation est terminée. Mais ce travail attend d'être finalisé sur base des éléments attendus des membres de la Commission (contrôle croisé).

Il y a lieu de noter que l'évaluation du niveau d'exécution des décisions de la Commission renseigne les résultats suivants, en pourcentage :

Niveau d'exécution	Exécutée	En cours d'exécution	Partiellement exécutée	Non exécutée	Total
Période					
Juillet 2003 à juin 2004	76,9	15,7	2,8	4,6	100
3 ^e trimestre 2004	83,3	9,7	1,4	5,6	100
4 ^e trimestre 2004	69,2	21,2	2,9	6,7	100

Les détails des décisions non exécutées pour la période allant du 15 juillet 2003 au 31 décembre 2004 figurent au tableau I ci-dessous :

TABLEAU 1

RELEVÉ DES DECISIONS NON EXECUTEES DE LA COMMISSION ECONOMIQUE ET FINANCIERE ANNEE 2004

N° d'ordre	Date de la réunion	N° Décision	Ministère ou Institution	Résumé de la décision	Observation
1	30 mars 2004	187	Economie- Banque centrale du Congo	Recensement général des entreprises et constitution d'une seule rencontre, seule banque de données.	La rencontre a eu lieu, la Banque Centrale du Congo collabore avec beaucoup de réserves.
2	20 avril 2004	212	Commerce Extérieur, Agriculture et Environnement	Signature d'un arrêté interministériel interdisant Arrêté l'exportation de jeunes plantes d'hévéa.	Arrêté non encore signé.
3	04 mai 2004	231	Agriculture	Accord sur la mission d'évaluation de la situation agricole dans les Provinces du Kivu et Maniema.	Non exécutée.
4	25 mai 2004	244	Economie	Harmonisation par les différents ministères concernés sur le rapport du CEREK et présentation du dossier au Conseil des ministres-	
5	01 juin 2004	256	Economie	Mise en place de la commission de concurrence par arrêté interministériel. Prendre en compte les représentants de la société civile.	
6	01 juin 2004	258	Mines	La Commission prend acte du rapport de mission du ministre des Mines à Toronto (Canada) et demande au ministre d'y annexer la liste des participants à la conférence.	Cette liste n'a jamais été annexée au rapport de mission.
7	09 juin 2004	262	Fonction Publique	Accord de participation du ministre de la Fonction Publique à la 42 ^{ème} session du Conseil d'Administration du CAFRAD. Acceptation de paiement d'un mois de cotisation (USD 30.000) à CAFRAD.	Participation non assurée pour cause de déplacement tardif. Fonds débloqués mais détournés par le sous-gestionnaire des crédits de la Fonction Publique et dossier en instruction au Parquet.
8	15 juin 2004	272	Fonction Publique	Recommandations sur les préparatifs de la journée africaine de la Fonction Publique.	La journée n'a pas été commémorée.
9	17 juin 2004	276	Fonction Publique	Demande au ministre de la Fonction Publique de présenter à la Commission le Projet de Décret fixant les taux relatifs à l'allocation de fin de carrière à devoir aux agents et fonctionnaires de l'Etat retraités de l'Administration Publique.	Les règles d'indemnisation sont contenues dans la stratégie de mise à la retraite », adoptée par le Conseil des ministres du 17 et 18 février 2005. mais le projet de Décret y afférent n'est pas encore présenté
10	17août 2004	313	Mines	La Commission accepte la proposition du ministre des Mines qui souhaite disposer des fonds inscrits au Budget 2004 en faveur de l'OKIMO, pour la relance de celle-ci.	Fonds non libérés malgré la demande du ministre.
11	14 sept. 2004	324	Finances	S'agissant de l'adhésion de la République Démocratique du Congo à la Banque de la Zone d'Echanges Préférentiels (ZEP), la Commission autorise cette adhésion et charge le Ministre des Finances d'initier les formalités en vue de cette adhésion-	Le ministre des Finances devrait présenter l'évolution de ce dossier.

N° d'ordre	Date de la réunion	N° Décision	Ministère ou Institution	Résumé de la décision	Observation
12	14 sept. 2004	326	Finances	Projet de Décret abrogeant le Décret portant création du Franc fiscal : la Commission, tout en recommandant le passage du Franc fiscal congolais, autorise le ministre des Finances à revenir avec le dossier des contentieux à la prochaine réunion du 21 septembre 2004.	Dossier des contentieux non encore soumis à la Commission, malgré de multiples rappels du Secrétaire Exécutif.
13	16 nov. 2004	397	Mines	Note sur la procédure d'exportation minérales : La Commission demande la des substances création d'une commission ad hoc composée du ministre des Mines (ministre et vice-ministre), des ministres de l'Industrie, PME, du Commerce Extérieur et du vice-ministres des Finances pour concertation. Le résultat de cette concertation sera présenté à la Commission dans une semaine.	Rapport soumis par le ministère du Commerce Extérieur le 08/3/2005 et reporté.
14	16 nov. 2004	399	Mines	Projets d'arrêtés portant constitution d'un fonds de réhabilitation des zones d'exploitation artisanale : Dossier final non encore présenté. La Commission demande une plus large concertation (Mines - Budget - Finances) pour définir les bénéficiaires du fonds et les modalités de son fonctionnement. Elle demande au ministre des Mines de produire des cartes précises de localisation des exploitants artisanaux. Le dossier final ainsi enrichi sera représenté devant la Commission.	Dossier final non encore présenté.
15	16 nov. 2004	400	Commerce Extérieur	Taxe de Promotion Industrielle « TPI » : La Commission décide qu'une commission ad hoc, composée des ministères du Budget, des Finances, de l'Economie, de l'Industrie, PME et du Commerce Extérieur se prononce sur le bien fondé de cette demande. Le résultat final de cette concertation sera présenté devant la Commission.	Commission non constituée.

III. Réunions du Conseil des ministres

3.1. Tâches : le Secrétariat Exécutif du Gouvernement assure les tâches suivantes :

- 1) Faire inscrire, au nom de Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, Président de la Commission Economique et Financière, à l'ordre du jour du Conseil des ministres, et suite à la décision de la Commission Economique et Financière, les points adoptés par la Commission et devant faire l'objet d'un examen au Conseil des ministres ;
- 2) Pour le suivi, établir, mettre à jour et transmettre à Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, Président de la Commission :
 - a) le tableau récapitulatif des points transmis pour inscription à l'ordre du jour du Conseil des ministres ;
 - b) le tableau récapitulatif des points à soumettre à la Présidence pour concertation, harmonisation et/ou information.
- 3) En conformité avec l'article 6 du Décret n° 03/029 précité, assister le Secrétaire Général du Gouvernement dans l'établissement des procès-verbaux des réunions du Conseil des ministres.
- 4) Après chaque réunion du Conseil des ministres :
 - a) assister le ministre de l'Information et Presse dans l'élaboration du Compte rendu de la réunion du Conseil des ministres ;
 - b) établir le relevé des décisions pour les matières de la Commission Economique et Financière (le cas échéant ceux des autres Commissions gouvernementales) et les transmettre à Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, Président de la Commission ainsi qu'au Secrétaire Général du Gouvernement ;
 - c) assurer la transmission des supports dactylographiés et informatiques (disquettes) des dossiers discutés et adoptés en Conseil des ministres au Secrétaire Général du Gouvernement pour dispositions utiles.
- 5) Suivre le niveau d'exécution des décisions du Conseil des ministres pour les matières relevant de la Commission Economique et Financière et communiquer les résultats au Secrétaire Général du Gouvernement en vue de l'établissement d'un relevé trimestriel ;
- 6) Pour les matières de la Commission Economique et Financière, suivre l'évolution des projets de Décrets soumis à la signature du Chef de l'Etat ainsi que l'évolution des projets de Lois devant le Parlement ;
- 7) Participer aux réunions de la Commission gouvernemental ad hoc, en établir les procès-verbaux et transmettre ceux-ci à Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, Président de la Commission, ainsi qu'aux délégués de la Composante MLC ;
- 8) Etablir, le cas échéant, les procès-verbaux de la Commission gouvernementale ad hoc destinés aux membres de cette Commission.

Réalisations

1) Niveau d'exécution des dossiers transmis pour inscription au Conseil des ministres

Désignations	Nombre	%
Dossiers transmis	128	100
Dossiers traités	101	78,9
Dossiers non encore traités	18	14,1
Dossier retiré de l'inscription ⁽¹⁾	01	0,8
Dossier aligné non examinée ⁽²⁾	01	0,8
Dossiers examinés et renvoyés pour harmonisation, concertation, changement de forme, juridique ou complément d'information	07	5,4

2) * Points transmis pour inscription à l'ordre du jour du Conseil des ministres et non encore traités

* Points inscrits, pour harmonisation à la Présidence

Les détails sur ces deux points sont fournis aux tableaux II et III ci-dessous.

¹⁾ Paiement de décomptes finales des ex-agents des banques en liquidation : cas BCCE : dossiers retiré.

²⁾ Mise en place d’une structure de lutte contre la fraude : le dossier a été inscrit à l’ordre du jour du 26/10/2004 et non examiné jusqu’à ce jour.

TABLEAU II

POINTS TRANSMIS POUR INSCRIPTION AU CONSEIL DES MINISTRES ET NON ENCORE TRAITE

Date	N° de Réf.	Date réunions Ecofin	Désignation	Observations
MOIS DE MAI 2004				
28/05/2004	305	20/04/2004	Projet de Décret portant adhésion de la République Démocratique du Congo au traité de l'OHADA et la réforme de la législation économique et commerciale	Dossier inscrit au Conseil du 21 décembre 2004 mais non traité
MOIS DE JUILLET 2004				
07/07/2004 01/10/2004	376 568	06/07/2004 21/09/2004	Projet de Décret portant nomination des membres de la Commission de Validation des Droits miniers et de carrières	Renvoi de ces projets au ministère des Mines pour complément d'informations (Conseil des ministres du 26 octobre 2004)-Contacté, début Avril 2005, le ministre des Mines affirme avoir écrit aux institutions qui doivent désigner des délégués de la Présidence, le ministre se rapprochera lui-même de la Présidence.
			Projet de Décret portant nomination des membres de Bureau de la Commission de Validation des Droits miniers et de carrières	
MOIS D'AOUT 2004				
11/08/2004	465	10/08/2004	* Projet de Loi portant réglementation semencière en République Démocratique du Congo * Projet de Loi portant réglementation phytosanitaire en République Démocratique du Congo * Projet de Loi portant réglementation zoosanitaire en République Démocratique du Congo	Projets de Décrets réceptionnés et transmis pour inscription à l'ordre du jour du conseil des ministres ce 06 mai 2005.
MOIS DE SEPTEMBRE 2004				
15/09/2004	540	14/09/2004	Projet d'arrêté portant création d'un Forum National de Développement de Politique Commerciale (FNDPC)	Dossier inscrit au Conseil des ministres du 08 avril 2005 mais non traité.
MOIS D'OCTOBRE 2004				
01/10/2004 02/10/2004	573 623	14/09/2004 12/10/2004	Projet d'arrêté portant réglementation des affectations, transferts, mutations et permutations du personnel de carrières des services publics de l'Etat.	Dossier classé sans suite par le ministère de la Fonction Publique pour cause de révision des statuts en cours
27/10/2004	560	14/10/2004	Convention GECAMINES-KINROSS/FPRREST sur KAMOTO	Dossier inscrit au Conseil des ministres du 21 décembre 2004 mais non traité et repris par le Conseil des ministres du 16 février 2004.
MOIS DE NOVEMBRE 2004				
13/11/2004	666	09/11/2004	Prise en charge des policiers commis à la garde des Responsables des institutions et des édifices de la Transition.	Note d'information
MOIS DE DECEMBRE 2004				
21/12/2004	736	14/10/2004	Restructuration de la GECAMINES	Dossier inscrit au Conseil du 16 février 2005 mais non traité.
	739	16/12/2004	Dossier DRC Copper and Cobalt Project (DCP): convention GECAMINES-GLOBAL ENTREPRISES CORPORATE (GEC)	

MOIS DE FEVRIER 2005				
14/02/2005	29	16/12/2004	Dossier Tenke Fungurume	Dossier inscrit au Conseil du 16 février 2005 mais non traité
MOIS DE MARS 2005				
07/07/2004 01/10/2004	376 568	06/07/2004 21/09/2004	Rapport final d'audition des mandataires de l'Etat dans quelques entreprises publiques (ONT, OCPT, RVF, REGIDESO, OCC, CEEC, SONAS)	Le conseil des ministres a prie acte de ce rapport final au Conseil du 29 avril 2005 et a décidé de poursuivre l'examen de ce point à sa prochaine réunion.
			Projet de Décret portant création d'un Service de Quarantaine Animale et Végétale, en sigle « S.Q.A.V. »	Projet de Décret transmis pour inscription à l'ordre du jour du Conseil des ministres ce 06 mai 2005.
30/03/2005	97	29/03/2005	Projet de Décret modifiant le Décret n° 009/2002 du février 2002 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Fonds Social de la République Démocratique du Congo.	Harmonisation au niveau de la Présidence (Décision Ecofin du 29 mars 2005)
MOIS D'AVRIL 2005				
11/04/2005	140	05/04/2005	Projet de Décret portant prorogation de durée des sociétés par Action à Responsabilité Limitée dénommées "Société de Crédit Foncier" (SCF) et "Crédit Foncier de l'Afrique Centrale", (CFAC)	Dossier inscrit à l'ordre du jour du Conseil des ministres du 29 avril 2005, mais reporté pour concertation avec le Ministère des Affaires Foncières, Contacté ce 06 mai 2005, le ministre des Affaires Foncières affirme devoir harmoniser avec le ministre de l'Economie
			Projet de Décret portant prorogation de durée et modification de la dénomination sociale de la Sari dénommée ALCATELL BELL CONGO en Compagnie de Finances et d'Entreprises (C.F.E.)	Dossier inscrit à l'ordre du jour du Conseil des ministres du 29 avril 2005, mois reporté pour vérification sur l'objet social de la Compagnie de Finances et d'Entreprises (CFE).
22/04/2005	155	19/04/2005	Projet de Décret autorisant la fondation des sociétés d'économie mixte d'exploitation des machines à sous et de loterie informatisée.	Harmonisation au niveau de la Présidence.

TABLEAU III

RECAPITULATIF DES POINTS INSCRITS A LA PRESIDENCE POUR HARMONISATION

Date	N° de Réf.	Date réunions Ecofin	Désignation	Observations
MOIS DE NOVEMBRE 2004				
23/11/2004	687	16/11/2004	Créance ENERGOINVEST sur l'Etat congolais	Contacté, le ministre Portefeuille a affirmé que dossier a été transmis au ministère des Finances
MOIS DE MARS 2005				
31/03/2005	99	Février, mars et Avril 2004	Ministère des Postes et Télécommunications et Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications au Congo « ARPTC »	Création d'une sous-commission par la Commission pour la Reconstruction et Développement.
MOIS D'AVRIL 2005				
11/04/2005	117	05/04/2005	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté « DSRP »	La Présidence devrait insister pour que lecture soit faite par les ministres de ce document stratégique.
11/04/2005	117	05/04/2005	Dossier carrière de KINSUKA	Le Président de la Commission Economique et Financière devrait se rapprocher de la Présidence (comme institution)
			Réforme des cadastres fonciers et immobiliers	Création d'une commission interministérielle pour des pistes de solutions.
			Mécanismes et clé de répartition des rétrocessions aux provinces	Les gouverneurs de provinces doivent se conformer aux instructions reçues.
		Réunion Trésorerie du 11/04/2005	Remise de l'ordre aux membres méritants du Gouvernement et acteurs de la Transition.	Le ministre des Finances souhaite vivement cette remise.
22/04/2005	154	05/04/2005	Tenue régulière du Conseil des ministres.	
22/04/2005		19/04/2005	Projet de Décret autorisant la fondation des Sociétés d'économie mixte d'exploitation des machines à sous et de loterie informatisée.	

S'agissant des points transmis pour inscription et non encore traités, il y a lieu de relever le cas des dossiers ci-après, examinés par la Commission au cours de l'exercice 2004. Il s'agit de :

- Projet de Décret portant adhésion de la République Démocratique du Congo au traité de l'OHADA et la réforme de la législation économique et commerciale (Ecofin du 20 avril 2004)- Ce point est traité au niveau du Ministère de la Justice (Commission Politique, Défense et Sécurité) ;
- Projet d'Arrêté portant création d'un Forum National de Développement de Politique Commerciale (FNDPC) (Ecofin du 14 septembre 2004), Madame le vice-ministre du Commerce Extérieur est malade et la titulaire vient de prêter serment- Ce point sera donc réactivé par le Secrétariat Exécutif du Gouvernement ;
- Convention GECAMINES-KINRO55 sur KAMOTO (Ecofin du 14 octobre 2004) ;
- Restructuration de la Gécamines (Ecofin du 14 octobre 2004);
- Dossier DRC Copper and Cobalt Project (DCP): Convention Gécamines-Global Enterprises Corporate (GEC) (Ecofin du 16 octobre 2004);
- Dossier Tenke Fungurume (Ecofin du 16 décembre 2004).

3) Les dossiers renvoyés par le Conseil des ministres.

Les dossiers renvoyés par le Conseil des ministres se rapportent aux points suivants :

a) Conseil des ministres du 26 octobre 2004

- Ministère de l'Agriculture : projets de Lois portant réglementation :
 - semencière en République Démocratique du Congo ;
 - phytosanitaire en République Démocratique du Congo ;
 - zoosanitaire en République Démocratique du Congo.

Le Conseil des ministres a renvoyé ces dossiers pour concertation et harmonisation avec les Ministères dont les domaines de compétence sont similaires, d'une part, et changement de forme juridique en projet de Décret, de l'autre. Contacté, le ministre de l'Agriculture a confirmé que ce dossier est en cours de finalisation.

A ce jour, ce dossier est finalisé et transmis pour inscription à l'ordre du jour du Conseil des ministres.

- Ministère des Mines : Projets de Décrets portant nomination :
 - des membres de la Commission de Validation des droits miniers et de carrière ;
 - des membres du Bureau de la Commission de validation des droits miniers et de carrière.

Le Conseil des ministres a pris les décisions ci-après :

- le ministre des Mines est autorisé à combler les vides existant sur le projet de Décret relatif aux membres de la Commission de validation des droits miniers et de carrière ;
- l'examen du deuxième projet de Décret est conditionné à la désignation au préalable des personnalités indépendantes visées à l'article P du projet de Décret précité.

A ce jour, ces projets de Décrets sont toujours en suspens.

Le Secrétaire Exécutif du Gouvernement saisit cette occasion pour rappeler l'importance et l'urgence dans l'adoption de ces projets de Décrets au regard de l'état des lieux du paysage minier de la République Démocratique du Congo-

b) Conseil des ministres du 08 octobre et du 26 novembre 2004

Ministère de la Fonction Publique: projet d'Arrêté portant réglementation des

affectations, mutations et permutations des agents de carrière des services publics de l'Etat.

Au cours de sa réunion du 26 novembre 2004, le Conseil des ministres demande des précisions et des clarifications sur ce projet d'arrêté, ainsi que le changement de sa forme juridique en un projet de Décret. A ce jour, le texte harmonisé est transmis et son inscription à l'ordre du jour du Conseil des ministres assurée.

c) Conseil des ministres du 18 avril 2005

Ministère de l'Agriculture: projet de Décret portant création d'un Service de Quarantaine Animale et Végétale, en sigle «S.Q.A.V.».

Le Conseil des ministres a recommandé une harmonisation entre les Ministères de l'Agriculture, de la Santé et de la Recherche Scientifique.

A ce jour, le texte harmonisé n'est pas encore transmis.

Contacté, le ministre de l'Agriculture nous assure de sa finalisation dans un très proche avenir.

- 4) Procès-verbaux et relevés des décisions des réunions du Conseil des ministres.
Ces documents ont tous été établis et transmis dans le délai de 48 heures.
- 5) Supports dactylographiés et informatiques (disquettes) des projets de Décrets et Lois amendés, après approbation du Conseil des ministres. Les supports de tous les dossiers concernés ont été transmis au Secrétaire Général du Gouvernement pour dispositions utiles.
- 6) Suivi du niveau d'exécution des décisions du Conseil des ministres pour les matières relevant de la Commission Economique et Financière.

Les données permettant l'évaluation du niveau d'exécution des décisions du r trimestre 2005 ont déjà été transmises au cabinet du Secrétaire Général du Gouvernement pour exploitation.

- 7) Suivi de l'évolution des projets de Décrets et projets de Lois.
Le 24 mars 2004, à la demande de Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, Président de la Commission, le Secrétariat Exécutif du Gouvernement pour la Commission Economique et Financière a produit deux états des lieux portant respectivement sur les projets de Lois et projets de Décrets, pour la période allant de juillet 2003 à mars 2005 et ce, pour l'ensemble des Commissions gouvernementales- Ces documents sont actuellement mis à jour régulièrement par le Secrétaire Exécutif du Gouvernement pour la Commission Economique et Financière.

De ces situations actualisées au 28 avril 2005, il ressort les renseignements Suivants:

a. Etats des lieux des projets de Lois

1) Lois organiques :	16	100%
- adoptées, promulguées et publiées	07	43,8%
- adoptées et non encore oubliées	09	56,2%
2) Lois	40	100 %
- adoptées, promulguées et publiées	30	75,0 %
- adoptés et non encore promulguées et publiées	10	25,0 %
3) Projets de Lois	25	100 %
- déposés à l'Assemblée Nationale et en attente d'examen	07	28,0 %
- transmis au Bureau du Chef de l'Etat, non encore transmis à l'Assemblée Nationale	18	72,0 %

b. Etats des lieux des projets de Décrets

Décrets adoptés par le Conseil des ministres :	71	100 %
- Décrets promulgués et publiés	50	70,4 %
- Décrets promulgués et non encore publiés	11	15,5 %
- Décrets en attente de signature par le Chef de l'Etat	10	14,1%

Les états des lieux des projets de Lois et de projets de Décrets sont soumis,

séparément, à Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, Président de la Commission pour information.

8) Réunions de la Commission ad hoc.

Le Secrétariat Exécutif du Gouvernement pour la Commission Economique et Financière a participé aux 19 réunions organisées à ce jour dans le cadre de la Commission gouvernementale ad hoc et établi des procès-verbaux à l'attention de Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, Président de la Commission Economique et Financière, ainsi qu'aux délégués de la Composante MLC.

IV. Problèmes rencontrés et suggestions

4.1. Problèmes :

Le Secrétariat Exécutif du Gouvernement pour la Commission Economique et Financière relève des difficultés de fonctionnement dans les domaines ci-après :

1) Moyens de déplacement

- vétusté de la voiture de fonction du Secrétaire Exécutif du Gouvernement, d'où pannes fréquentes ;
- absence d'un véhicule utilitaire pour les déplacements de service du personnel de cabinet.

2) Matériels de bureautique :

- absence de photocopieur et de matériels de reliure; d'où dépendance à l'unique photocopieur encore en service sur un total de quatre (trois autres étant en panne) au cabinet du Secrétaire Général du Gouvernement ;
- entretien irrégulier des ordinateurs et imprimantes ;
- système de communication par Internet inefficace, moins opérationnel (coupures à répétition) car centralisé au bureau du Coordonnateur du Secrétariat Général du Gouvernement.

3) Crédit de fonctionnement insuffisant

L'important flux de communications téléphoniques ainsi que le grand volume de documents à reproduire occasionnent des coûts élevés en consommables (cartes pour rechargement des téléphones portables, papiers duplicateurs, cartouches et toner pour imprimantes, etc.). Les crédits de fonctionnement alloués au Secrétariat Exécutif du Gouvernement sont insuffisants-

4) Archives

Le volume de dossiers à archiver étant sans cesse croissant, le Secrétaire Exécutif du Gouvernement a installé deux bibliothèques déjà remplies actuellement. Le Secrétaire Exécutif souhaite recourir à un archivage électronique, d'où le besoin d'engager un agent supplémentaire pour accomplir ce travail.

5) Renforcement des capacités

Le personnel éprouve diverses difficultés à s'adapter à certains logiciels d'application, d'où nécessité d'une formation pour les uns et une mise à niveau pour les autres.

Cette formation sera bénéfique au personnel dans la mesure où celui-ci aura à contribuer efficacement à l'accomplissement, avec maîtrise, des tâches lui assignées.

4.2. Suggestions

- Doter le Secrétariat Exécutif du Gouvernement pour la Commission Economique et Financière des moyens (humains et matériels) suivants :
 - un agent archiviste en électronique ;
 - une voiture neuve de fonction pour le Secrétaire Exécutif du Gouvernement (inscrit au Budget 2006);
 - un véhicule utilitaire (mini bus) pour le transport du personnel et les déplacements de service ;
 - des bureaux et des chaises appropriés et confortables ;

- un photocopieur industriel
 - un appareil de reliure à anneaux ;
 - un appareil de reliure à chaud ;
 - un scanner ;
 - un système Internet autonome
 - un destructeur à papiers.
- Allouer au fonctionnement des crédits conséquents aux regards du volume des consommations et des prix en vigueur,
 - Prévoir le renforcement des capacités du personnel dans les divers domaines en rapport avec les tâches exercées (Informatique : Bureautique, Internet, maintenance, Access, Excel, PowerPoint, Secrétariat de Direction) par l'organisation des sessions de formation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

V. Perspectives

Au vu des échéances électorales, les tâches de la Commission Economique et Financière et du Secrétariat Exécutif du Gouvernement devront normalement s'accroître.

A ce titre, il serait souhaitable pour le Secrétariat Exécutif du Gouvernement d'être bien équipé et doté des moyens conséquents, pour assister davantage la Présidence de la Commission dans l'accomplissement de ses responsabilités.

VI. Conclusion

Tout travail étant perfectible, le Secrétariat Exécutif du Gouvernement reste ouvert à toutes les suggestions et critiques positives pour un rendement optimal de ses attributions.

Fait à Kinshasa, le 28 avril 2005

Agadi Bukani Bakwa

ANNEXE

COMPOSITION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

EN DATE DU 28 AVRIL 2005

PRESIDENT : SON EXCELLENCE MONSIEUR **JEAN-PIERRE BEMBA**,
VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

MEMBRES :

1. Monsieur **Alexis THAMBWE MWAMBA**, ministre du Plan
2. Monsieur **François MUAMBA**, ministre du Budget
3. Monsieur **André Philippe FUTA**, ministre des Finances
4. Monsieur **Floribert BOKANGA**, ministre de l'Economie
5. Monsieur **Jean MBUYU**, ministre de l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises
6. Monsieur **INGELE IFOTO**, ministre des Mines
7. Madame **Chantal NGALULA MULUMBA**, ministre du Commerce Extérieur
8. Monsieur **Célestin VUNABANDI**, ministre du Portefeuille
9. Monsieur **Athanase MATENDA KYELU**, ministre de la Fonction Publique
10. Monsieur **Paul MUSAFIRI**, ministre de l'Agriculture
11. Monsieur **Raymond TSHIBANDA**, vice-ministre du Plan
12. Monsieur **Trésor KAPUKU**, vice-ministre du Budget
13. Monsieur **Denis KASHOBA**, vice-ministre des Finances
14. Monsieur **Jean-Pierre TSHIMANGA**, vice-ministre du Portefeuille
15. Monsieur **Louis Léonce CHIRIMWAMI**, vice-ministre des Mines
16. Madame **Gertrude EKOMBE EKOFO**, vice-ministre du Commerce Extérieur
17. Monsieur **Désiré KASHEMWA**, vice-ministre de la Fonction Publique
18. Monsieur **Oscar N'SANKULU BIDIFIKA**, vice-ministre de l'Agriculture
19. Monsieur **Jean-Claude MASANGU**, gouverneur de la Banque Centrale du Congo
20. Monsieur **Nestor DIAMBWANA**, vice-gouverneur de la Banque Centrale du Congo.

RAPPORTEUR : Madame **Agadi BUKANI BAKWA**,
Secrétariat Exécutif du Gouvernement.